

150

« Arts et Spectacles » expositions d'été

# Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14763 - 7 F

JEUDI 16 JUILLET 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

## Paris face au conflit yougoslave

« La France n'a pas fait la guerre dans les Balkans par sa propre décision. Elle applique les décisions des Nations unies », a répété, mardi 14 juillet, le président de la République. Il avait déjà fait cette mise au point la semaine dernière au sommet d'Helsinki, où ses partenaires occidentaux, qui redoutent plus que tout d'être entraînés dans un conflit armé en Yougoslavie, paraissent se méfier des initiatives françaises d'ordre humanitaire, et avaient mal réagi à l'annonce, par Paris, de l'envoi de neuf hélicoptères à Sarajevo.

Le premier ministre britannique n'avait en outre pas dissimulé ses réticences à l'idée proposée par M. Mitterrand d'une Conférence internationale sur l'ex-Yugoslavie sous l'égide de l'ONU. M. John Major veut s'en tenir pour l'instant à la conférence organisée par la CEE, qui n'est parvenue à rien depuis des mois, et dont le président, lord Carrington, exprimait une fois de plus mardi son pessimisme, à la veille d'une réunion à Londres des belligérants de Bosnie. La conférence internationale dont parle M. Mitterrand, impliquant notamment les membres du Conseil de sécurité des Nations unies, aurait sans doute plus de poids : elle aurait aussi l'avantage d'associer à un règlement des pays voisins de l'ex-Yugoslavie, comme l'Autriche et la Hongrie, dont on a pu mesurer ces derniers jours l'impatience croissante.

CELA étant, si certaines initiatives récentes du chef de l'Etat français ont porté leurs fruits, en tout cas pour l'achèvement de l'aide humanitaire à Sarajevo, on a pu constater mardi que M. Mitterrand ne dément toujours pas d'une analyse que les faits démentent pourtant de façon de plus en plus criante.

Pour le président de la République, les conflits dans l'ex-Yugoslavie se résument à un problème de minorités « qui se détestent » pour des raisons historiques séculaires. Et s'il convient qu'il y a, de la part des Serbes, « une volonté d'annexer les territoires peuplés par des Serbes », M. Mitterrand refuse de leur faire porter la responsabilité principale, et les renvoie dos-à-dos avec les Croates, qui, dit-il, « font la même chose ».

C'EST assez largement l'attitude dans l'ex-fédération, où vivent, comme le rappelle mardi le nouveau premier ministre yougoslave, M. Milan Panic, un million de couples mixtes, à la tête de familles dont on peut raisonnablement penser qu'elles ne se sont pas construites sur des haines historiques et n'avaient pas vocation à s'entre-déchirer. Avancer le problème du « droit des minorités » au moment où le conflit embrase la Bosnie, République par définition pluriconstitutionnelle et qui essaie désespérément de le rester, est un autre contresens. Car d'où viennent les malheurs actuels de la Bosnie, sinon de la terreur que l'une de ces minorités - la serbe - fait régner sur la majorité, grâce au soutien extérieur de Belgrade et, contrairement à ce que pense M. Mitterrand, bien au-delà des « territoires peuplés par des Serbes » ? Le chef de l'Etat déplore qu'on ait reconnu l'indépendance des Républiques avant de définir le droit des minorités. Mais la commission dirigée par M. Badinter n'était-elle pas chargée de cela et n'a-t-on pas, à la demande de la France, attendu des mois qu'elle remette ses conclusions avant cette reconnaissance ? Il aurait été souhaitable de ne pas se tromper d'analyse depuis le début. Il reste que, comparés à la pusillanimité générale des Occidentaux, les efforts que déploie actuellement la France sont louables.

Lire l'article de FLORENCE HARTMANN page 3



## Critiqué par la gauche du parti à la convention de New-York

# Le programme des démocrates américains marque un net recentrage

Présentée, mardi 14 juillet, au deuxième jour de la convention qui se tient au Madison Square Garden de New-York, la plate-forme démocrate pour la conquête de la Maison Blanche fait d'importantes concessions à l'aile conservatrice du parti, tout en restant fidèle à une certaine tradition libérale. Y voyant une « reddition idéologique », les principaux ténors de l'aile gauche du parti ont réclamé un véritable débat sur ce programme. Ces derniers, parmi lesquels l'ancien gouverneur de Californie Jerry Brown et le dirigeant noir Jesse Jackson, ont cependant accepté de se rallier à M. Bill Clinton et à son collègue Albert Gore, assurés d'obtenir mercredi soir l'investiture officielle du parti.

## Bill Clinton, un « fou de la politique »

LITTLE-ROCK (Arkansas)  
de notre envoyé spécial

« Depuis des années, je me suis préparé pour une vie politique qui devra être au service du changement. » Quand il écrit ces lignes, en décembre 1969, Bill Clinton a vingt-trois ans et pense déjà à la Maison Blanche. Il se confie dans une lettre adressée à l'officier du bureau de recrutement de Little-Rock, la capitale de l'Arkansas. M. Clinton vient d'être déchargé de toute obligation militaire. Quelques mois plus tôt, il avait résilié son sursis d'étudiant et

pris, un court instant, le risque d'aller faire une guerre du Vietnam qu'il dit « injuste », afin, expliquait-il, de « préserver » son « avenir politique » : avoir échappé à la guerre, même en tant que cursitaire, pourrait ne pas faire bonne figure dans un curriculum de candidat.

L'anecdote en dit assez long. Avant d'être un modéré, un centriste, un démocrate, un homme du Sud, un des plus jeunes gouverneurs et candidat à l'élection présidentielle de l'histoire des Etats-Unis, M. Bill Clinton est un « fou de la politique ». Ses amis

décrivent un passionné de la chose publique : le Wall Street Journal parle d'un « calculateur ambitieux ayant les yeux sur la Maison Blanche depuis l'adolescence ».

Pour comprendre le personnage, il faut revenir à ces années 60, celles de la formation. Le fond de l'air est encore imprégné d'idéal Kennedyen. Le service public, la politique, sont des cursus « nobles ».

ALAIN FRACHON

Lire la suite et nos informations sur le programme démocrate page 4

## Les négociations du GATT

# La France reste ferme sur le dossier agricole

Une semaine après le sommet des sept grands pays industrialisés à Munich, l'Europe et les Etats-Unis continuent de s'affronter sur le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). Selon M. Michel Sapin, ministre de l'économie, les négociations pourraient aboutir après les échéances électorales américaines et françaises. Le différend subsiste sur la réduction des subventions agricoles, la France n'ayant, pour l'instant, pas assoupli sa position.

BRUXELLES  
(Communauté européenne)  
de notre correspondant

A-t-on vraiment assisté, lors du sommet des sept principaux pays industrialisés à Munich, à un rapprochement des positions en présence concernant les négociations de l'Uruguay Round et en particulier leur volet agricole ?

Tel fut le message largement diffusé à l'issue de la conférence, avec l'idée supplémentaire que seule la France faisait encore obstacle à un accord, mais que cette dernière difficulté pourrait assurément être surmontée une fois passé le référendum sur Maastricht. Cette interprétation est vivement contestée, à Paris

comme à Bruxelles, même si, au sein de la Commission européenne comme du gouvernement français, on trouve encore des dirigeants qui restent sur cette ligne.

« La réunion de Munich a été très utile. Je suis persuadé qu'une fois les échéances électorales passées [françaises en septembre, américaines en novembre], les choses pourront rapidement évoluer et se conclure », commentait, lundi 13 juillet, M. Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances, en marge d'une réunion des Douze.

PHILIPPE LEMAITRE  
Lire la suite page 14

## M. Mitterrand élyséen

A deux mois du référendum, le chef de l'Etat porte sur la société française un regard détaché

par Alain Rollat

Le temps qui passe conforte chaque jour M. François Mitterrand dans les royales privilèges politiques que la Constitution confère au président de la République. Il ne brigue plus aucun mandat. Le fonctionnement des institutions le protège contre les impatiences des prétendants à sa succession. Aucune échéance électorale, quelle qu'en soit l'issue, ne peut le contraindre.

Seul maître de son destin, il lui reste à peu près trois ans pour imposer définitivement sa marque dans l'Histoire et préparer sa sortie.

Le confort de cette position lui permet de considérer les contingences de la vie ordinaire avec beaucoup de hauteur. Il en jouit et, au besoin, en joue, tantôt avec malice, tantôt avec sévérité, quand les circonstances l'amènent à abandonner les préoccupations planétaires pour se pencher sur le tout-venant de l'actualité nationale. Ce fut le cas, mardi 14 juillet, à l'occasion de sa rituelle intervention télévisée.

Lire la suite page 6  
Le texte de l'intervention du chef de l'Etat et nos informations pages 6 et 7

## FIN D'EMPIRES

sous la direction de Jean-Pierre RIOUX



Dans le monde, pendant tout l'été, une équipe d'historiens retourne sur quarante-cinq siècles les avatars de l'idée impériale. De la Perse à Rome, de Byzance à Vienne en à Moscou, une rétrospective des vicissitudes des empires et des espoirs qui ont fait et défaits tant d'empires.

Fins d'empires, un grand feuilleton à lire cet été.

Le Monde

CHAQUE JOUR, A PARTIR DU LUNDI 20 JUILLET 1992  
(numéro daté mardi 21)

## Le sang et le serment

Le procès des responsables de la transfusion sanguine reprend au tribunal de Paris

Le procès du docteur Michel Garretta et de ses coaccusés entre dans sa quatrième semaine. Après l'interrogatoire des prévenus, la parole revient à partir du mercredi 15 juillet à la soixantaine de témoins (médecins, scientifiques, hauts fonctionnaires et ministres) convoqués par la défense, les parties civiles et le ministère public.

par Laurent Greilsamer

Leur silence est remarquable. Telle une avant-garde discrète, la trentaine d'hémophiles présents dans le prétoire depuis le premier jour rappellent opportunément ce que les victimes ont payé, payent encore et payeront comme rançon de chair et d'espoir. En quête de vérité, ils prennent studieusement des notes. En quête de justice, ils observent, étonnés, l'étrange carrousel judiciaire et se

chuchotent leurs impressions. C'est à peine si une ou deux fois, depuis le 22 juin, un « oh ! » d'indignation, vite réprimé, a parcouru leurs rangs. A peine si l'on prête désormais attention à ces spectateurs muets, otages d'un drame qui les voue à mourir à petit sang...

A mi-parcours du procès des responsables de la transfusion sanguine, l'étrange malaise qui sourd des débats tient peut-être à cette « absence ». Non pas que les avocats des parties civiles se soient tus, non pas que l'on n'ait pas cent fois, à juste titre, évoqué les 256 hémophiles A déjà morts au champ de l'indignité médicale, et les 1 200 autres en sursis. Mais tout simplement parce que le procès s'est logiquement et prioritairement intéressé aux quatre prévenus. Or le procès, sur ce terrain, a de quoi sidérer les observateurs.

Lire la suite page 9

## L'état de santé de Jean-Paul II

Le pape a subi une intervention chirurgicale.  
page 26

## Le procès des dirigeants islamistes en Algérie

La prison à perpétuité requise par le procureur.  
page 6

## La famine en Somalie

Un cri d'alarme des organisations humanitaires.  
page 5

## DÉBATS

## L'indépendance de la justice

La corruption peut continuer, par Thierry Jean-Pierre et Jean de Maillard. Le juge et son éthique, par Antoine Garapon.  
page 2

## L'ÉTÉ FESTIVAL

Alors que les intermittents du spectacle menacent d'une grève nationale, le 16 juillet, le spectacle continue à Avignon : dans *Derrière les collines*, l'auteur et metteur en scène Jean-Louis Bourdon règle son compte à la misère ; le Teatro Negro de Barriovento (Venezuela) et huit groupes de danse indienne du Mexique montrent que musique et religion sont étroitement unies.

Les 23<sup>e</sup> Rencontres internationales de la photographie d'Arles ont été marquées par la présence de Don McCullin, le plus grand photographe de guerre de l'histoire.  
pages 10 et 11

Le sommaire complet se trouve page 26

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte d'Ivoire, 458 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 85 p. ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2,200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (hors NY), 2,50 \$.



## DÉBATS

Justice

## La corruption peut continuer

par Thierry Jean-Pierre et Jean de Maillard

Il aura suffi de quelques mots du nouveau premier ministre pour que le pouvoir socialiste soit crédité d'une volonté nouvelle de lutte contre la corruption : « J'en tends vider l'abcès de la corruption. J'ai demandé au garde des sceaux de pousser les feux de la justice et du châtiment pour les coupables ». La justice, autorisée à être indépendante, et même sommée de l'être, pourra donc instruire à sa guise, nous a-t-on promis, les « affaires » qui empoisonnent la vie publique française. Cette perspective devrait nous réjouir, mais les mots ont-ils bien toujours le sens qu'on leur prête ? Les juristes savent qu'il faut toujours lire avec soin les codicilles. Dans cette affaire, il y en avait un, de taille, qui a échappé à la sagacité des commentateurs : « Toutes les procédures seront conduites à leur terme, disait encore le premier ministre (mais on ne l'écouterait déjà plus), dès lors qu'elles résulteront des actes frauduleux commis à des fins d'enrichissement personnel ». Trois petits mots qui fixent la limite de ce que l'Etat tolérera de ses juges.

Aurions-nous mal entendu ? Malheureusement non : une circulaire du garde des sceaux du 20 mai 1992 est venue confirmer les limites de la liberté accordée à la justice, en mettant clairement les points sur les « i ». « Il importe que les procédures en cours puissent permettre (...) de distinguer clairement les situations où apparaîtraient des indices précis d'enrichissement personnel de celles qui ne relèveraient que de pratiques, antérieurement considérées comme licites, de financement d'activités politiques, pratiquées par des élus ou d'autres personnes qui ont organisé par la loi. » La doctrine ainsi fixée comporte de telles restrictions qu'elle réforme aussi vite la porte qui avait été entrouverte : alors que tout le monde sait que la corruption n'a pas diminué dans notre pays, loin s'en faut, elle pose comme un postulat la différence entre la « bonne » et la « mauvaise » corruption qui serait seule, bien entendu, poursuivie.

## Une ligne de repli

On conçoit facilement que cette doctrine constitue pour le pouvoir une ligne de repli, à la veille de révélations attendues sur l'ampleur des compromissions qui s'appuient à sortir des dossiers instruits à Rennes, à Lyon ou ailleurs. Il faudra probablement sacrifier quelques politiciens trop compromettants, mais le pouvoir aura sauvé l'essentiel. Pour tant, au-delà de la tactique de circonstance, destinée à limiter l'impact du grand débailage qui se prépare, ce serait à coup sûr pérenniser les formes les plus graves de corruption, car les plus coûteuses et les plus pernicieuses. Que tel conseiller bien en cour se soit offert la réfection de crèches, que tel autre ait bénéficié de voyages aux Etats-Unis ou aux Caraïbes, est révélateur de la dégradation des mœurs publiques, mais il s'agit encore de corruption individuelle. Ce n'est rien à côté de la corruption d'Etat qui s'est installée au cœur de notre vie, publique, au gré des dérivés politiques.

Non seulement la théorie de la « bonne » corruption permet de masquer la réalité du problème que posent les « affaires » qui criminalisent peu à peu toute la société, mais elle constitue un critère dont

on se demande comment il pourra en pratique fonctionner : « Chaque fois que de tels enrichissements personnels seront établis (...) l'action publique devra être conduite avec fermeté », ajoute le ministre de la justice. Cela signifie-t-il que les parquets devront, avant d'entamer des poursuites, avoir déjà établi l'enrichissement personnel ? Autrement dit, les enquêtes devront-elles n'être menées que lorsqu'il n'y aura, plus rien à rechercher, et surtout pas autre chose que de l'enrichissement personnel ? Autre question : qu'est-ce que l'« enrichissement personnel » ? La seule référence dont on dispose est celle de l'arrêt Nucci, qui avait considéré que la disparition au jour le jour de fonds publics ne constituait pas justement un « enrichissement personnel » !

## Le modèle italien

« Il importe, enjoint pour finir le garde des sceaux à l'ensemble des parquets de France, que dans les propositions concernant l'action publique que vous serez amenés à me faire soient constamment présentes les préoccupations de cohérence, d'équité et d'efficacité qui doivent présider au traitement de l'ensemble de ces procédures. » En d'autres termes, alors que le garde des sceaux ne dispose dans notre droit d'aucun pouvoir pour interdire à un procureur de déclencher des poursuites pénales, alors que la Cour de cassation vient de manifester solennellement l'indépendance des magistrats du parquet dans la conduite de l'action publique, le pouvoir exécutif entend conserver la haute main sur les poursuites. « Cohérence » et « équité » seront-elles autre chose que les critères avec lesquels le pouvoir choisira les corruptibles qu'il faut poursuivre, dans une arithmétique politique qui se calculera à la chancellerie — après avoir soigneusement distingué la « bonne » corruption de la « mauvaise » ? On est donc bien loin du grand coup de balai annoncé, et l'on peut prendre le pari que la nouvelle attitude du pouvoir, si elle permet d'attraper quelques petits poissons, continuera de ménager les gros.

Le courage politique, ce serait aujourd'hui de donner à la justice de vrais moyens de lutte contre la criminalisation de l'Etat et de l'économie. Ce serait de reconnaître qu'on ne guérira pas notre pays, gangrené par la corruption et les « affaires », avec quelques déclarations ambiguës ou des finasseries de procédures. Il faudrait au contraire prendre le problème à bras-le-corps, doter la justice des moyens de faire face, alors qu'aujourd'hui elle est plus démunie et plus discréditée que jamais. Mais cela, le souhaite-t-on vraiment ?

Prenons garde. La vie publique française dérive dangereusement vers un modèle qu'on croyait réservé à l'Italie. A l'heure où le pouvoir a dû se débarrasser, honnêtement, d'un Tappie qu'il avait fait lui-même prince, cette Italie vient de perdre, avec l'assassinat de Giovanni Falcone, son symbole de la lutte désespérée contre la criminalisation de toute une société. Il n'y a pas encore, en France, de juge Falcone. Il n'y a qu'un Etat qui se décompose. Jusqu'où ?

► Thierry Jean-Pierre et Jean de Maillard sont magistrats.

## Le juge et son éthique

par Antoine Garapon

Le juge a vu ses tâches se diversifier. Il est soumis à des impératifs contradictoires : administrer et arbitrer, trancher et négocier, se rapprocher du social et garder ses distances, etc. Cela a pour conséquence de brouiller à ses propres yeux le sens de sa mission et de creuser l'écart entre les valeurs autour desquelles se réunissent les différentes fonctions judiciaires.

Qu'on ait encore en commun les « juges entraîneurs » comme les juges d'instruction et les juges des enfants et les « juges arbitres » comme les juges d'appel ? Sans craindre un seul instant la contradiction, le ministre de la justice a récemment adressé à tous les juges, à quelques jours d'intervalle, une plaquette vantant la justice de quartier et une circulaire sur l'information des juridictions, la modernisation du service public et la réduction des délais de procédure. Pourtant, le développement de la justice de proximité devient à un certain moment inconciliable avec la rationalisation des procédures : une conciliation prend infiniment plus de temps qu'une injonction de payer. Il faut établir des priorités.

Dans ce maquis de nouvelles contraintes (naissance de la communication, discrédit du service public, impératif de rentabilité, etc.), de nouveaux repères sont nécessaires. Entreprendre une démarche éthique, ce n'est pas succomber à un phénomène de mode mais c'est, au contraire, chercher à maîtriser ces évolutions, à en hiérarchiser les valeurs et donc à les rendre plus cohérentes. C'est s'engager : dans un processus identitaire pour retrouver les valeurs qui fondent l'intervention du juge dans les rapports sociaux et politiques, rendre problématique par la société moderne et donc tenter de préserver ce qui demeure l'élémentaire entre tous ceux qui exercent la même fonction de juge.

## Matière et manière

C'est moins de droit supplémentaire dont ces juges, désorientés ont besoin — peut-être en ont-ils déjà trop — que de principes clairs et consensuels auxquels réfléchir l'application du droit. L'apparition de cette préoccupation éthique signe moins une lacune temporaire de procédure, que son incomplétude, c'est-à-dire son impossibilité de prétendre à la fois à la généralité, à la précision et à la souplesse ; son incapacité aussi à saisir l'intime de l'acte de juger.

L'éthique dont il est question ici affecte moins la « matière » que le juge va juger, que la « manière » dont il va le juger, les deux étant, bien sûr, solidaires. C'est toute la différence entre le « juge de l'éthique », d'une part, et l'éthique du juge, d'autre part. L'éthique interroge le comportement des juges, c'est-à-dire le verbe, le geste, l'intonation de la voix, bref tout ce qui n'est pas codifiable parce que trop évanescence, en apparence trop personnel et trop spontané ; mais qui, dans la pratique, se révèle d'une grande importance. Il y a, par exemple, une manière raciste de juger, ne fût-ce que par avoir connu la passion et finalement, tel le sage, s'en être détaché. Paradoxe de la loyauté ensuite, qui, étymologiquement, demande au juge de respecter la loi, mais que faire si la loi est injuste ? Au nom de quoi sa conscience pourrait-elle le libérer de cette obligation ? Trop de loyauté transforme le juge en collaborateur actif de gouvernements injustes, pas assez fait naître une menace d'arbitraire.

Paradoxe enfin de l'éthique judiciaire elle-même : l'éthique ne peut être pour le juge cette sorte de valeur ajoutée comme elle l'est pour d'autres professions parce qu'elle est l'essence même de son action. Aucune division du travail moral n'est concevable pour le juge. A trop rechercher l'éthique, on risque d'instaurer un contrôle insupportable qui aboutirait au résultat inverse : trop d'éthique dissout l'éthique ! En définitive, l'éthique du juge ne peut reposer que sur un équilibre entre un « trop » et un « trop peu », sur une prudence retrouvée. On est ainsi renvoyé à une qualité personnelle du juge.

Doit-on exiger du juge un niveau éthique supérieur ? Un bon chirurgien qui ne paierait pas ses impôts n'en est pas moins un bon professionnel : en va-t-il de même pour le juge ? Faut-il confondre à la sphère de la vie privée les

le respect scrupuleux des droits de la défense. Les questions éthiques surgissent lorsque les objectifs avoués et les objectifs inavoués d'une institution entrent trop en contradiction.

A la différence des Etats-Unis où la question de l'éthique judiciaire n'est pas honteuse, cette question est jusqu'ici absente du débat français alors que, paradoxalement, le bon fonctionnement de notre système judiciaire repose bien plus largement sur elle que d'autres ! Nombre de nos garanties procédurales (possibilité de ne pas faire de déclarations lors de la première comparution devant le juge d'instruction, de demander un délai pour préparer sa défense ou d'accepter au contraire de comparaître volontairement) ne connaissent pas d'autres garanties que la conscience du juge. Cette question centrale, précisément parce qu'elle est cruciale, est refoulée : l'énergie révolutionnaire qui veut ignorer l'importance de ce dernier continue d'avoir dans l'imaginaire de nos institutions sinon dans leur réalité.

Notre tradition juridique a, au moins, trois bonnes raisons de refuser à l'éthique du juge un quelconque droit de cité : tout d'abord sa tradition positiviste qui considère les lois existantes suffisantes pour garantir la justice, le déni, ensuite, de toute autonomie au juge et, enfin, la prédominance dans notre droit du point de vue doctrinal — et donc théorique et abstrait — sur l'approche pragmatique. Par contraste, le droit anglo-saxon fait preuve d'un pragmatisme dont on devrait peut-être s'inspirer : il procède moins de fictions ou de présomptions, voire d'un certain angélisme, que d'une expérience très longue des institutions.

La conception française considérant le juge, selon la célèbre expression révolutionnaire, comme « la bouche vivante de la loi » s'oppose en tous points à celle du juge anglais, « oracule vivant » qui découvre le droit. D'où cette sorte de cercle vicieux dont notre pays arrive pas à sortir : le pouvoir politique dénie toute existence au juge — surtout judiciaire — qui le lui rend bien en se manifestant par des coups d'état intertemporels dont l'actualité nous offre régulièrement des illustrations, dans une sorte de rapport adhésif avec l'Etat.

Le juge qui s'intercale entre le pouvoir et les citoyens a des devoirs à l'égard de ces deux-là : les préoccupations éthiques du juge oscillent entre, d'une part, le souci de son indépendance non seulement à l'égard de l'Etat, mais également à l'égard de l'institution judiciaire, de ses collègues et surtout à l'égard de lui-même, et le respect des libertés et de la dignité humaine, d'autre part.

## Les trois paradoxes

L'approfondissement de ces notions d'impartialité, de loyauté et de neutralité se heurte à autant de paradoxes. Paradoxe de la neutralité tout d'abord. Le juge doit certes se tenir éloigné des passions mais pas trop : pour bien juger, ne fût-ce que par avoir connu la passion et finalement, tel le sage, s'en être détaché. Paradoxe de la loyauté ensuite, qui, étymologiquement, demande au juge de respecter la loi, mais que faire si la loi est injuste ? Au nom de quoi sa conscience pourrait-elle le libérer de cette obligation ? Trop de loyauté transforme le juge en collaborateur actif de gouvernements injustes, pas assez fait naître une menace d'arbitraire.

Paradoxe enfin de l'éthique judiciaire elle-même : l'éthique ne peut être pour le juge cette sorte de valeur ajoutée comme elle l'est pour d'autres professions parce qu'elle est l'essence même de son action. Aucune division du travail moral n'est concevable pour le juge. A trop rechercher l'éthique, on risque d'instaurer un contrôle insupportable qui aboutirait au résultat inverse : trop d'éthique dissout l'éthique ! En définitive, l'éthique du juge ne peut reposer que sur un équilibre entre un « trop » et un « trop peu », sur une prudence retrouvée. On est ainsi renvoyé à une qualité personnelle du juge.

Doit-on exiger du juge un niveau éthique supérieur ? Un bon chirurgien qui ne paierait pas ses impôts n'en est pas moins un bon professionnel : en va-t-il de même pour le juge ? Faut-il confondre à la sphère de la vie privée les

exigences éthiques requises dans la vie professionnelle ? La République peut-elle se passer de gardiens du temple dont elle exigeait plus ? La règle susceptible de se passer de cet élément moral subjectif demeure introuvable. Le rêve du droit révolutionnaire, d'une justice sans juges en chair et en os, d'une justice entièrement fondée en raison, dont on ne solliciterait que la faculté d'interprétation, se révèle chimérique. Cette incompréhension des règles, leur incapacité à garantir à elles seules l'Etat de droit, oblige à envisager la justice comme la nécessaire articulation de personnes et de règles.

## Indépendance et responsabilité

L'indépendance du juge doit être pensée sur le modèle du serment qui fonde à la fois la dérogation à l'abstention de toute forme de violence dans une société démocratique, donc le droit de juger, et sa réciprocité, c'est-à-dire le risque accru qui en est, en quelque sorte, le prix. Pourtant, penser l'indépendance comme une créance unilatérale contre le pouvoir sans envisager le nécessaire corollaire de la dette ainsi née, non pas à l'égard du pouvoir exécutif mais de l'Etat de droit, est une perversion moderne.

La nécessaire irresponsabilité des juges devant les instances de droit commun, parce qu'ils en sont les gardiens, doit être nécessairement entendue comme le pendant d'une responsabilité supplémentaire qui pèse sur eux et en partie seulement — sur leur conscience ou, en termes plus modernes, sur leur « éthique ». D'où l'idée d'introduire dans le concept d'indépendance du juge, une certaine proportionnalité : entre la protection dont le juge

bénéficie et le régime de responsabilité majorée à laquelle il est assujéti tout d'abord, mais également entre les garanties dont il doit bénéficier et les coûts, aussi bien matériels et symboliques, que cela entraîne pour l'Etat de droit.

En même temps que cette question reconnaît au juge un espace de liberté et un authentique pouvoir, elle en souligne immédiatement le danger. Cette question n'émancipe le juge qu'en apparence parce qu'en même temps qu'elle prend acte de l'irréductible de sa conscience elle en laisse immédiatement percevoir les risques. Or, force est de reconnaître que la réflexion sur les formes que devrait prendre dans la société démocratique cette responsabilité est peu avancée. Reste à imaginer les formes modernes que pourrait prendre cette instance où l'on jugerait les juges non plus sur leur application du droit, qui est du ressort des voies de recours, ni sur d'éventuelles fautes disciplinaires, mais sur l'éthique de leur comportement. Il s'agit d'une question certainement fort délicate qu'aucune des démocraties modernes, dont la crise des institutions judiciaires semble être la chose la mieux partagée, n'a véritablement résolue.

L'important aujourd'hui est d'ouvrir un débat autour de cette question de l'éthique du juge et d'inviter chacun à y prendre part : juges, avocats, professeurs de droit mais également philosophes, historiens ainsi que chaque citoyen. Il faut, en effet, se garder de réformer ce débat par je ne sais quelle réglementation votative dont notre fin de siècle a le secret, mais au contraire le documenter.

► Antoine Garapon, magistrat, est secrétaire général de l'Institut des hautes études sur la justice.

## Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Télax : 208.806F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY  
94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10  
Télax : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944

Capital social :  
620 000 F

Principales sociétés de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »,  
« Association Hubert-Beuve-Méry »  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises,  
M. Jacques Lesourme, gérant.

Impression  
de « Le Monde »  
à 12, r. M.-Gandoin  
PARIS IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037  
PRINTED IN FRANCE

Reproductions sur les microfilms  
et bandes du Monde au (1) 40-65-25-53

## Le Monde

Jacques Lesourme, président  
Michel Cros, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur  
15-17, rue de Colonne-Pierre-Arét  
75002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 46-62-72-72  
Télax MONDUPUB 634 128 F  
Télax : 46-62-72-72, « Société Monde »  
de la SARL Le Monde et de la SARL Le Monde

## Le Monde

TELEMATIQUE  
Composés 36-15, TAPES LEMONDE  
ou 36-15, TAPES LEM

## ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-65-25-99

TARIF	FRANCE	SURSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs extrêmes-CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 096 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

PP, Paris 15

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lesourme, gérant directeur de la publication  
Bruno Fregier, directeur de la rédaction  
Jacques Giliu, directeur de la gestion  
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombani, Robert Solé  
(adjoints au directeur de la rédaction)

Yves Agnès, Jacques Amalric, Thomas Forencel,  
Philippe Herremann, Jacques-François Simon

Daniel Vernet

(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : 49-60-30-10



150

# ÉTRANGER

Le Monde ■ Jeudi 16 juillet 1992 ■ 3

Tandis que les combats continuent en Bosnie-Herzégovine

## M. Milan Panic a été investi premier ministre de la nouvelle Yougoslavie

Les pourparlers de paix sur la Bosnie-Herzégovine devaient reprendre, mercredi 15 juillet, à Londres sous l'égide de Lord Carrington, président de la Conférence européenne sur la Yougoslavie. Les représentants des communautés musulmane, serbe et croate devaient avoir des discussions séparées avec les négociateurs européens, Lord

Carrington et le diplomate portugais, M. José Cutileiro. A la veille de ces discussions, le leader serbe de Bosnie, M. Radovan Karadzic, a appelé à un « cessez-le-feu inconditionnel », alors que de nouveaux bombardements ont touché Sarajevo. Des obus de mortier ont notamment atteint, lundi soir et mardi, les abords immédiats du quartier

général de la Force de protection de l'ONU (FORPRONU), tuant deux civils bosniaques et en blessant une quinzaine d'autres, principalement des enfants. Les militaires de la FORPRONU ont, pour la première fois, riposté aux tirs d'un tireur embusqué, qu'ils ont tué après qu'il eut blessé un soldat canadien de garde à l'aéroport de la capi-

tales. Cependant, 31 personnes ont été tuées et 56 autres blessées lors d'une nouvelle attaque serbe contre la ville de Gorazde (à une soixantaine de kilomètres au sud-est de Sarajevo), selon l'agence croate Hina. A Belgrade, M. Milan Panic a reçu l'investiture du Parlement au poste de premier ministre de Yougoslavie.

### BELGRADE

de notre correspondant

« Le pays est dans le pétrin et c'est pour cela que vous m'avez appelé », M. Milan Panic, président pour diriger le gouvernement de la nouvelle Yougoslavie, réduite à la Serbie et au Monténégro, n'a pas pris de gants, mardi 14 juillet, pour s'adresser aux députés serbes et monténégrins avant que ceux-ci ne lui accordent l'investiture. Il a souligné qu'il était venu « construire l'avenir » et qu'il ne comptait pas perdre de temps dans des discussions stériles pour savoir qui était responsable de la situation dans laquelle se trouvait le pays.

Sans crainte de se heurter aux idées toutes faites, M. Panic a ajouté : « Le peuple serbe est un petit peuple qui a toujours voulu être une nation de guerriers et qui, aujourd'hui, voudrait se battre contre le monde entier (...). Nous ne pouvons pas imputer au monde toute la responsabilité de nos malheurs et il ne faut pas non plus attendre constamment que le monde nous comprenne. » Le monde entier n'est pas contre la

Serbie, a-t-il conclu. La leçon de vérité de M. Panic, qui tranche avec le discours officiel tenu à Belgrade, aura valu au chef du premier gouvernement de la nouvelle Yougoslavie la sympathie d'un certain nombre de députés et d'une bonne partie de l'opinion publique qui restait encore sceptique sur les capacités d'adaptation à la vie politique yougoslave de cet homme d'affaires installé aux États-Unis depuis 1956. Quelques instants plus tard, il était élu à une forte majorité par les deux chambres du Parlement fédéral.

Toutefois, le Parti radical serbe (SRS) de l'ultranationaliste Vojislav Seselj, qui s'est adjugé lors des élections du 31 mai dernier plus de 30 % des sièges de la chambre basse, a marqué sa désapprobation en votant contre lui. Pour l'extrême droite serbe, l'intervention de M. Panic relève tout simplement de l'humour, et son programme n'est pas suffisamment nationaliste. Certes, Milan Panic ne met pas « la question serbe » au premier plan de ses priorités et prône la réconciliation des peuples de l'ex-Yougoslavie, « convaincu » par sa propre expérience que les

Serbes, les Musulmans, les Croates, etc., ne se baignent pas, qu'ils ne sont pas « enclins à la violence et au meurtre », rappelant qu'il y a « plus d'un million de mariages mixtes » dans l'espace yougoslave.

Le discours de M. Panic se distinguait singulièrement de celui de M. Dobrica Cosic, le président de la nouvelle Yougoslavie, couramment présenté comme le père spirituel de la politique nationaliste serbe mise en œuvre par le leader de la Serbie, M. Slobodan Milosevic. Si l'écrit Dobrica Cosic a soumis au Parlement la candidature de Milan Panic et soutenu son programme ambitieux, centré sur l'arrêt de la guerre, la constitution d'une « société multinationale et multiconfessionnelle », le respect des libertés démocratiques et la relance de l'économie, il a donné dans son exposé de mardi la primauté à « l'intérêt national (...) et au renouveau historique du peuple serbe », accordant à la thèse selon laquelle « 10 millions de Serbes sont dispersés à travers les Balkans, encerclés par la haine et l'incompréhension et menacés par des missiles dirigés contre eux ».

La nouvelle Yougoslavie, cette

fédération serbo-monténégrine créée en toute hâte le 27 avril dernier à l'initiative de M. Slobodan Milosevic, est en mauvaise posture.

### Pour une démission de la Bosnie

Elle a été mise au ban de la communauté internationale, qui ne reconnaît pas la légitimité de cette nouvelle entité, et les deux Républiques qui la composent ont été soumises par le Conseil de sécurité de l'ONU à un embargo pétrolier, commercial, aérien et maritime pour leur responsabilité dans la poursuite de la guerre en Bosnie-Herzégovine et pour leurs violations des droits de l'homme et des minorités. La légitimité du pouvoir fédéral n'est pas non plus reconnue par l'opposition serbe et monténégrine. Celle-ci a boycotté les élections législatives du 31 mai pour contester la légalité de la procédure électorale. Le nouveau premier ministre yougoslave s'est engagé à œuvrer activement en faveur de la levée des sanctions pour redonner à la Yougoslavie une place dans la communauté internationale.

M. Panic a annoncé que son

gouvernement ferait « tout son possible pour que toutes les parties en conflit cessent le feu » en Bosnie-Herzégovine et plaiderait pour que le rétablissement de la paix et l'aménagement interne de cette République soient négociés par les trois communautés (Musulmans, Serbes et Croates) qui y vivent, « avec l'engagement plus actif des Nations unies ». Pour cela, il estime nécessaire de déléguer la Bosnie-Herzégovine sous le contrôle de l'ONU. Il affirme, de plus, qu'il s'engagera « personnellement à ce que les armes lourdes ayant appartenu à l'ancienne armée yougoslave et restées en Bosnie-Herzégovine soient retirées du territoire de cette République ».

Cette décision a été très vivement contestée au cours du débat parlementaire par le député ultranationaliste Vojislav Seselj qui s'oppose au désarmement des Serbes de Bosnie avant qu'un accord de paix n'ait été signé entre les trois parties en conflit. Il craint visiblement que le retrait de l'armement de l'ex-armée fédérale laisse principalement entre les mains des forces serbes ne mettent en difficulté les Serbes qui ont conquis plus de

60 % du territoire bosniaque et qui poursuivent ces jours-ci leur offensive pour s'emparer des dernières poches qu'ils revendiquent.

Contrairement aux leaders serbes de Bosnie-Herzégovine, le nouveau premier ministre yougoslave déclare « respecter le fait que la Bosnie est un Etat indépendant, membre de l'ONU ». Quant à la Croatie, il considère indispensable d'assurer la mise en œuvre du plan de paix des Nations unies qui prévoit le retrait de l'armée ex-fédérale et la délégitimation des zones protégées par les « casques bleus ». M. Panic a également annoncé des mesures en faveur de la « reconnaissance mutuelle » entre Etats nés sur le sol de l'ex-Yougoslavie en attendant, en retour, que ces Etats reconnaissent « la continuité juridique internationale » de la nouvelle Yougoslavie. Il propose, en outre, de rétablir la coopération économique avec les ex-Républiques yougoslaves et envisage de leur offrir des accords commerciaux préférentiels.

FLORENCE HARTMANN

### TURQUIE

## Les fondamentalistes musulmans mènent leur propre guérilla contre les séparatistes kurdes

### YOLAC

de notre envoyé spécial

« Ils étaient une trentaine, le visage pâle, vêtus d'uniformes militaires. Ils nous ont sortis de la mosquée, nous ont fait allonger sur le sol et nous ont ligotés », explique Yousof Kantar, âgé de quarante ans. Allongé sur son lit, sous un portrait de l'imam Khomeiny et un « poster » montrant des combattants musulmans barbus, le front coiffé d'un bandeau rouge, il se remet des dix blessures causées par les balles des militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste) qui s'étaient infiltrés dans son village, le 25 juin dernier, vers 22 h 30. Après avoir aligné les hommes réunis à la mosquée contre un mur de bous échaud, qui porte encore les traces des impacts de balles, les assaillants avaient ouvert le feu à l'arme automatique, tuant dix personnes, pour la plupart âgées de moins de trente ans, et blessant trois autres, dont Yousof et un enfant de douze ans (le Monde daté 28-29 juin et du 3 juillet).

Pour les autorités turques, ce massacre est une preuve supplémentaire de la sauvagerie du PKK qui n'hésite pas à s'attaquer à d'innocents villageois. Mais dans cette région tourmentée, les apparences sont parfois trompeuses et la situation n'est jamais simple.

Ce village, aux maisons de terre

curieusement entrecoupées sur plusieurs niveaux, est celui des habitants de la région, le centre des activités du Hezbollah kurde, un mouvement fondamentaliste musulman qui serait responsable, au cours de l'année dernière, de plusieurs attentats et assassinats de personnalités kurdes, notamment des membres du Parti travailliste du peuple (HEP), de l'Association turque des droits de l'homme, ainsi que de journalistes locaux. Bien que sunnites, les Hezbollah semblent inspirés par le modèle iranien, mais il n'existe aucune preuve de liens directs avec le gouvernement de Téhéran.

La lutte fratricide qui oppose les séparatistes kurdes du PKK aux fondamentalistes du Hezbollah - Kurdes également - est un élément nouveau dans cette guerre civile qui ne dit pas son nom. Selon le rapport de la Fondation turque pour les droits de l'homme, cent trente et une personnes, dont quarante-cinq membres du Hezbollah, auraient trouvé la mort de façon mystérieuse au cours des six premiers mois de l'année.

A Yolac, le chef du village, M. Veli Fidan, affirme n'aimer ni le PKK - « des ennemis de l'Islam » - ni l'Etat turc. « Nous n'acceptons pas l'aide de l'Etat. Nous n'avons ni armes ni gardiens de village. Pour nous, la religion passe avant tout », explique-t-il. Le jeune barbu à ses côtés, qui semble être une sorte de

« commanditaire politique », rétorque fréquemment pour corriger ses déclarations, et précise : « Nous voulons un Etat kurde indépendant. » Dans un communiqué publié par l'hebdomadaire kurde Yen Ulu, le PKK affirme avoir saisi des armes dans la mosquée où les hommes s'étaient réunis non pas pour prier, mais pour planifier leurs opérations meurtrières.

### Commanditaire en sous-main

La méfiance des interlocuteurs, exprimant ouvertement leur hostilité envers les journalistes « qui dérivent des mensonges » et les chrétiens, rend cette visite inconfortable. Lorsqu'un jeune homme non identifié procède à une fouille détaillée des sacs des journalistes et emmène leurs cartes de presse « pour les montrer à quelqu'un », après avoir verrouillé la porte, l'inquiétude s'installe. Après dix minutes de suspense, les cartes d'identité sont rendues à leurs propriétaires.

Les habitants du Sud-Est sont convaincus que l'Etat turc, qui, depuis plusieurs années, arme et rémunère trente mille « gardiens de village » kurdes pour lutter contre le PKK, pratique une politique similaire envers le mouvement fondamentaliste. Le Hezbollah ne représente pas l'ensemble des musulmans kurdes. Dans un petit village près de

Midiyat, un village isolé - préfixe au point de considérer la télévision comme un péché - exprime son mépris à leur égard. « Ces gens-là ne sont pas de vrais musulmans. Ce sont des traîtres à la solde de l'Etat », affirme-t-il.

L'utilisation du fondamentalisme religieux pour lutter contre un ennemi commun semble contraire à la doctrine séculaire de l'Etat turc. Mais cette pratique, potentiellement dangereuse, pourrait être le résultat d'une initiative locale au sein des forces de sécurité, notamment de la police, où les éléments islamiques sont nombreux.

Le mouvement fondamentaliste, latent dans la région depuis plusieurs années, s'est brusquement transformé, il y a un an, en une organisation armée, particulièrement active dans les régions de Silvan - proche de Yolac - de Diyarbakir, de Nusaybin et de Diyarbakir. Le premier ministre, M. Suleyman Demirel, n'a fait qu'aggraver d'une situation qui existait avant son arrivée au pouvoir, et c'est contre le gouvernement actuel - qui n'a pas su arrêter les coups de main - que la population kurde dirige aujourd'hui sa colère.

NICOLE POPE

### GRANDE-BRETAGNE

## L'austérité ne s'applique pas aux parlementaires

### LONDRES

de notre correspondant

Bravement les contraintes gouvernementales, les parlementaires britanniques ont voté, mardi 14 juillet, une hausse de 38 % de leurs indemnités. Certes, il ne s'agit que des indemnités de fonctionnement, que les membres de la Chambre des communes consacrent à leurs frais de secrétariat, et non de leur « salaire » proprement dit. Il n'empêche : cette augmentation de 38 % - de 28 986 à 39 980 livres (1) - risque d'être impopulaire, au moment où l'accent est mis sur la nécessité de réduire le déficit des finances publiques et où le chômage ne cesse de croître.

Ces deux contraintes avaient conduit le gouvernement à adopter une mesure politique délicate la semaine dernière : contrairement aux propositions de la commission

administrative, qui demandait un relèvement de 20 %, les salaires des quelque deux mille plus hauts fonctionnaires, jugés et généraux du pays, avaient été augmentés d'un meagre 4 %. Cette décision avait été unanimement saluée par les parlementaires de tous les partis, au nom de la nécessaire « solidarité nationale ». Les élus, pour leur part, ont choisi d'échapper à l'austérité...

Grâce à une « union sacrée » entre travaillistes, démocrates libéraux et conservateurs, l'augmentation des indemnités a été acquise par 324 voix contre 197. Cette défaite - sur un sujet, il est vrai, purement interne - est la première enregistrée par le chef du gouvernement, M. John Major, à la Chambre des communes.

L. Z.

(1) Une livre sterling = environ 10 francs français.

ALLEMAGNE : recours contre la loi sur l'avortement. - Le Land de Bavière et deux-cent quarante et un députés de droite de la CDU et de CSU ont déposé, mardi 14 juillet, un recours devant la Cour constitutionnelle fédérale de Karlsruhe contre la nouvelle loi libéralisant l'avortement en Allemagne. Ce texte permet d'avorter librement jusqu'à trois mois de grossesse après un entretien obligatoire avec un médecin. - (AFP)

ALLEMAGNE : l'emblème de la réunification. - L'emblème officiel des célébrations de la réunification allemande, le 3 octobre prochain, sera un cœur brisé, symbole de l'unité interne inachevée du pays, a annoncé, mardi 14 juillet, un représentant de la ville de Schwerin (nord-est) où se tiendront les festivités. L'image montre un cœur rouge dont la fracture est couverte par un fil qui se termine en formant ces mots : « Faire l'unité ensemble ». Les célébrations de la réunification se dérouleront sans emphase cette année, loin de l'euphorie qui avait marqué les fêtes de l'unité le 3 octobre 1990. - (AFP)

BULGARIE : arrestation d'un ancien premier ministre. - M. Gricha Filipov, premier ministre communiste de 1981 à 1986, a été arrêté, mardi 14 juillet, à la suite d'une inculpation pour détournement de fonds, a annoncé le procureur Mikhaïl Dolichev, cité par l'agence BTA. Deux autres anciens premiers ministres communistes - MM. Gueorgui Atanasov (1986-1989) et Andreï Loukanov (1990) - ont été arrêtés récemment dans le cadre de la même enquête. L'ex-président communiste,

M. Todor Jivkov, doit lui aussi être jugé pour détournement de fonds. - (AFP, Reuters)

ITALIE : M. De Michelis a reçu un avis d'enquête dans le cadre d'une affaire de pots-de-vin. - La magistrature de Venise a envoyé un avis d'enquête à l'ancien ministre italien des affaires étrangères, M. Gianni De Michelis, dans le cadre d'une instruction sur des affaires de pots-de-vin, a-t-on appris, mardi 14 juillet, de sources judiciaires. L'enquête sur M. De Michelis serait liée à son rôle de chef d'un courant du Parti socialiste, dont plusieurs fonctionnaires ont déjà été accusés, aux côtés de membres de la démocratie chrétienne, d'avoir perçu des pots-de-vin en échange de contrats de travaux publics dans plusieurs secteurs. M. De Michelis a protesté de son innocence, se déclarant « absolument étranger » à ces délits. - (AFP)

Suspension d'un conseil municipal sicilien pour liens avec la Mafia. - Le conseil municipal de Gela, une localité sicilienne de soixante-dix mille habitants, a été suspendu, mardi 14 juillet, sur recommandation du gouvernement, après une enquête qui a permis de découvrir « des liens entre plusieurs des conseillers (municipaux) et des personnages de premier plan de la criminalité organisée ». Cette suspension fait suite à une recommandation du nouveau ministre de l'Intérieur, M. Nicola Mancino. L'ordonnance signée par le préfet de la région souligne que les liens découverts entre des conseillers communaux et la Mafia « conditionnaient les fonctions administratives » dans la commune, et avaient instauré à Gela « un pesant climat d'intimidation ». - (AFP)

## Les premières « forces de la paix » de la CEI sont arrivées en Ossétie du Sud

### MOSCOU

de notre envoyé spécial

Six cents hommes des « SSMP » - Forces conjointes pour le soutien de la paix et de l'ordre dans les zones de conflit - sont arrivés, mardi 14 juillet dans la matinée, en Ossétie du Sud pour tenter de mettre fin aux combats qui opposent combattants ossètes et forces géorgiennes. Ces premières forces d'interposition de la CEI, dont l'envoi sur le terrain avait été approuvé lors du dernier sommet de la Communauté à Moscou (le Monde du 8 juillet), doivent se déployer autour de Tskhinvali, la capitale de l'Ossétie du Sud, pour établir une zone tampon d'environ 15 kilomètres.

Ce premier contingent est composé de trois unités de 200 combattants, formées respectivement par les Russes, les Géorgiens et les Ossètes du Nord. Quelque 900 hommes de cette force d'interposition sont restés en réserve, à la

demande des autorités géorgiennes. Si le contingent russe est formé de parachutistes du 104<sup>e</sup> bataillon de Pskov, les Ossètes ont fait appel à des volontaires, notamment à des Russes et à des Ukrainiens. Le président du Parlement d'Ossétie du Nord a assuré que les membres de cette force d'interposition « ont tous les moyens et équipements nécessaires pour supprimer toute position qui ferait feu ».

De nouveaux combats, ayant fait quatre morts et deux blessés, avaient opposé, dans la nuit de lundi à mardi, forces géorgiennes et séparatistes ossètes, qui veulent que leur région soit détachée de la Géorgie et rattachée à l'Ossétie du Nord (Fédération de Russie). Le service de presse du Parlement géorgien a toutefois affirmé que, mardi matin, toutes les unités de la garde nationale géorgienne s'étaient complètement retirées de la région de Tskhinvali. Les forces géorgiennes assiégeaient la capitale depuis plus d'un an et demi. Au

total on estime à près de 2 000 le nombre des personnes qui ont trouvé la mort dans ce conflit.

Les forces d'interposition de la CEI vont-elles se déployer dans d'autres points chauds de l'ex-URSS ? Les dirigeants séparatistes de la « République du Dniestr », dans l'est de la Moldavie, ont demandé une telle intervention. Celle-ci pourrait être décidée, jeudi, à Tachkent, lors de la réunion des ministres de la défense et des affaires étrangères de la CEI. Le président roumain, M. Ion Iliescu, en visite en Biélorussie, a estimé, mardi, que « l'intervention dans la zone de conflits de formations armées russes et ukrainiennes en qualité de forces d'interposition ne ferait qu'aggraver la situation dans la région ». Pour le président roumain, cité par la Nezavisnima Gazeta, « c'est justement la présence militaire russe en Transnistrie qui est au cœur du conflit ».

JOSÉ-ALAIN FRALON



## AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : présentée au deuxième jour de la convention de New-York

## Le programme centriste des démocrates suscite la grogne de l'aile gauche du parti

L'ancien gouverneur de Californie Jerry Brown, seul rival de M. Bill Clinton restant officiellement en lice à l'issue des primaires, a indiqué, mardi 14 juillet, qu'il soutiendrait le ticket démocrate formé par le gouverneur de l'Arkansas et M. Albert Gore. M. Brown ne s'est toutefois pas engagé à adhérer au programme électoral du parti, présenté ce même jour à la convention de New-York et qui consacre le recentrage plus à droite du parti de l'âne.

NEW-YORK

de notre envoyé spécial

Les vieux rengaines. Les tenants de l'orthodoxie libérale ne signent qu'à contre-cœur. Ils ne retrouvent pas leur parti. La nouvelle plate-forme démocrate marque un net virage au centre, « à droite » disent ceux qui, derrière l'ancien gouverneur de Californie Jerry Brown, dénoncent une reddition idéologique.

Sur la chaîne de télévision NBC, un des commentateurs les plus chevronnés, John Chancellor, explique : « Ce qui est important, ce n'est pas que le ticket soit sudiste ou jeune, c'est ce mouvement qui conduit le Parti démocrate de la gauche au centre de la scène politique. » En cette année électorale, où l'on débat beaucoup des valeurs, l'évolution est particulièrement sensible au chapitre société de la plate-forme. Le parti s'était longtemps défini sur deux grands axes : une foi inébranlable dans les mérites de l'État-providence et un accueil tolérant réservé à toutes les modes sociales

« alternatives ». C'était un mélange de New Deal rooseveltien et de « happening » californien, Keynes et Dylan réunis ou John Galbraith et le docteur Spock. La plate-forme du ticket Clinton-Gore est moins exotique : non, il n'y a pas de programme (gouvernemental) pour régler chaque problème (de société) ; oui, il y a des limites à l'action de l'État-providence. « Ce n'est pas le gouvernement qui élève les enfants, ce sont les gens, et c'est à eux que revient la responsabilité d'en prendre matériellement soin, de leur enseigner des valeurs, de leur transmettre motivation et sens de la discipline. » C'est une position que ne renieraient pas nombre de conservateurs.

De même, bien des républicains pourraient ratifier cette autre conclusion : « Une économie en expansion, une économie d'entrepreneurs de grand talent, une économie de hauts salaires, représente la meilleure des politiques de la famille, de la ville, de l'emploi, des minorités que l'Amérique puisse avoir. » Finies les tirades anti-business.

Virage à droite ? Pas si simple. L'équipe Clinton-Gore a braconné sur un peu tous les terrains. Si elle dresse un éloge de la responsabilité individuelle, elle reste aussi fidèle à la tradition libérale du parti : le droit à l'avortement est réaffirmé, de même que la nécessité de mettre un terme à toutes les discriminations dont les homosexuels et toutes les autres minorités pourraient être victimes.

Le chapitre sécurité est aussi composite. M. Clinton est favorable à la peine de mort. La plate-forme appelle à la création de plusieurs milliers de postes dans la police pour combattre une criminalité que Time Magazine qualifie de « totalement incontrôlée ».

Mais la touche démocrate est là, qui ferait frémir une convention républicaine : le programme est résolument en faveur d'un contrôle des ventes d'armes individuelles.

## Pas de solution au déficit budgétaire

Il privilégie deux des préoccupations de l'électorat : l'éducation et la santé, dont les coûts croissants sont à l'origine de la grogne d'une bonne partie de la classe moyenne. Le chapitre social n'échappe pas à l'aggiornamento : « L'assistance sociale doit être une seconde chance, pas un mode de vie. » C'est une manière de critiquer certains des programmes démocrates des années 60 (ceux de la « grande société » du président Johnson) qui ont pu créer une mentalité d'assistés chez quelques-uns de leurs bénéficiaires.

Virage à droite ? Plutôt adaptation à la réalité sociale des années 90, explique le professeur Thomas Mann, de l'institut de recherches Brookings : « L'impression générale est celle d'un document centriste qui s'adresse prioritairement à la classe moyenne », qui porte la « marque d'un homme politique du Sud », sans abandonner l'attachement traditionnel du parti aux libertés civiles. Ce document a reçu l'agrément d'un ancien président, lui aussi un homme du Sud, le Géorgien Jimmy Carter, qui s'est félicité « de ce retour à la modération ». A peine vieilli, en voie d'être réhabilité dans les sondages, l'homme qui, il y a dix ans, avait été quasi abandonné par son parti, a reçu mardi soir une formidable ovation.

La plate-forme économique des démocrates sup-

pose, disent-ils eux-mêmes, une forte croissance qui n'est toujours pas au rendez-vous mais qu'ils espèrent susciter avec un programme de 200 milliards de dollars d'investissements publics sur quatre ans. Il s'agit de moderniser des infrastructures que tout le monde s'accorde à dire en piteux état : routes, ponts, chemins de fer... Le ton ici est très New Deal, mais ce plan n'en est pas moins salué par nombre d'économistes américains. Il devra être financé sur les sommes réduites au budget de la défense et par une augmentation des impôts des 2 % d'Américains les plus riches.

Autant dire que certains sont sceptiques sur la sagesse financière de l'affaire. Si l'on ajoute que nombre de dépenses sociales prévues paraissent, elles aussi, avoir un financement assez flou, on comprendra qu'un des grands reproches adressés à la plate-forme est d'abandonner tout espoir sérieux de s'attaquer au déficit budgétaire. Ce qui est, en l'espèce, très démocrate ancienne manière.

Ce qui l'a aussi été mardi soir fut le traditionnel pèlerinage du pasteur noir Jesse Jackson. Éminent représentant de l'aile gauche du parti, son influence est nettement en baisse. Il a endossé à regret le ticket dans un discours qui s'adressait, précisément, à tous ceux que cette plate-forme paraît, selon lui, laisser de côté : les pauvres, les vingt-cinq millions d'Américains qui reçoivent des tickets d'alimentation, les sans-logis, les sans-espoir, les enfants des ghettos du crack et de la violence. Dans un éloquent exercice oratoire, tout à la fois sermon, réquisitoire et cri de colère, M. Jackson a parlé des « peines et des douleurs de l'Amérique » mais, pas une seule fois, il n'a cité le nom de Bill Clinton.

A. Fr.

## Bill Clinton, un « fou de la politique »

Suite de la première page

Le profil à la mode n'est pas encore le « yuppie », petit génie de la Bourse ou entrepreneur : cela viendra avec les années 80, avec la vague républicaine conservatrice, réaganienne et bushienne, qui va « démonter » la chose publique. A l'époque de l'étudiant Clinton, sur les campus tourmentés des universités, quand on pouvait « changer la société », on pouvait être gauchiste et finir dans la banque, ou réformateur et se préparer à « faire de la politique ». Ce dernier choix est celui du sage et réfléchi Bill Clinton : le changement dans le système, pas la rébellion.

## John Kennedy pour héros

Aujourd'hui, le candidat Clinton reste fidèle à l'ambition de sa jeunesse. Parfois accusé de manquer de convictions profondes, de calibrer son programme à l'aune des sondages, il a, en des temps où il est de bon ton de stigmatiser la politique, le courage de faire l'éloge de la vie publique. Quand le président George Bush tonne contre les « politiciens » de Washington et quand l'indépendant Ross Perot assure que le métier de président est « le plus dur, le plus sale de tous les jobs », Bill Clinton réplique : « J'ai été élevé à une époque où la politique était une activité honorable, le meilleur chemin pour promouvoir le changement (...). La politique, c'était John Kennedy qui promettait de changer le pays et nous faisions croire qu'il le pouvait ».

C'était la fin des années 50. Le jeune Clinton avait trouvé son héros, même s'il vivait alors dans un univers très éloigné de la brillante société de la côte Est entourant JFK. Bill Clinton est né, en août 1946, à Hope, une bourgade désolée d'un État qui ne l'était pas moins, l'Arkansas, un des moins peuplés de l'Union avec un peu plus de deux millions d'habitants, à cheval entre l'Ouest et le Sud profond.

Sur la côte Est, on vous glisse que c'est la patrie des *Hill Billies* (version américaine du « plogue »), des gens peu fréquentables qui sillonnent les routes en camionnette, la Winchester sur la banquette arrière, la canette de bière à côté du volant et la radio bloquée sur la station de country-music, le blues du petit Blanc.

Le candidat démocrate à l'élection présidentielle de 1992 ne naît pas William Jefferson Blythe. Son père meurt trois mois avant sa naissance. Sa mère se remarie avec Roger Clinton, vendeur de voitures, et la famille s'installe à Hot-Springs, station thermique de l'Arkansas, où Al Capone vint longtemps soigner ses rhumatismes. Le beau-père s'avère être

un homme violent, alcoolique. Bill doit souvent s'interposer, être l'arbitre des conflits au domicile familial.

Plus tard, un demi-frère aura maille à partir avec la justice, condamné à un an de prison pour trafic de cocaïne. Quand on lui reprochera d'être un homme politique trop conciliant, fuyant les situations de conflit, toujours porté au compromis, M. Clinton expliquera : « Mon désir d'accommoder vient sans doute en partie de mon enfance, du fait que j'étais la seule personne qui recollait les morceaux à la maison ».

Entre deux concerts de jazz, Bill Clinton fait des études brillantes, « monte » à Washington. Il étudie les relations internationales à l'université de Georgetown, décroche une bourse pour aller en Grande-Bretagne, à Oxford, où il planche sur l'économie, avant de faire son droit à la prestigieuse université Yale. Il y rencontrera Hillary, vedette de la promotion, qui deviendra sa femme. Parcouru, classique, parfait, d'apprenti-technocrate à l'américaine, entre-coupé, déjà, de quelques parenthèses politiques : Bill Clinton manifeste souvent contre la guerre du Vietnam, milite pour les droits civiques de la communauté noire et, en 1972, participe à la campagne, malheureuse, de George McGovern, candidat présidentiel démocrate qu'écrasera le républicain Richard Nixon.

## Le plus jeune gouverneur du pays

Ses études achevées, M. Clinton — grand, costaud, cheveux longs, accent chantant et éternel sourire de gentilhomme du Sud — entreprend immédiatement de « cultiver » sa base politique locale. Candidat pour représenter son État à la Chambre, à Washington, il est battu en 1974 mais devient, deux ans plus tard, ministre de la justice du gouvernement de l'Arkansas. Il est élu gouverneur en 1978 : à trente-deux ans, il est le plus jeune gouverneur du pays.

Pas pour longtemps. M. Clinton investit le gouvernement local avec quelques uns de ses amis intellectuels de Yale. Ils ont la trentaine et la « grosse tête ». Choc culturel avec les braves citoyens de l'Arkansas, qui, bien décidés à ne laisser personne les prendre de haut, renverront deux ans plus tard ces brillants jeunes gens à la pratique ou à l'enseignement du droit.

Ici, où le temps est lourd, la politique s'apprend avec patience, lentement, comme on doit savoir boire un vieux bourbon et écouter les notables au bar de bois sombre du majestueux et très colonial hôtel Capitol de Little Rock. M. Bill Clinton apprendra, sillonnera l'Arkansas en tous sens et écoutera. Il fait amende hono-

ble et, comme c'est tout de même l'enfant chéri du pays, il retrouve son fauteuil de gouverneur en 1982. Il sera, depuis, toujours réélu, performance sans égale dans la vie politique américaine. En 1991, ses pairs le nommeront « meilleur gouverneur des États-Unis ».

## « Bill le malin »

Ses administrés lui signent un carnet de notes élogieux. On en trouve peu, même chez les républicains, pour ne pas reconnaître que le gouverneur Clinton a sérieusement modernisé l'Arkan-



sas. Il a réformé le système d'éducation pour en faire un modèle national ; il a attiré des industries dans un des États les plus pauvres du pays, aux dépens, disent ses critiques, de l'environnement. Le bilan n'est pas moins piqué de quelques contradictions, celles d'un homme du Sud.

S'il a systématiquement appuyé les « minorités », en nommant des femmes et des Noirs aux postes-clés de l'administration, il n'hésite pas à aller jouer au golf dans un club où il n'y a que des Blancs. S'il a développé les programmes d'aide sociale, il a fixé des limites : toute personne qui se voit proposer un emploi ne peut refuser et continuer à recevoir les allocations d'assistance. S'il a osé, ce qui n'est pas rien dans le Sud, affronter le puissant lobby de la National Rifle Association (NRA), qui défend le libre commerce des armes individuelles, il est partisan de la peine de mort : il a interrompu sa campagne, durant les primaires, pour venir signer l'ordre d'exécution d'un assassin qui avait perdu une grande partie de ses facultés mentales.

Ses amis font le portrait d'un homme de dialogue. « Il est incapable de garder rancune à quelqu'un, il cherche toujours à apaiser les différends, il évite la confrontation », déclare une de ses principales collaboratrices, Betsy Wright. Ses adversaires y voient autant de faiblesses. « Il cherche l'approbation de tout le monde, il promet les mêmes choses à tout le monde. Il fuit les conflits », affirme Meredith Oakley, éditrice de choc à l'Arkansas Democrat. Ses amis vantent un homme du centre, politique avéré

et précautionneux, qui a fait la preuve, sur le terrain, qu'il savait mettre en pratique ses idées.

Ses adversaires dénoncent « un politicien » trop habile, l'appellent « Bill le malin », ridiculisent la réponse qu'il a faite quand on lui demandait s'il avait déjà fumé de l'herbe : « Je n'ai pas inhalé », avait répliqué ce baptiste qui sera plus tard, à Georgetown, l'élève des jésuites ; ils assurent qu'il lui manque « un noyau de convictions solides », un « message autre que les livres de politique et d'économie, à la mode qu'il ingurgite, les uns après les autres ». Ses amis évoquent un homme « chaleureux, charmeur » ; ses ennemis stigmatisent un « séducteur », un tantinet volage, dont les prétendues aventures témoigneraient d'une certaine faiblesse de caractère.

Personne ne lui conteste de formidables talents d'homme de campagne : orateur né, M. Clinton a de l'humour, ne se prend pas toujours au sérieux, peut impunément serrer des mains, écouter ses administrés, sans jamais donner l'impression de s'ennuyer. C'est un technocrate

entouré de jeunes technocrates, mais poli et mûri par une demi-douzaine de campagnes électorales dans l'Arkansas : elles lui ont enseigné la relativité des choses apprises à Oxford et à Yale. Français, il serait énarque, élu d'une circonscription rurale, à gauche de la droite, à droite de la gauche, et radical façon III<sup>e</sup> République.

Version contemporaine, bien sûr, car M. Clinton est « éminentement le produit des années 60 », raconte Betsy Wright, celles d'une actualité-brutale : Vietnam, assassinats politiques (Robert Kennedy, Martin Luther King), drogue, sexe, jazz, les vécus civiques. Il pourrait être un des personnages du film fétiche de cette génération, *The Big Chill* (« Les copains d'abord »), attablé avec ses amis de Yale à discuter, sur fond de rock, de l'ébranlement des valeurs traditionnelles. La touche sudiste est là, aussi : il connaît son Presley (Elvis), même s'il est plus jazz que rock ; il ne résiste pas à la « junk food » (hamburgers et crêpes glacées) et, nostalgique, il vient de s'acheter

## Discretion en matière de politique étrangère

NEW-YORK

de notre envoyé spécial

Il est difficile d'imaginer quels pourraient être les grands traits d'une politique étrangère démocrate : le sujet est absent de la campagne, peu évoqué dans la plate-forme et totalement ignoré de la Convention.

La guerre froide est finie, mais les démocrates ont été tellement présentés comme des « mous » face à la menace soviétique que le ton est à la fermeté : « Les États-Unis doivent être prêts à utiliser la force militaire de manière décisive pour défendre leurs intérêts vitaux », MM. Clinton et Gore ont été parmi les rares démocrates à approuver l'utilisation des forces américaines après l'invasion du Koweït. M. Clinton soutient la manière dont M. George Bush a mené l'opération « Tempête du désert », tout en critiquant la politique suivie à l'égard de l'Irak avant et après la guerre du Golfe.

Se situant dans la tradition des démocrates qui tiraient la sonnette d'alarme contre tout désarmement unilatéral face à l'URSS, M. Gore appelle au maintien d'une défense forte, même si le programme prévoit des coupes dans le budget du Pentagone supérieures à celles envisagées par les républicains. Les démocrates assurent qu'ils maintiendront une présence militaire américaine en Asie et en Europe ; alors que M. Bush veut laisser 150 000 hommes en Europe, les démocrates parlent de 75 000.

A. Fr.

une Ford Mustang décapotable bleu pâle. Bill Clinton a le même âge que le fils aîné de George Bush.

A chaque étape de sa vie publique, il a tissé des liens d'amitié qui forment aujourd'hui un véritable réseau de sympathisants. Cela va du journaliste Strobe Talbot, éditorialiste de politique étrangère à Time Magazine, à l'économiste de Harvard, Robert Reich. Gouverneur, il a « présidé à peu près toutes les associations de gouverneurs imaginables », rapporte Meredith Oakley. En 1984, il fonde, avec d'autres, et préside, le « Conseil pour une (nouvelle) direction démocratique », groupe de pression qui bouscule la hiérarchie du Parti démocrate.

## Jamais démagogue, rarement lyrique

Le Conseil veut réaligner le parti au centre, le débarrasser de son image de cartel des minorités : femmes, Noirs, syndiqués... C'est seulement à ce prix que le parti regagnera, dans le Sud notamment, la classe moyenne blanche, qui fait les majorités présidentielles et permet aux républicains d'être depuis trois générations à la Maison Blanche. Après le Watergate de Richard Nixon, un autre sudiste démocrate, Jimmy Carter, avait incarné le retour à une certaine morale publique. brièvement. Après la révolution conservatrice de Ronald Reagan, un deuxième gouverneur démocrate, Michael Dukakis, avait vainement voulu réaffirmer les valeurs de l'État-providence. Bill Clinton veut être l'homme du recentrage, celui qui donnera un profil à la fois plus moderne et plus modéré aux démocrates.

A une époque où les candidats croient devoir faire simple — « une bonne phrase-clé pour le journal télévisé » — ou M. Bush joue « l'expérience » et M. Ross Perot le « leadership », M. Clinton disserte sur les thèmes qui lui tiennent à cœur : éducation, investissement, lutte contre la pauvreté... On lui reconnaît une très sérieuse compétence sur toutes les questions économiques et sociales (son expérience de politique étrangère est nulle) ; on lui reproche de n'être le porte-parole d'aucun grand thème mobilisateur. M. Clinton est plus modérateur qu'inspiré, jamais démagogue mais rarement lyrique. S'il est fasciné par l'exemple et l'idéal kennédien, il lui manque sans doute un peu de souffle.

ALAIN FRACHON

□ CHILI : aide de la CEE. — Le président chilien Patricio Aylwin et le commissaire européen Abel Matutes devaient signer, mercredi 15 juillet, à Bruxelles, un accord de financement, sous forme de don, par lequel la CEE accorde au Chili 4,6 millions d'euros (6,3 millions de dollars) pour aider le processus démocratique engagé dans ce pays, ainsi que les actions lancées contre le trafic de drogue. — (AFP)

1992-07-16



## PROCHE-ORIENT

Après le discours d'investiture du premier ministre israélien

# Les responsables arabes s'inquiètent des « omissions » de M. Rabin et de la satisfaction américaine

Le secrétaire d'Etat américain se rendra au Proche-Orient, du dimanche 19 au jeudi 23 juillet afin de « donner un nouvel élan au processus de paix ». Il rencontrera, lundi, le premier ministre israélien, M. Itzhak Rabin, et les dirigeants palestiniens avant d'aller successivement en Jordanie, en Syrie, en Egypte et en Arabie saoudite. « Nous souhaitons mener des négociations permanentes sans perdre de temps sur des questions marginales », a indiqué M. Shimon Pérès, le nouveau chef de la diplomatie israélienne. Un projet d'amendement de la législation interdisant tout contact avec l'OLP a été déposé à la Knesset, alors que le ministre du logement, M. Binyamin Ben Eliezer, prometait qu'il n'y aura plus d'argent pour la construction de nouvelles colonies juives dans les territoires occupés.

NICOSIE

de notre correspondant au Proche-Orient

La satisfaction manifestée par Washington au discours d'investiture de M. Rabin commence à inquiéter les dirigeants arabes, qui

ont réagi avec beaucoup de prudence aux propos du nouveau premier ministre israélien. Au-delà de ses paroles, jugées « importantes » ou même encourageantes par certains, c'est à ses actes que les interlocuteurs d'Israël dans le processus de paix entendent juger M. Rabin.

La plupart soulignent les « omissions » de son discours, à savoir l'absence de toute mention des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU, qui prévoient un retrait d'Israël des territoires occupés et sur la base desquelles se fondent les négociations en cours. Aucun n'a répondu à l'invitation lancée par M. Rabin à se rendre à Jérusalem.

La réserve manifestée par les Palestiniens des territoires occupés est au diapason de celle de l'OLP, et, dans une conférence de presse réunie, mardi, à Jérusalem-Est, M. Haydar Abdel Chafi, chef de la délégation palestinienne aux négociations de paix, a affirmé : « Nous ne voyons pas de perspective de paix aussi longtemps qu'Israël continue à s'approprier des terres et à établir des colonies de peuplement ». A propos de l'appel aux Palestiniens pour entamer des « négociations informelles » à Jérusalem, M. Abdel Chafi a déclaré : « Pourquoi serions-nous forcés d'accepter une telle proposition, alors que nous nous appuyons sur les résolutions de l'ONU ? ». Notant enfin la « satisfaction » de M. Baker, le chef de la délégation



palestinienne a affirmé que « les Palestiniens veulent avoir le cœur net sur la position américaine ». M. Fayal Hussein, l'un des principales personnalités politiques de Cisjordanie, a estimé, pour sa part, que « les contraintes que se donne M. Rabin ne laissent pas beaucoup de place à la négociation ».

A Tunis, M. Yasser Abed Rabbo, chef du département de l'information de l'OLP, a affirmé que le discours de M. Rabin ne comportait pas de « signes positifs

et suffisants » en faveur de la paix. Il s'est demandé pourquoi le premier ministre israélien avait exclu « la direction du peuple palestinien » (l'OLP) de son invitation au risque de répéter « les erreurs du passé ». « Il est, à son avis, regrettable que M. Rabin continue de menacer de répression le peuple palestinien au lieu d'annoncer qu'il est prêt à respecter les droits de l'homme et la convention de Genève ». A Damas, le FPLP de M. George Habache et le FDLP de

M. Nayef Hawathmeh, ont rejeté les propositions de M. Rabin.

Pour le ministre jordanien des affaires étrangères, l'invitation faite par M. Rabin « vise en premier lieu à embellir l'image d'Israël aux yeux de l'Occident ». « L'essentiel est de savoir, a souligné M. Abou Jaber, s'il y aura arrêt des implantations, retrait immédiat des territoires occupés et octroi du peuple palestinien de ses droits. La réponse à toutes ces questions au cours des prochaines négociations révélera la portée du sérieux de tout gouvernement israélien ».

Quid de la résolution 242 ?

De son côté, le chef de la diplomatie syrienne a souligné que le discours de M. Rabin « ne fait aucune mention des résolutions du Conseil de sécurité (...) ni du retrait d'Israël des territoires occupés ». Tout en précisant que la Syrie « s'attend que les parties régionales et internationales maintiennent leurs engagements à l'égard de l'initiative de paix du président Bush », M. Farouk Charah a souhaité que « les négociations bilatérales se poursuivent avec sérieux pour qu'elles aboutissent loin de toute entrave et loin des nouveaux appels qui n'apportent rien de nouveau » — allusion à l'invitation de M. Rabin.

Tout en manifestant un certain optimisme dû « à la disponibilité affichée par M. Rabin à reprendre

le processus de paix, sur de nouvelles bases », M. Charah a tenu à souligner que « l'essentiel demeurerait le respect des bases du processus de paix à savoir le principe de l'échange des territoires contre la paix et les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité ». Pour le porte-parole du ministère des affaires étrangères, « le fait que M. Rabin continue à distinguer implantations politiques et implantations de sécurité, qu'il insiste toujours sur l'importance du plateau du Golan syrien pour la sécurité d'Israël, qu'il rejette toujours la création d'un Etat palestinien indépendant, sont des motifs de préoccupations majeurs ».

La réserve des Arabes s'explique d'autant mieux que le contentement américain leur fait craindre une plus grande pression sur eux. Et la volonté de M. Rabin de privilégier les négociations avec les Palestiniens risque de mettre à mal la coordination interarabe qui fera l'objet d'une réunion, le 24 juillet, à Damas, entre les participants aux négociations bilatérales de paix, auxquels viendront se joindre l'Arabie saoudite, représentant le Conseil de coopération du Golfe, le Maroc, pour l'Union du Maghreb arabe, et l'Egypte, seul pays à avoir signé un traité de paix avec Israël.

FRANÇOISE CHIPAUX

## AFRIQUE

ALGERIE : le procès de Blida

# Le procureur a renoncé à demander la peine de mort pour les dirigeants islamistes

Le tribunal militaire de Blida devait rendre son verdict, mercredi 15 juillet, dans le procès des sept principaux dirigeants de l'ex-Front islamique du salut (FIS), dont MM. Abassi Madani et Ali Benhadj, contre lesquels le procureur général, le commandant Belkacem Boukhari, a requis la prison à perpétuité, au terme d'une réquisitoire qui a duré près de trois heures.

Le procès s'est poursuivi en l'absence des avocats et des accusés. Ces derniers ont aussi refusé d'acquiescer à un greffier et un officier de justice militaire pour se voir notifier le déroulement des audiences. La procédure du « jugement contradictoire » choisie par le tribunal militaire, malgré l'absence des accusés, ne permet pas à ces derniers de s'opposer au verdict ni de demander d'être jugés. Le chef de file des avocats, M. Ali

Yahia Abdennour, a, cependant, annoncé qu'il se pourvoierait devant la Cour suprême quel que soit le verdict.

Dans une conversation à bâtons rompus avec les journalistes, le procureur militaire a expliqué l'assouplissement de sa position par sa volonté de « contribuer à la résorption de la crise » politique que vit l'Algérie depuis le début de l'agitation islamiste, ajoutant que « moralement, le FIS n'est pas le seul responsable des événements de juin 1991 » pour lesquels ils étaient poursuivis.

Le procureur général a aussi voulu ménager le président du FIS, M. Madani, contre lequel il n'a pas requis la déchéance de ses droits civiques. Comme il l'a fait pour son second, M. Benhadj, et deux autres de ses proches collaborateurs, MM. Ali Djeddi, président

de la commission politique du FIS, et Kamal Guemazi, ancien président du Conseil populaire de la ville d'Alger.

Le commandant Boukhari avait fait montre d'une grande intransigence à l'ouverture du procès, en rejetant toutes les demandes de la défense et fondé son acte d'accusation sur des articles du code pénal qui prévoient une peine unique : la mort pour tous les prévenus. Il a finalement renoncé à cette position extrême dans son réquisitoire, en réclamant la prison à perpétuité contre MM. Madani et Benhadj, vingt ans contre MM. Djeddi et Guemazi, quinze ans contre MM. Abdelkader Omar, Abdelkader Boukhramham et Noureddine Chigara, tous membres du Majlis-Choura, la direction collégiale de l'ex-FIS. — (AFP)

SOMALIE : devant l'aggravation de la famine

# Les organisations humanitaires lancent un cri d'alarme

GENÈVE

de notre correspondant

Ce qui se passe en Somalie est « la plus grande tragédie » à laquelle le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ait été confronté, a affirmé, il y a quelques jours, à son retour de Mogadiscio, le délégué général pour l'Afrique du CICR, M. Daniel Tauxe. « Je n'ai jamais vu un tel désastre... C'est un engrenage que l'on n'arrive pas à enrayer », a commenté, lors d'une conférence de presse, jeudi 9 juillet, à Genève, une infirmière du CICR, M<sup>me</sup> Veredda Krebs, après la projection d'un film dont les images dépassent en horreur celles de la famine éthiopienne de 1984-1985.

Les quelque six millions d'habitants de la Somalie, en proie à la sécheresse, à la famine et à la guerre, vivent une situation complètement « chaotique », a souligné M. Tauxe. Le CICR, qui maintient sur le terrain soixante-huit délégués, secondés par mille cinq cents volontaires du Croissant-Rouge somalien, a réussi à acheminer, depuis le 1<sup>er</sup> janvier, 64 000 tonnes de nourriture. Plus d'un million d'affamés ont bénéficié de ces secours.

La mise en place de quelque 370 cuisines communautaires, réparties dans tout le pays, permet de fournir, chaque jour, des repas chauds à cinq cent mille personnes. Ce système de distribution a été adopté en raison de l'insécurité : des plats chauds, qui risquent de pourrir rapidement au soleil, attirent moins les pillards que des sacs de denrées sèches.

« L'impression d'être dans un camp de concentration »

Quant aux dépôts de vivres (lentilles, riz, huile), ils sont protégés par des hommes armés qui, eux, sont nourris : « Celui qui porte un fusil ne meurt pas le premier », commente simplement M. Tauxe. Et trouver ce fusil, souligne-t-il, ne constitue pas un problème pour les gardes : « Il y a en Somalie davantage d'armes qu'il n'y en a jamais eu au Liban ».

Le CICR, qui compte acheminer, avant la fin de l'année, 80 000 tonnes d'aide alimentaire, prévoit une « rallonge budgétaire » de 91,5 millions de francs suisses — qui s'ajouteraient aux 104,5 millions initialement prévus. Le CICR travaille dans 6 hôpitaux et 30 centres de premiers secours. En outre, pour que les Somaliens ne deviennent pas des « assistés professionnels », il a distribué 390 tonnes de semence, 18 000 outils agricoles et vacciné 600 000 moutons, 50 000 bovins et autant de chameaux.

De son côté, l'organisation humanitaire française Médecins sans frontières (MSF) a lancé, dimanche

12 juillet, à Paris, un appel pressant aux Nations unies et à la communauté mondiale pour sauver d'une mort certaine les Somaliens, victimes de la famine. « Plusieurs dizaines, voire plusieurs centaines de milliers de personnes mourront dans les prochaines semaines », a déclaré à l'AFP le responsable du programme d'aide à la Somalie, le docteur Dominique Martin. La situation nutritionnelle, dramatique à Mogadiscio, ne l'est pas moins dans les provinces du Sud, où MSF a commencé à travailler depuis trois semaines. Dans la ville de Baidoa, à 200 kilomètres de la capitale, la malnutrition « atteint 90 % des enfants de moins de cinq ans ». En certains endroits, « on a l'impression d'être dans un camp de concentration, tellement les gens sont décharnés », commente le représentant de MSF.

Souhaitant que « l'ONU s'implique beaucoup plus en Somalie, à travers des observateurs mais aussi une aide globale », M. Martin a déploré l'apparente indifférence de la communauté internationale, « dont les préoccupations sont ailleurs, en Yougoslavie ou au Proche-Orient ». Comme le CICR, les équipes de MSF ont été contraintes de recruter « des gardes armés » pour prévenir les exactions des bandes de pillards. « Les convois qui ne sont pas protégés sont attaqués », résume le docteur Martin.

La récente décision de l'ONU de différer l'envoi d'observateurs militaires à Mogadiscio à la suite des accusations concernant le transport d'armes, par des avions portant le sigle de l'ONU (le Monde du 11 juillet) a renforcé les inquiétudes des organisations humanitaires. Selon le CICR, trente mille habitants de la capitale et de ses environs sont morts, depuis novembre dernier, date de la reprise des combats entre les deux factions rivales qui se disputent le pouvoir à Mogadiscio.

ISABELLE VICHNIAC

SUDAN

# L'armée s'est emparée du principal bastion des rebelles sudistes

NAIROBI

de notre correspondant

« Nous avons opéré un repli stratégique », assure, une nouvelle fois, M. Georges Garang, porte-parole de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS). Mais, aujourd'hui, il s'agit de la chute de Torit, la principale ville du sud du Soudan aux mains des rebelles, qui a été investie, lundi 13 juillet, par l'armée gouvernementale. C'est le plus grand succès de la lutte armée, au pouvoir à Khartoum, depuis le début de la grande offensive engagée, au mois de mars dernier, contre les maquisards du colonel John Garang. C'est surtout une victoire psychologique, dans la mesure où, bien qu'elles aient repris au moins dix localités sudistes, les forces régulières n'en contrôlent pas pour autant la brousse dans laquelle la rébellion continue de se retrancher.

Le représentant de l'APLS à Nairobi affirme que les soldats gouvernementaux auront désormais du mal à tenir Torit et la ville voisine de Kapoeta puisque les pistes descendant du Nord, rendues impraticables en raison des pluies qui sont enfin tombées, ne permettent plus l'envoi de renforts ni de vivres. Du côté de Juba, la plus importante ville de la région, qu'un pont aérien relie à

Khartoum depuis plusieurs années, l'APLS assure avoir détruit, le 7 juillet, le pont sur le Nil qui constitue la principale voie d'accès à la rive est et à la province de l'Equateur occidental. Cette information est, toutefois, mise en doute par les observateurs.

Ces dernières semaines, Juba a été la cible de plusieurs attaques rebelles que la garnison, estimée à 20 000 hommes, a réussi à repousser. L'hôpital est, aujourd'hui, incapable de faire face à l'afflux des blessés. Les habitants des villes évacuées par les maquisards de l'APLS ont fui plus au sud et sont aujourd'hui rassemblés dans les camps d'Amé et d'Atepi où près de 130 000 personnes sont ravitaillées par le Programme alimentaire mondial (PAM).

JEAN HELENE

Le chef de file de l'opposition au Malawi a été arrêté en prison. — Dirigeant syndical et chef de file de l'opposition au Malawi, M. Chakufwa Chihana a été incarcéré de nouveau, mardi 14 juillet, trois jours à peine après sa mise en liberté provisoire, a-t-on appris, mercredi à Harare (Zimbabwe). M. Chihana, inculpé lundi de « sédition », devrait comparaître à une date qui n'a pas encore été fixée. — (AFP)

EN BREF

□ CAMBODGE : nouvelle violation du cessez-le-feu par les Khmers rouges. — Les Khmers rouges ont commis, mardi 14 juillet, « l'une des plus graves » violations de cessez-le-feu en s'attaquant à deux villages de la province septentrionale de Preah-Vihear, faisant un mort et un blessé, a indiqué un porte-parole de l'Autorité provisoire des Nations unies au Cambodge (APRONUC). Un bataillon de « casques bleus » pakistanais stationné dans le secteur de Phum-Kulen « a pris une position de défense », a-t-il précisé. D'autre part, les Khmers rouges ont proposé mardi un calendrier de quatre semaines pour le désarmement de leurs troupes à condition qu'il soit accompagné par le démantèlement simultané du régime rival de Phnom-Penh. — (AFP, UPI, AP)

□ Visite à Bonn du ministre iranien des affaires étrangères. — Le ministre des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, a entamé, mardi 14 juillet, une visite officielle de trois jours en Allemagne alors que des manifestations contre le régime de Téhéran étaient organisées dans plusieurs villes par des opposants exilés. Ces entretiens ont lieu un mois après la libération des deux otages allemands au Liban, MM. Strubeig et Kempfner, les derniers occidentaux détenus par un groupe pro-iranien, proche du clan Hamadé. Les deux frères Hamadé, détenus en Allemagne pour actes de terrorisme, ont été incarcérés dans la prison de Sarrebruck.

RWANDA

# Le gouvernement a conclu un cessez-le-feu avec le Front patriotique

Le gouvernement et les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) ont signé, mardi 14 juillet, à Arusha (Tanzanie), un accord de cessez-le-feu, qui devrait entrer en vigueur le 31 juillet, à minuit. Selon les termes de cet accord, l'application du cessez-le-feu devra être surveillée par cinquante observateurs étrangers (nigériens, sénégalais et zimbabwéens), ainsi que par des représentants des rebelles et du gouvernement. L'ouverture de négociations sur un plan de paix global a été fixée au 10 août, à Arusha, l'objectif étant la signature d'un accord définitif d'ici au 10 octobre.

La déclaration du 14 juillet précise que l'armée rwandaise devrait intégrer dans ses rangs les combattants du FPR — dont beaucoup sont des descendants d'exilés de la communauté tutsi, nés dans des camps de réfugiés dans des pays voisins. Le gouvernement et les rebelles ont également demandé le retrait des forces étrangères stationnées au Rwanda. Depuis octobre 1990, date du début des hostilités, la France a envoyé plusieurs centaines de soldats, officiellement chargés de protéger les ressortissants français, mais que le FPR accuse d'aider l'armée rwandaise. — (AFP)

NIGER

# Le ministre de l'éducation pris en otage par des étudiants

Une centaine d'étudiants ont pris en otage, dans la matinée du mardi 14 juillet, le ministre de l'éducation nationale et de la recherche, M. Boubé Gado, ainsi que son secrétaire général, M. Chaibou Dan-Inna. Les deux hommes sont retenus dans les locaux de leur ministère, à Niamey. Selon les médias officiels, les manifestants réclament le paiement de quatre mois d'arriérés de bourse et de frais d'inscription universitaires. La police est restée discrète, s'abstenant de prendre position à proximité des bâtiments, situés dans le centre-ville.

Confronté à une situation financière désastreuse, le chef du gouvernement de transition, M. Amadou Cheffou, avait tablé sur la reconnaissance diplomatique de Taïwan — et sur les 50 millions de dollars promis par Taïpeh — pour faire face aux engagements les plus urgents. Le premier ministre avait été contraint de suspendre son initiative, en raison des protestations de plusieurs partis politiques et de l'assemblée législative provisoire, redoutant que l'établissement de liens avec Taïwan ne provoque une rupture avec la Chine. — (AFP)



## LES DÉCLARATIONS DU CHEF DE L'ÉTAT

## « De mauvaises mœurs se sont répandues partout »

Après avoir assisté au défilé militaire du 14 juillet sur les Champs-Élysées, M. François Mitterrand a répondu, pendant cinquante-cinq minutes, en direct des jardins de l'Élysée où était organisée la traditionnelle garden-party, aux questions de Gérard Carreyrou (TF1), François-Henri de Virieu (Antenne 2) et Paul Amar (FR3). Voici les principaux extraits des déclarations du président de la République sur les sujets qui ont été évoqués :

■ Le référendum du 20 septembre. — « J'aurais pu m'adresser au Parlement où il a été démontré que le « oui » disposait sans doute des quatre cinquièmes des voix. C'était une assurance contre tout risque. Pourquoi ai-je préféré un référendum ? Ce n'est pas tellement parce que je recherchais la difficulté mais parce qu'il me semblait que, puisque le référendum appartient à notre Constitution, c'était bien l'occasion, en raison de l'importance de ce choix, de s'adresser au peuple français lui-même. Ce sera plus difficile, naturellement, parce que les opinions sont plus contrastées, mais l'explication est nécessaire (...).

■ Le « non » au référendum (...). Ce serait mettre fin à quarante-cinq ans de politique étrangère de la France. Cela a commencé avec Robert Schuman et Jean Monnet, a continué avec de Gaulle, Pompidou, Giscard d'Estaing, moi-même. C'est la continuité même (...). L'opinion que j'ai, moi, de l'Europe, favorable au « oui », c'est pourquoi je recommande qu'on vote « oui ». Il est partagé par beaucoup de responsables politiques et professionnels, de tous les domaines : spirituel, intellectuel, et de toutes opinions. Je serais vraiment incapable de vous dire s'il y a plus de voix conservatrices ou modérées que de voix socia-

listes ou de gauche qui diront « oui » au référendum, c'est-à-dire « oui » à l'Europe. Et, de ce fait, je n'aurais pas la prétention de dire que ce référendum favorable l'aura été à ma personne, mais qu'il l'aura été à l'Europe, ce qui importe avant tout c'est l'intérêt de la France (...).

■ Dire « non ». Ce serait casser l'Europe. Cela ne fait pas le moindre doute. Il n'y aurait plus d'Europe, ce serait fini, on n'y croirait plus. L'ensemble des pays de l'Europe attendent de connaître la position de la France qui sera déterminante (...). Décisive, parce que la France a eu un rôle moteur dans toute la construction de l'Europe (...). Son refus apparaîtrait comme une sorte de négation totale à tout et l'on retournerait aux rivalités nationales (...). Vous ne m'avez jamais entendu dire : « L'Europe de la Communauté, c'est ma propriété ». Je n'ai pas dit, je ne dirai pas aux Français : « Si vous votez pour l'Europe, vous votez pour moi ! » Ce serait un abus de pouvoir, une interprétation erronée, ce serait même un peu malhonnête (...). Quand on engage un acte aussi important, on réfléchit. Et les Français sont mieux informés que vous ne le croyez (...). Sur l'essentiel, ils comprennent très bien que l'Europe, c'est la paix et ceux qui savent ce qu'a été le prix de deux guerres mondiales n'en veulent plus, d'une part, et, d'autre part, ils se rendent compte que s'il n'y avait pas d'Europe il y aurait quand même les concurrences (...). Je ne suis pas en cause dans cette affaire (...). Ni avec le « oui » ni avec le « non ».

■ L'attitude du Sénat. — « J'ai voulu dire simplement (le 18 juin, lorsque le Sénat s'est octroyé des prérogatives supplémentaires lors du débat sur la réforme constitutionnelle préalable à la ratification du traité de Maastricht) qu'il n'était pas bon que le Sénat saisisse toute occasion de révision [de la Constitution] pour voir ses pou-

voirs confortés, accrus légèrement d'ailleurs... Ce n'est pas dramatique. Mais mon devoir est d'en faire l'observation puisque je suis celui qui est chargé de garder la Constitution (...). Je pense qu'il faut réviser un certain nombre de choses mais tant que cela n'a pas été décidé par le peuple ou par le Parlement, il faut la respecter (...). Cela a créé un certain trouble parce qu'on veut faire n'importe quoi et, moi, je ne veux pas que l'on fasse n'importe quoi ! »

■ La « recomposition » du paysage politique. — « Ce n'est pas mon affaire. Il y a des élections, donc des majorités. Les majorités s'organisent, moi j'ai pour charge de respecter la volonté du peuple, c'est tout. »

■ Les manifestations des routiers. — « Les Français ont le droit de grève, le droit de manifestation, et il arrive parfois, même, qu'ils dépassent un peu les limites normales, et ce n'est pas la première fois qu'on voit les routiers bouger, et je trouve, moi, personnellement, que le gouvernement, devant ce problème terriblement difficile, s'en est bien tiré (...). Je permets à des points de vue dans beaucoup de pays et il fallait le maintenir à tout prix. J'ai toujours encouragé le gouvernement à ne pas broncher là-dessus (...). Les routiers, en général, conduisent bien sur les routes mais il y a trop d'accidents et (...) le devoir du gouvernement était d'être extrêmement ferme sur ce sujet (...). Il fallait préserver l'autorité naturelle de l'État, puis-que c'est pour le bien des Français (...). Il faut que l'État se fasse obéir lorsque vraiment le degré de désordre à ne pas dépasser est atteint (...). Mais les routiers souffrent d'une certaine situation sociale : leur vie professionnelle quotidienne qui est très dure (...). Je ne crois pas qu'ils disposent du statut social ni souvent des salaires qui correspondent à leur travail. Le gouvernement a très intelligemment pensé que ce problème était peut-être aussi impor-

tant que l'autre, sinon plus, et a discuté du problème social des garanties et des droits des routiers. »

■ Les manifestations paysannes. — « Je crois que les agriculteurs exagèrent leurs inquiétudes mais c'est quand même normal que les gens qui vivent difficilement (lorsqu'ils vivent difficilement, ce n'est pas le cas de tous) soient inquiétés dès qu'il y a une modification des règles du jeu. Or, la politique agricole commune, celle de l'Europe, a fait la prospérité de la plupart des agriculteurs européens et particulièrement de l'agriculture française là où cette politique s'appliquait, je pense en particulier aux céréales (...). Si les prix agricoles français devaient être alignés sur les prix mondiaux qui sont beaucoup plus bas, ce serait un désastre général. L'Europe nous a sauvés de cela. »

■ L'état de la société française. — « Tous les hommes sur la terre, et particulièrement les Français, depuis Vercingétorix, ont les mêmes problèmes, dans les périodes où il ne leur est pas proposé d'objectifs qui les dépassent, à se disperser. C'est aussi et surtout une maladie des pays prospères. Mais tous les Français ne sont pas prospères, et c'est là le travail essentiel d'un gouvernement comme celui de Pierre Bérégovoy. Il y a encore de trop graves inégalités (...) mais le pays, lui, dans son ensemble, se trouve, à l'heure actuelle, le mieux placé en Europe. Notre travail doit être de veiller à ce que les bénéfices de cette prospérité soient répartis de façon équitable sur le maximum de Français, mais si on ne le croit pas il faut redresser cette prise de conscience : la France est bien gouvernée. »

■ Le « mal des banlieues ». — « Cela fait pas mal de temps qu'on a pris le taureau par les cornes (...). Nous avons pris un certain nombre de mesures extrêmement importantes qui sont en cours (...).

Il faut plusieurs années pour parvenir au résultat (...).

■ La démission de M. Tapie du gouvernement. — « M. Tapie a désiré se mettre en accord avec un usage, non pas avec la loi, et à partir du moment où, pour une obscure question de conflit privé, avec un autre chef d'entreprise à laquelle je ne connais rien (...), dans laquelle un juge d'instruction lui a demandé des explications, il a jugé qu'il n'était pas possible de cumuler le rôle d'un homme qui s'explique devant la justice (ce qui ne veut pas dire qu'il soit coupable) et, d'autre part, un poste public comme celui de ministre de la ville. Moi, je l'ai beaucoup regretté car c'est un homme tout à fait remarquable ; dans le domaine qui lui avait été confié j'en attendais beaucoup. D'ailleurs, il n'est pas dit qu'il ne sera pas en mesure de reprendre des fonctions de ce type dès lors que la justice aura mis au clair cette affaire de caractère privé, car il n'y a pas de fonds publics en cause. »

■ L'éventuelle inculpation de M. Henri Emmanuelli. — « J'ai la plus grande estime et considération pour Henri Emmanuelli, qui est un homme qui s'est fait tout seul à partir d'une famille extrêmement modeste, un homme plein de conviction et de force, et d'une grande intégrité. Alors, vraiment, je le plains, j'ai mal au cœur quand je pense au sort qui lui est réservé, c'est-à-dire d'avoir à s'expliquer devant la justice, et le cas échéant (car, après tout, les procédures sont assez bizarres dans cette affaire) inculpé en quelle qualité ? Le trésorier du Parti socialiste. Imaginer un peu une mesure d'ensemble qui consisterait à inculper collectivement tous les trésoriers de tous les partis qui se sont succédés à l'époque où il n'y avait pas de loi qui assurait le financement des partis... Alors, comment en ce cas se débrouilleraient-ils ? Comment est-ce qu'ils faisaient (...) depuis le début de la République (...). On a nécessité de s'expliquer, le cas échéant, devant

la justice... ou bien, je ne sais pas, moi, les valises invisibles, mais pleines de billets qu'on distribue... Qu'est-ce que cela veut dire ? C'était malodorant, tout ça ! (...).

■ A la question « Mais pourquoi avoir attendu neuf ans pour faire la loi sur le financement des partis ? », M. Mitterrand répond : « Pourquoi la République a-t-elle attendu cent ans avant moi pour ne pas le faire ? Ce que je veux dire, c'est que, moi, je l'ai fait, je l'ai demandé plusieurs fois avant de l'obtenir, et je crois que la loi qui a été adoptée au temps du gouvernement Rocard est une bonne loi. À partir du moment où il y a des règles, il faut s'y soumettre et cela mériterait toutes les incriminations si l'on ne veut pas s'y soumettre. Mais qu'Henri Emmanuelli puisse être responsable comme trésorier (c'est-à-dire une sorte de restauration de la responsabilité collective), qu'est-ce que cela veut dire ? Mais moi, je n'incrimine pas, je n'accable pas le juge. Je pense qu'il est aussi embarrassé que nous par les termes d'une procédure pénale dérivée : c'est cette histoire d'inculpation... C'est pourquoi je tiens absolument à ce que, dans la prochaine session parlementaire, on adopte la réforme du code de procédure pénale afin que l'inculpation change de sens, qu'il n'y ait plus d'inculpation. »

■ Des masses de gens qui ne sont pas connus sont souvent inculpées : dans la rue où ils habitent, dans le village où la ville où on les connaît, ils sont déconstruits ! Eh bien ! moi, je ne pense pas du tout que le juge ait voulu déconstruire Henri Emmanuelli ou d'autres hommes politiques aujourd'hui en situation délicate. Il a pensé, s'il le faut - car après tout ce n'est pas encore absolument certain - que c'était le moyen dont il disposait.

## La publicité du patrimoine des élus est restée un vœu pieux

Depuis toujours, les hommes politiques sont accusés de profiter de leurs fonctions pour s'enrichir. Déjà, en l'an IV de la République, la Convention avait jugé utile de décréter que « chaque représentant du peuple » devrait faire connaître la comparaison entre sa « fortune » au moment et celle du début des événements révolutionnaires. Les Républiques parlementaires, exposées aux mêmes soupçons, n'ont pas pris les mêmes précautions. Certes, M. François Mitterrand peut, à juste titre, rappeler que sa déclaration d'une publicité du patrimoine des élus n'est pas nouvelle, mais il n'a guère mis d'insistance, jusqu'à maintenant, à transformer ce souhait en réalité. Surtout, il ne l'a émise que lorsque ses amis socialistes étaient en difficulté.

Le 16 novembre 1987, alors que le PS est accusé d'avoir financièrement profité de ventes illégales d'armes à l'étranger, le président de la République, lors d'un entretien sur RTL, demande : « Pourquoi est-ce qu'on ne déciderait pas, officiellement, de contrôler l'état du patrimoine et de la fortune des élus d'un certain rang ? » Dans le climat de la cohabitation, le gouvernement ne pouvait qu'obéir à ce désir. Aussi - et contrairement à ce qu'affirment aujourd'hui les socialistes - le premier texte qui s'est efforcé de moraliser le financement de la vie politique s'est-il fruit d'un projet de M. Jacques Chirac, premier ministre.

Ce premier texte législatif, rédigé après une consultation des chefs de partis réunis à l'hôtel Matignon, était loin d'être parfait. Il instituait un financement public des partis et des campagnes électorales et un plafonnement des dépenses de certaines d'entre elles. Il prévoyait, aussi, qu'en début et en fin de mandat, le président de la République, les parlementaires, les présidents des conseils régionaux et généraux, les maires des villes de plus de trente mille habitants devraient déclarer l'état de leur patrimoine, mais que seul celui du chef de l'État serait rendu public.

Les autres, à la demande expresse du Sénat et, plus généralement, de la droite, seraient tenus secrets, malgré les souhaits

## Absence de contrôle effectif

Il y avait plus grave pour la suite : si la déclaration du chef de l'État est logiquement adressée au Conseil constitutionnel, si celle des élus locaux est contrôlée par une commission composée du vice-président du conseil d'État et des premiers présidents de la Cour des comptes et de la Cour de cassation, commission qui a pris son travail à cœur (le Monde du 20 juin 1990), celle des parlementaires ne l'est que par les bureaux de leur Assemblée. On sait pourtant, depuis longtemps, que les Assemblées sont les plus mal placées pour surveiller leurs propres membres.

L'absence de contrôle effectif des incompatibilités entre un mandat parlementaire et certaines activités professionnelles en est la preuve. Cette règle s'est vécue pour les déclarations de patrimoine, les bureaux des deux Chambres du Parlement se montrant nettement moins rigoureux que la commission créée pour les élus locaux. Pourtant, lorsque MM. Michel Rocard et Pierre Joxe avaient fait adopter, en 1990, un durcissement des conditions de financement de la vie politique, ils n'avaient rien touché de cette partie de la loi de M. Chirac, qui continue donc à s'appliquer.

Lors d'une seconde intervention, M. Mitterrand avait tenté d'obtenir la modification de cette législation. Au cours d'une conférence de presse, le 11 septembre 1991, alors que l'affaire Urbz fait des ravages, il demande de nouveau : « Pourquoi est-ce que les parlementaires français ne se verraient pas soumis à la publicité sur leur situation de fortune ? En accord avec M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du Parti socialiste, avec lequel j'en ai parlé, cette proposition sera faite dès la prochaine session. »

Ce souhait présidentiel, une fois

encore, n'a été qu'en partie réalisé. Le 20 novembre, le groupe socialiste de l'Assemblée nationale, en s'appuyant sur les travaux de la commission d'enquête sur le financement de la vie politique, déposait une proposition de loi. Celle-ci vise à étendre légèrement le nombre des élus soumis à l'obligation de déclarer leur patrimoine ; elle précise le contenu des déclarations ; elle prévoit que tous, en dehors du chef de l'État, devront faire cette déclaration auprès de la commission de hauts magistrats ; elle tend, enfin, à instituer la publication d'un état récapitulatif des fortunes déclarées. Cependant, le gouvernement - celui de M. Edith Cresson comme celui de M. Pierre Bérégovoy, - pour maître de l'ordre du jour des Assemblées, n'a jamais demandé au Parlement d'étudier ce texte, ni lors de la session de l'automne 1991 ni lors de la session qui vient de s'achever.

## Les dirigeants des médias

M. Laurent Fabius, au congrès socialiste de Bordeaux, a demandé l'inscription de cette proposition à l'ordre du jour de la prochaine session. Cependant, cette fois, M. Mitterrand veut aller plus loin. Comme l'avait proposé la commission de prévention de la corruption créée par le premier ministre (le Monde du 9 juillet), il a préconisé, mardi 14 juillet, d'étendre l'obligation de déclaration à tous ceux qui gèrent des fonds publics et, a-t-il ajouté, aux dirigeants des grands moyens d'information.

Si cette troisième tentative est la bonne, il faudra bien constater que les scandales ont, au moins, l'avantage de faire progresser la moralisation de la vie politique française. Car celle-ci ne peut être que le fruit de la reconnaissance du coût de la démocratie, de la transparence de son financement et de la certitude que nul n'en profite pour accroître son patrimoine personnel. Il y va du retour de la confiance des citoyens en leurs élus et, donc, du bon fonctionnement de la démocratie.

THIERRY BRÉHIER

## M. Mitterrand élyséen

Suite de la première page

Après une longue semaine consacrée, loin de Paris, aux sommets de Maastricht et d'Édimbourg, pendant que la France se débattait avec les routiers, et ses amis socialistes avec certains magistrats, le chef de l'État était invité à commenter les dossiers du moment et à se « revivre de détail » fut, en effet, un modèle du genre.

Cette fois, M. Mitterrand ne s'est pas éternisé sur le traité de Maastricht qu'il invite les Français à approuver, par référendum, le 20 septembre. Ayant trouvé le ton juste, depuis son adresse télévisée du 1<sup>er</sup> juillet approuvée à l'unanimité par tous les partisans du « oui », il s'y tient : il convient de dramatiser un peu, pour mobiliser les électeurs, mais pas personnellement le choix, afin de ne pas transformer la consultation en plébiscite.

Cette habileté légitime réduit l'impact de façon assez inégalement lapidaire : voter « non », ce serait rompre avec la politique conduite par la France depuis la fin de la seconde guerre mondiale, « casser l'Europe », achever dans « une sorte de négation totale » l'entreprise commencée avec Robert Schuman et Jean Monnet, continuée par Charles de Gaulle, Georges Pompidou et M. Valéry Giscard d'Estaing, bref, ce serait revenir à l'âge de pierre des « rivalités nationales », et, pour autant, le résultat du référendum serait... politique-ment neutre sur le président de la République. « Je ne suis pas en cause dans cette affaire, ni avec le « oui » ni avec le « non ».

M. Mitterrand s'est résolu à engager, en revanche, aux côtés de M. Henri Emmanuelli, menacé d'inculpation dans le feuilleton du financement occulte des activités passées du Parti socialiste. Il s'est porté garant de l'intégrité du président de l'Assemblée nationale, auquel il a rendu un hommage appuyé, en faisant remarquer, à bon droit, que s'il fallait inculper tous les anciens trésoriers de tous les partis qui se sont « débrouillés » avant que lui, François Mitterrand, fasse enfin adopter « une bonne loi », on ferait assurément la queue chez les juges d'instruction. Ce faisant, le président de la République exerçait manifestement une pression verbale sur la justice en s'affranchissant de la règle de la séparation des pouvoirs. Le président du conseil supérieur de la magistrature a donc équilibré son propos en accordant l'absolution au juge Renaud Van Ryumbéke, qu'il s'est refusé à incriminer, alors qu'à Bor-

deaux le congrès du PS avait, au contraire, mis ce magistrat en accusation. Les apparences seront sauves.

La démonstration eût sans doute été plus complète si M. Mitterrand n'avait fait mine d'oublier que la « bonne loi » dont il se prévaut, à juste titre, n'a pas apporté un terme aux pratiques illicites si l'on en juge par le rapport de la commission d'enquête sur le financement des partis, installée l'an dernier par l'Assemblée nationale (le Monde daté 12-13 juillet). Elle ris-que d'ailleurs d'avoir d'imprévisibles prolongements polémiques lors de la réforme du code de procédure pénale dont le chef de l'État a impérativement commandé la mise en discussion parlementaire dès la session d'automne, même si le remplacement de l'inculpation par une autre procédure recueillie aujourd'hui une large approbation. En outre, il n'est pas certain que M. Mitterrand ait visé juste lorsqu'il a cité les responsables des « grands moyens d'information » parmi « ceux qui ont joué un rôle dans la vie nationale » et qui devraient, selon lui, pour ce qui concerne leurs patrimoines et leurs revenus, se soumettre aux règles de transparence exigées des élus. Si cela est de bonne guerre, cela risque aussi d'ajouter à la confusion des genres puisque la distinction entre ceux-ci et ceux-là n'est pas négligeable : les uns sont soumis à la loi du suffrage et doivent assurément des comptes à leurs concitoyens, les autres non tant qu'ils respectent les lois.

## « Mal gaulois »

En traitant ce sujet, M. Mitterrand avait de toute évidence à l'esprit tout un passé, celui de l'époque où, à la fin des années 60, les militants du Parti socialiste ne pouvaient lutter à armes égales, pendant les campagnes électorales, sur le terrain de l'intendance, avec des partis majoritaires soutenus par le « grand patronat » et approvisionnés, discrètement, à coups de « valises pleines de billets ».

C'est aussi au nom de son propre passé de résistant, et du regard qu'il porte sur l'histoire de la France contemporaine, que le président de la République s'est montré agacé, à la veille du cinquantième anniversaire de la rafle du Vel d'Hiv, des démarches effectuées, par diverses associations (lire page 8 la réaction du Comité Vel d'Hiv 92) pour que soient reconnus officiellement, par l'État, les « persécutions » et les « crimes

de Vichy contre les juifs ». Sa réponse est claire : ce n'est pas à la République qu'il faut « demander des comptes » sur l'« État français » de Vichy ! Cet argument promet une belle discussion entre historiens et politiques car, si l'on admettait que l'histoire du régime de Vichy n'a été qu'une aberrante parenthèse sans lendemain, il conviendrait d'en tirer toutes les conclusions, en expurgant par exemple de l'arsenal législatif français tout ce qui procède encore de ce régime un demi-siècle après.

M. Mitterrand est ainsi apparu plus détaché que jamais des choses ordinaires. Sa banalisation des questions posées par les manifestations des routiers et des agriculteurs était parfaitement révélatrice de son souci d'apaisement à deux mois et demi du référendum. Mais à force de porter sur la société ce regard tranquille, le président de la République donne l'impression de ne pas vivre dans le même monde que ses contemporains. Quel contraste entre ce regard élyséen, qui ne voit dans la France tourmentée d'aujourd'hui qu'une résurgence du vieux « mal gaulois » - bien connu « depuis Vercingétorix » - et les sombres discours sur la « balkanisation » de la société tenus la semaine dernière, à Bordeaux, par MM. Pierre Bérégovoy, Michel Rocard, Lionel Jospin, Jean Poperen et les autres dirigeants socialistes ! Pour le plus grand plaisir de ses adversaires, qui en ont aussitôt profité, M. Mitterrand s'est ainsi placé lui-même en situation de décalage, y compris par rapport aux ambitions qu'il affichait naguère, quand - monarque républicain en puissance, c'était en 1974, dans son ouvrage *La Faille et le Grain* - il se promettait, une fois élu, de « changer le cours des choses et de faire la vie des hommes » de son temps !

ALAIN ROLLAT



TOUS LES MARDIS EN KIOSQUE



150

CHEF DE L'ÉTAT  
pandues parton

## A L'OCCASION DES FÊTES DU 14 JUILLET y compris dans la justice

« Il ne veut pas déconsidérer mais il passe par là et il déconsidère, il faut donc être extrêmement prudent dans un domaine comme celui-là. D'autre part, il existe aussi d'autres lois qui exigent que toute cette procédure soit secrète. Or, elle figure dans les journaux avant même que l'inculpation soit prononcée, ce qui veut dire que de mauvaises nouvelles se sont répandues partout, y compris dans la justice (...). »

« Non, je ne crois pas au complot; je pense simplement qu'à partir du moment où l'on tient un bout par lequel des hommes politiques connus et un parti dominant dans la vie politique française se trouvent mis en cause, peut-être oubliés-on un peu trop que c'est une situation générale qu'il faudrait examiner. Je crois simplement que tout le monde est à l'heure actuelle dans l'obligation, naturellement, de mettre en application des lois qui ne sont plus adaptées. On a voté la loi sur le financement des partis, c'est très bien. Il faut maintenant avoir un code de procédure pénale qui permette à un juge de demander des explications à quiconque sans qu'aussitôt une marque d'infamie s'applique à cette personne. Henri Emmanuelli, valablement, ne le mérite pas. Je sens cela comme une souffrance (...). »

« L'inculpation de M. Léotard. — « Je ne connais pas le cas de François Léotard, bien que, a priori, je réagisse exactement à cet égard comme je réagis pour d'autres. Rien n'est prouvé, l'inculpation ne signifie pas culpabilité. On le rappelle sans arrêt mais c'est un peu sans effet et je n'ai aucune raison d'avoir à son égard un jugement qui serait défavorable. J'estime qu'il a le droit, comme tout autre, de défendre ses droits, son honneur de citoyen et d'homme et il le mérite lui aussi. »

« La transparence des patrimonaires et des revenus des élus. — « C'est moi qui l'ai demandé et je suis même un peu étonné que cela mette tellement de temps. Il faudrait que les patrimoines soient connus, publiés, les revenus connus, publiés, pas simplement d'ailleurs des hommes politiques mais de tous ceux qui contribuent à la vie publique : d'abord naturellement les parlementaires, les membres du gouvernement, le président de la République, et c'est déjà le cas; et tous ceux qui vraiment passent sur la vie nationale. Je pense que cela devrait être fait dans d'autres cas. Je pense que grands moyens d'information qui disposent d'une influence considérable : eh bien! pour les juges, les hommes politiques, ce ne serait pas mal que leurs principaux dirigeants puissent rendre compte de la même façon. »

« L'affaire du sang contaminé. — « A l'époque, j'étais déjà président de la République et je n'ai jamais été saisi de ce problème. Pourquoi? Sans doute parce que c'est la décision scientifique qui l'emporte et que lorsqu'un ministre demande conseil aux

plus hautes sommités de la science médicale ou de la recherche biologique et ne reçoit pas l'avis que telle ou telle technique ou thérapeutique risque d'être désastreuse, vous comprenez qu'il ne peut pas se substituer à eux... A partir du moment où les choses sont devenues évidentes, c'est-à-dire que le danger était là, le premier ministre de l'époque, Laurent Fabius, a réagi plus vite que la plupart des chefs de gouvernement de toutes les sociétés industrielles touchées par le même mal. La France est, je crois, pour le dépitage, le deuxième ou le troisième pays dans le monde et pour le chauffage du sang qui, paraît-il, permet de protéger contre le sida (ce sont les savants qui le disent, moi, après tout, je n'en sais rien...). Il semble bien que les décisions prises dans les autres pays ont été plus tardives que chez nous. Je crois que nous sommes le deuxième pays à l'avoir fait. Ce n'est pas une excuse mais je pense que l'état de la science ne permettait pas aux hommes politiques de trancher. »

« La contamination de la Ratte du Val d'Aï. — « La République, à travers toute son histoire, a constamment adopté une attitude totalement ouverte pour considérer que les droits des citoyens devaient être appliqués à toute personne reconnue comme citoyen et en particulier les juifs français. Alors, ne lui demandez pas de comptes, à cette République! Elle a fait ce qu'elle devait. C'est la République qui a, pratiquement, depuis deux siècles où les Républiques se sont succédées, décidé toutes les mesures d'égalité, de citoyenneté. C'est elle qui a décidé que les juifs d'Algérie cessent d'être considérés comme une sorte de race inférieure (...). La République a toujours été celle qui a rendu la main pour éviter les ségrégations et principalement les ségrégations raciales. Alors, ne demandons pas de comptes à la République! Mais en 1940 il y a eu un Etat français, c'était le régime de Vichy, ce n'était pas la République. Et à cet Etat français on doit demander des comptes, je l'admets naturellement. Je partage totalement le sentiment de ceux qui s'adressent à moi mais précisément, la Résistance, puis le gouvernement de Gaulle, ensuite la IV<sup>e</sup> République et les autres ont été fondés sur le refus de cet Etat français, il faut être clair. »

« La non-lieu en faveur de Paul Touvier. — « C'est une décision de la magistrature. Elles ne sont pas toutes parfaites. Elles sont parfois même dramatiques. J'occupe une fonction qui m'interdit de m'exprimer aussi librement que je le ferais si j'étais à votre place sur certaines décisions de ce genre car je dois veiller à l'équilibre des pouvoirs et respecter l'indépendance de la magistrature. Mais ce qui est dramatique, et ce qui est juste en même temps, c'est que cinquante ans après on puisse ressentir aussi cruellement l'injustice — c'est pire que

l'injustice — l'inhumanité, la barbarie avec laquelle on a traité les familles juives à cette époque, et les enfants juifs. Comment n'en souffrirait-on pas cinquante ans après? C'est encore présent dans les mémoires, mais sur le plan du droit je peux dire que la République a fait ce qu'elle devait. »

« L'inculpation de René Bousquet. — « René Bousquet est passé devant la Haute Cour de justice. Il a été condamné et sa peine a été repoussée par la Cour elle-même, même son indigne nationalité, comme c'est arrivé à un certain nombre de ministres de Vichy. N'entrons pas dans les cas personnels. Nous ne sommes pas en état, ni vous ni moi, de juger à la place de la justice. Souvenons-nous, dans cette affaire, il y a une loi postérieure qui a retenu, à propos du procès Barbie, la notion de crimes contre l'humanité. »

« Les autres réformes constitutionnelles envisagées. — « Il ne faut pas abuser des réformismes mais cela n'empêchera pas, tout de même, de poser quelques questions importantes pour que nos institutions s'accroissent mieux avec l'évolution des mœurs et les besoins des citoyens et j'ai placé précisément certaines réformes de la justice au premier rang de mes préoccupations. Si je peux le faire, je le ferai (avant les élections législatives). Je poserais de toute manière les problèmes; le législateur les résoudra s'il le peut, et je le souhaite. »

« L'insatisfaction d'un renversement de majorité aux législatives de mars 1993. — « Il n'y a pas de choses inévitables dans la vie politique. Il faut avoir confiance en soi et surtout dans la beauté et le sérieux des idées que l'on défend (...). Jusqu'au dernier moment les gens qui alimentent la République et qui alimentent leur idéal doivent exposer au peuple qu'on aura peut-être raison de les garder, c'est sûr (...). Les socialistes ont bien gouverné. Ils ont des défauts, ils n'ont pas tout réussi, mais cherchons un gouvernement qui, dans les années précédentes, pourrait se targuer d'avoir parfaitement réussi (...). Je pense que nous gouvernons bien, la France a été très bien gérée. »

« La candidature de M. Rocard à l'élection présidentielle. — « Mon candidat sera celui du Parti socialiste. Je ne suis pas soumis aux décisions du Parti socialiste mais je suis suffisamment en symbiose avec lui, à qui il appartient de désigner son candidat, et son candidat je le trouverai très bien. »

« Les problèmes sociaux. — « Je suis préoccupé surtout de voir cette bonne gestion profiter davantage aux plus grand nombre de Français. J'ai des préoccupations de cet ordre que j'espère voir mettre en œuvre dans les mois qui restent, notamment sur le plan social. Il y a quelques années j'avais intervenu, à Luxembourg, dans laquelle j'avais dit : « Il faut absolument relancer les conventions collectives. Il faut que les

conventions collectives relèvent les minima par rapport au SMIC, qu'il y ait davantage de travailleurs qui soient payés plus que le SMIC avec des discussions par branches de travail. Et, puis, j'avais dit aussi : « Il faut modifier les conventions collectives pour permettre des promotions pour que le statut social des catégories les moins rémunérées ne soit pas figé, qu'on puisse avoir des perspectives de carrière (...). » Eh bien! j'estime qu'il faut reprendre cette discussion. Elle a donné de bons résultats mais pas assez. Il existe encore un million de Français, je crois, qui ne sont pas véritablement couverts par les conventions collectives, il faut reprendre cette discussion et je suis convaincu que les organisations syndicales le désirent (...). Je demande la relance de la négociation des conventions collectives pour que le statut social des ouvriers jusqu'aux cadres supérieurs, puisse permettre à chacun d'avoir l'espoir de remplir sa vie professionnelle. C'est un grand projet, et on ne va pas tarder à le mettre en œuvre. Mais cela regarde d'abord les partenaires sociaux. »

« Le compromis entre l'Etat et l'enseignement privé. — « Ce n'est pas un mauvais coup porté à la laïcité. Des engagements ont été pris par les gouvernements afin d'assurer à l'égard de l'enseignement privé un certain nombre d'obligations, il faut les respecter (...). Tout ce qui contribue à la pacification des esprits pour une plus grande force du peuple français, surtout à la veille des grandes élections qui l'entendent (je pense de nouveau à l'Europe), je pense que c'est bon. »

« La suspension des essais nucléaires. — « Si les autres pays ont représenté leurs expériences (je pense aux Russes), soit les continuent (je pense aux Américains et aux Anglais) ce sera un devoir que de reprendre (ces essais), n'ayant pas été entendus. »

« L'action de la France en Yougoslavie. — « J'ai demandé une conférence internationale, et elle aura forcément lieu; on se réunira un jour à l'avis de la France; mieux vaudrait se dépêcher (...). Il faudrait qu'il y ait au moins les partenaires des Balkans, les partenaires du Conseil de sécurité des Nations unies, au moins les cinq membres permanents, quelques-uns des principaux pays désignés à cet effet par la Communauté européenne, je pense à l'Allemagne, à l'Italie, je pense que l'ensemble de ces pays responsables pourraient obtenir des uns et des autres, et d'abord des Serbes, qu'ils mettent fin à ce triste dialogue qui consiste à envoyer des obus et à tirer à la mitrailleuse (...). La France n'a pas fait la guerre dans les Balkans en envoyant ses armées par sa propre décision. La France appliquera les décisions des Nations unies. »

## Les réactions

« M. Philippe de Villiers (Combat pour la valeur) : « Grande artillerie ». — M. Philippe de Villiers, animateur du mouvement Combat pour la valeur, a affirmé que M. Mitterrand avait « utilisé la grosse artillerie de la propagande politicienne » en cherchant « à faire peur aux Français sur le thème « Maastricht ou le chaos ». « Même s'il s'en défend, il ne peut s'empêcher de chercher dans le résultat du référendum une ressource insoupçonnée pour remettre en selle la gauche aux élections législatives », a ajouté M. de Villiers. »

« M. Jacques Toubon (RPR) : « Contradiction ». — Selon M. Jacques Toubon, député (RPR) de Paris, que le président de la République « ne va pas dans le même pays que nous ». Le chef de l'Etat « dit que le gouvernement est bon, il a l'air satisfait de la situation, alors que vous savez tous qu'on a en France un Etat délabré, une cohésion sociale en miettes, la montée des egoïsmes, des injustices croissantes, la morale publique bafouée, un budget épouvé », a affirmé M. Toubon. « Il y a une contradiction à dire que d'un côté il y a un enjeu historique, avec la ratification du traité de Maastricht, alors que, de l'autre, M. Mitterrand « ne veut en tirer aucune conséquence sur le plan politique » et « dédaigne », a ajouté le député de Paris. »

« M. Hervé de Charette (UDF) : « Méthode Coué ». — M. Hervé de Charette, député général des clubs Perspectives et Réalités, estime que « M. Mitterrand est devenu un adepte de la méthode Coué », mais, a-t-il ajouté, « à l'écouter, notre déception se mue en exaspération ». « Après douze ans de pouvoir, entendre des propos légalisant sur les 3 millions de chômeurs, le désordre des banlieues, l'exclusion des plus pauvres, les difficultés sociales, tout cela n'est pas supportable, a-t-il dit. L'autosatisfaction d'un pouvoir qui gouverne à la petite semaine a dépassé les bornes. »

« M. Jacques Barrot (UDC) : « Autosatisfaction ». — M. Jacques Barrot, président du groupe UDC de l'Assemblée nationale, a déclaré, mardi 14 juillet, après l'entretien télévisé du président de la République, qu'« après la crise de ces derniers jours on attendait moins de commentaires et d'autosatisfaction, mais plus de projets et de courage ». « Face aux problèmes des Français, il y a trop loin des intentions à la réalité », a ajouté M. Barrot, qui s'est félicité, en revanche, que le référendum sur l'Europe soit « préservé des contingences de politique intérieure. »

« Mme Gisèle Moreau (PCF) : « Contre-révérité ». — Mme Gisèle Moreau, membre du secrétariat du comité central du PCF, a déclaré que M. Mitterrand avait « dramatisé les conséquences » d'un « non » à Maastricht, « en prétendant que le « non » casserait l'Europe ». « C'est une contre-révérité », a-t-elle affirmé, estimant, d'autre part, qu'« à la veille d'élections électorales et après douze ans de pouvoir », le chef de l'Etat avait « redit son intention de remédier à certaines injustices », mais que « ses promesses ne sont plus crédibles » et que ses propositions renforcent « les raisons de dire « non » à un traité de régression sociale et de soumission nationale ». »

« M. Marc Blondel (FO) : « Satisfait ». — M. Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière, s'est déclaré « satisfait » des propos tenus mardi 14 juillet par M. François Mitterrand en faveur d'une relance de la négociation des conventions collectives. M. Blondel « partage le point de vue du président sur la nécessité de faire bénéficier tous les salariés du secteur privé d'une convention » et réaffirme « son attachement aux statuts des entreprises publiques et des fonctionnaires ». « La pratique du contrat collectif exige la volonté de négocier des deux parties, des syndicats et du patronat », a-t-il ajouté. »

## Procédure pénale : relancer la réforme

A quelques chose malheur est bon : la décision prise par le magistrat renvoie au dossier sur le financement des partis politiques, M. Rensard Van Ruymbek, d'inculper prochainement M. Henri Emmanuelli aura permis de relancer une réforme de la procédure pénale qui n'était plus jugée prioritaire par le gouvernement. Commentant l'inculpation annoncée de l'ancien trésorier du PS, M. Mitterrand a remis à l'ordre du jour cette réforme très attendue par le monde judiciaire : « Je pense que [le conseiller Van Ruymbek] est aussi embarrassé que nous par les termes d'une procédure pénale désuète (...). C'est pourquoi je tiens absolument à ce que, dans la prochaine session parlementaire, on adopte la réforme du code de procédure pénale. »

Cette volonté présidentielle met un terme à bien des atermoiements gouvernementaux. Le 26 février 1992, M. Michel Sapin, alors ministre délégué à la justice, avait finalement présenté au conseil des ministres un projet de réforme aux ambitions plus modestes que celles proposées par la commission justice pénale et droits de l'homme, présidée par M. Michel Debré (voir le Monde du 27 février). Plutôt que de bouleverser le système inquisitoire français, le projet de loi prévoyait d'introduire à chaque étape

de la procédure — de la garde à vue à l'inculpation — des dispositions étendant les droits et les garanties des justiciables.

Il supprime l'inculpation afin de garantir la présomption d'innocence, étendait les droits de la défense dès la phase d'instruction et confiait la décision de mise en détention à un collège de trois magistrats. Il était aussi prévu d'abroger la procédure des « privilèges de juridiction », qui concerne notamment les élus dont les noms apparaissent dans des dossiers de financement occulte des partis et qui revient à instruire les dossiers judiciaires impliquant les « personnes protégées » dans des juridictions désignées par la chambre criminelle de la Cour de cassation.

Alors que M. Sapin souhaitait présenter son projet à la session de printemps, suivi en cela par son successeur à la chancellerie, M. Michel Vauzelle, le gouvernement avait préféré reporter cet examen sine die. L'insistance présidentielle va dans le sens d'une plus grande cohérence législative puisque le Parlement vient d'adopter le texte du nouveau code pénal (le Monde du 9 juillet). Avant d'entrer en vigueur en mars 1993, celui-ci pourra ainsi être complété par le code de procédure pénale qui l'accompagne.

E. In.

## Conventions collectives : réduire les inégalités de statut social

En mai 1990, alors que la reprise de la croissance avait relancé le débat sur les inégalités, M. François Mitterrand avait marqué un point en suggérant que soient « organisées au plus tôt des négociations dans chaque branche entre partenaires sociaux sur les bas et moyens salaires ». Cette initiative avait permis de redynamiser la vie conventionnelle et de réduire la proportion de « smicards » qui, inférieurs à 8 %, atteignent désormais son niveau le plus bas depuis 1980.

Cette fois, le président de la République veut aller plus loin. Mardi 14 juillet, il a évoqué deux nouvelles priorités : les salariés travaillant dans des branches où il n'existe pas de convention collective (plus d'un million de Français) sont dans ce cas, a rappelé M. Mitterrand, et la nécessité d'améliorer « le statut social des catégories les moins favorisées ». Sur le premier point, il s'agit d'amener le patronat de certaines professions à conclure des accords. Lors de la cohabitation, M. Philippe Séguin, alors ministre du travail, avait déjà soulevé cette question, mais sans grand succès.

Sur la seconde, l'objectif consiste à réduire les écarts de statut social. Ainsi, dans la plupart des branches, 80 % des

cadres bénéficient des avantages sociaux les plus favorables contre 13 % des ouvriers. Une étude menée auprès de dix-sept professions indique qu'après vingt ans d'ancienneté, l'indemnité de licenciement atteint 3,9 mois de salaire pour un ouvrier mais 9,92 mois pour un cadre. Des inégalités comparables existent également pour les indemnités complémentaires en cas de maladie. Une stratification sociale trop marquée, estime-t-on à l'Elysée, constitue non seulement un obstacle à la promotion des salariés mais aussi à l'efficacité des entreprises.

A la rentrée, le gouvernement devrait donc proposer aux partenaires sociaux qu'ils s'entendent sur un échancier, afin que les négociations ne tardent pas. Mais il n'est pas question de plaquer cette démarche sous le signe de la contrainte. La résine sans doute la limite de l'initiative présidentielle. N'est-ce pas parce que les pouvoirs publics avaient clairement indiqué que le niveau de revalorisation du SMIC dépendait du bon déroulement des négociations sur les bas salaires que celles-ci ont progressé de manière satisfaisante?

JEAN-MICHEL NORMAND

## Armées : un déficit de communication

Face à une communauté militaire perplexe ou rendue inquiète, selon les catégories qui la composent, par la réorganisation en profondeur des grandes forces dans les trois armées, le président de la République, chef des armées selon la Constitution, n'a pas eu ou n'a pas trouvé l'occasion d'expliquer la politique de réformes entreprise par son ministre de la défense. Ce silence du chef de l'Etat sera ressenti inévitablement comme une erreur ou, à tout le moins, comme un oubli d'autant plus grave que, dans le même temps, ces armées françaises sont présentes sur tous les fronts extérieurs comme jamais elles ne l'ont été depuis l'Algérie.

M. Mitterrand, en réponse à une seule question sur les problèmes de défense, s'est contenté de rappeler que la France s'associerait au mouvement général de désarmement nucléaire le jour où elle jugerait qu'il est suffisamment avancé dans les pays qui conservent, en la matière, beaucoup plus d'armes qu'elle. C'est la réaffirmation d'une attitude constante. A ceci près, cependant, qu'il n'est pas de détail : la France a déjà, sans qu'on le lui ait demandé, commencé à supprimer des

armes de sa panoplie nucléaire, avec l'abandon du missile S45 pour le plateau d'Albion, le retrait en cours des Pluton et l'arrêt définitif des Hads dans l'armée de terre, la diminution du nombre des avions porteurs d'une arme nucléaire et avec la décision de limiter désormais à quatre — au lieu de six — la flotte des sous-marins stratégiques.

Depuis l'annonce, dès l'an dernier, d'un plan de réduction du dispositif militaire, qui fera perdre jusqu'à 20 % de ses effectifs à l'armée de terre et quelques-uns de leurs moyens importants à l'armée de l'air et à la marine, M. Mitterrand n'a pas commenté publiquement — ni a fortiori dans une enceinte propre aux armées — la perspective ainsi tracée à l'institution de défense. Cette année, le traditionnel rendez-vous télévisé du 14 juillet n'en aura pas davantage été l'occasion. Peut-être le chef de l'Etat se réserve-t-il de réparer ce déficit de communication envers les armées lors du colloque international que M. Pierre Joxe a prévu de tenir, à Paris, à la fin de septembre et qui s'achèvera, le 1<sup>er</sup> octobre, par un discours du président de la République.

JACQUES ISNARD

## Sang contaminé : le calendrier des décisions

M. Laurent Fabius, lorsqu'il était premier ministre, a-t-il réagi, comme l'a affirmé M. Mitterrand, plus vite que la plupart des chefs de gouvernement des pays industrialisés touchés par l'épidémie de sida? La France a-t-elle été, pour le chauffage des produits coagulants et la mise en place du dépistage systématique des dons de sang le deuxième ou le troisième pays dans le monde à avoir réagi?

Pour ce qui concerne le dépistage systématique des dons de sang, seules l'Autriche et la Finlande avaient décidé, dès juin 1985, d'appliquer cette mesure. La Belgique l'a fait en juillet de la même année et la France le 1<sup>er</sup> août. L'Espagne et la Grèce n'ont institué ce dépistage qu'en septembre, le Luxembourg et l'Australie en décembre. S'il est vrai que la Food and Drug Administration américaine avait autorisé le test de la firme Abbott dès le 2 mars 1985 (lorsque le test Diagnostico Pasteur ne l'avait été en France que le 21 juin 1985), le dépistage systématique des dons de sang aux Etats-Unis n'a été institué sur l'ensemble du territoire que plusieurs mois plus tard.

On a pu néanmoins parler, en France, d'un retard à la mise en place du dépistage dans la mesure où, comme la révèle une note interne de la direction générale de la santé (DGS/5B/538), dès le 2 mai 1985, le Laboratoire national de la santé « attendait le feu vert » du cabinet de M. Edmond Hervé pour donner son agrément au

test de Diagnostico Pasteur, étant entendu que le test Abbott « serait enregistré une quinzaine de jours plus tard ». Il n'est donc pas exagéré de parler d'un retard d'au moins deux mois dans la mise en œuvre du dépistage, ce qui équivaut, selon la plupart des estimations, à environ deux cents à quatre cents personnes contaminées supplémentaires.

Le chauffage des produits coagulants a été généralisé à partir de juin 1985 au Luxembourg, de juillet en Italie, de septembre au Royaume-Uni et d'octobre en Espagne. Aux Pays-Bas, cette technique a été généralisée début 1986, en Belgique en mai 1986 et en Suisse en septembre 1986. En France, les produits antihépatophiques non chauffés n'ont plus été remboursés à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1985, l'arrêté prévoyant cette mesure — signé des directeurs de cabinet de Mme Georgina Dufloix et de M. Edmond Hervé — ayant été publié le 23 juillet 1985.

Le président de la République n'a pas évoqué, en revanche, le fait que c'est, proportionnellement, en France que se trouvent la plus grande nombre de personnes ayant été contaminées à la suite de transfusions sanguines. Cela s'explique par le fait que l'on a pendant très longtemps collecté d'importants volumes de sang dans des milieux à haut risque, en particulier dans les prisons.

FRANCK NOUCHI



## SOCIÉTÉ

La controverse sur la reconnaissance du rôle de la France dans les déportations

## M. Mitterrand déposera une gerbe au monument du Vel' d'Hiv'

La polémique autour de la reconnaissance officielle des crimes de Vichy dominera les cérémonies du cinquantenaire de la rafle du Vel' d'Hiv'. Les 16 et 17 juillet 1942, près de 13 000 Juifs étaient arrêtés et parqués au Vélodrome d'Hiver, dans l'attente d'une déportation (lire

notre page Dates dans « Le Monde » daté 12-13 juillet). Cinquante ans plus tard, les responsabilités du régime de Vichy ne sont pas encore reconnues officiellement. Jeudi 16 juillet, une cérémonie aura lieu à 18 heures devant l'emplacement de l'ancien vélodrome, boulevard

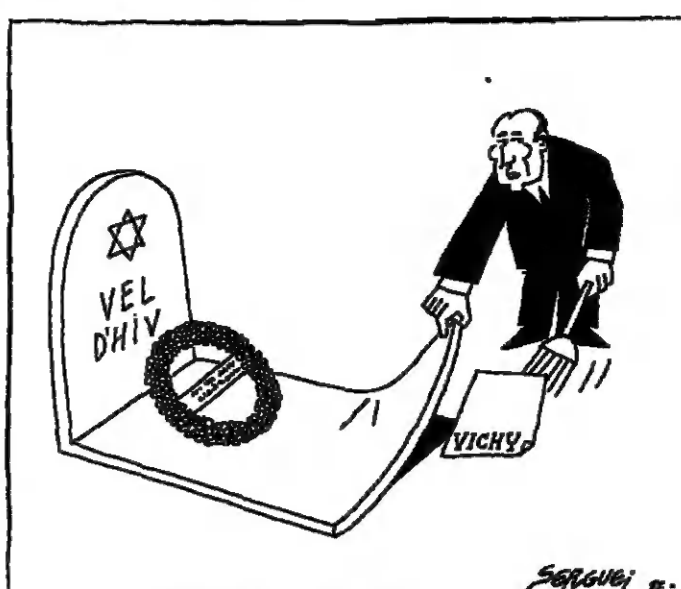
de Grenelle, près du pont de Bir-Hakeim, dans le 15<sup>e</sup> arrondissement. Organisée par diverses associations juives, cette commémoration aura lieu en présence de M. François Mitterrand, qui déposera une gerbe devant le monument érigé à cet endroit.

On attendait la réaction de M. Mitterrand après la demande exprimée par le Comité Vel' d'Hiv' 42 réclamant une « reconnaissance officielle des crimes de Vichy contre les Juifs ». Le chef de l'Etat s'est expliqué à ce sujet lors de son entretien télévisé du 14 juillet. Dans un communiqué dont nous publions le texte intégral, le comité a réagi à l'intervention présidentielle, estimant que « l'Etat était « sourd » dans cette affaire. M. Mitterrand avait notamment déclaré : « Ne demandez pas des comptes à la République, elle a fait ce qu'elle devait. » Il s'était justifié en argumentant que « l'Etat français, c'était le régime de Vichy, ce n'était pas la République », et qu'en conséquence cette dernière ne pouvait reconnaître des crimes commis par

un régime qu'elle avait refusé. Lors du dépôt de gerbe, le président de la République sera entouré de MM. Jean Tiberi, premier adjoint (RPR) au maire de Paris, Louis Mexandeau, secrétaire d'Etat aux anciens combattants et aux victimes de guerre, et Robert Badinter, président du Conseil constitutionnel, qui devrait prononcer une allocution. La grande rafle sera aussi évoquée grâce au témoignage d'une rescapée, M<sup>me</sup> Rosette Broyski, et aux chants de Tallia. Le même jour, à 15 heures, l'Union des étudiants juifs de France (UEJF) se rassemblera face au Palais de justice à Paris. Elle y présentera le spectacle d'un procès fictif du régime de Vichy. Des anciens déportés et des personnes victimes de rafles viendront témoi-

gner. D'autres cérémonies sont prévues à Paris dans la soirée du 16 juillet : la projection des *Guichets du Louvre*, film de Michel Mitran, devant trois cent cinquante enfants, au cinéma Saint-Germain, et une « Nuit de la mémoire » organisée par le Macabé France au Centre Edmond-Fleg (Paris-6).

En province, des manifestations sont annoncées dans les prochains mois pour commémorer les rafles qui se sont étendues à toute la France au cours de l'été 1942. A Cannes (Alpes-Maritimes), d'anciens déportés juifs et résistants prendront la parole, dimanche 19 juillet à 11 heures, au cimetière de l'Abadie 2 à La Bocca.



## REPÈRES

## SANS-LOGIS

L'abbé Pierre ne portera pas l'insigne de la Légion d'honneur

Promu grand officier de la Légion d'honneur à l'occasion du 14-juillet (le Monde du 15 juillet), l'abbé Pierre vient d'annoncer qu'il « cessait de porter » l'insigne de cette distinction pour protester contre la refus du gouvernement d'attribuer des logements vides à des familles sans abri. Dans une lettre au premier ministre, le fondateur d'Emmaüs écrit : « Ces dernières semaines, jour et nuit, des dizaines de familles de travailleurs sans logis, traquées par la police, ont dû chercher refuge d'urgence en église. Elles erraient par les rues, faisant connaître des centaines de logements vacants ou muraux. » Il ajoute : « Les divers pouvoirs des communes ou du gouvernement ne font rien qui soit à la mesure d'un tel drame. » L'abbé Pierre conclut : « L'honneur exige que les plus souffrants soient servis les premiers. Tant que cet honneur est ignoré, comment pourrait être acceptée par qui que ce soit quelque distinction dans notre ordre national ? Comprenez-moi, comprenez ces plus malheureux des malheureux, oubliés, comme si leur volonté de survivre en famille était un délit. »

## NUCLÉAIRE

Publication du rapport de sûreté sur Superphénix

Le rapport de la direction de la sûreté des installations nucléaires (DSIN) concernant le réacteur Superphénix de Creys-Malville (Isère) a été rendu public, lundi 13 juillet, par le ministère de l'Industrie et du Commerce extérieur. Le premier ministre M. Pierre Bérégovoy, s'étant engagé à publier ce document, dans son communiqué du 29 juin annonçant le gel du fonctionnement de Superphénix en attendant « la réalisation de travaux nécessaires pour faire face aux feux de sodium » (métal utilisé pour le refroidissement du cœur) et une enquête publique (le Monde du 1<sup>er</sup> juillet).

Dans son rapport, remis le 16 juin à ses ministres de l'Industrie et de l'Environnement, M. Michel Lavieille, directeur de la DSIN, est moins restrictif. Il estime qu'en attendant la mise en place des mesures supplémentaires de sûreté, le redémarrage du réacteur « peut être autorisé » sous réserve d'un fonctionnement « limité à 30 % de sa puissance nominale » (le Monde du 20 juin). L'avancement des études sur les questions touchant la sûreté et le déroulement de l'exploitation devraient faire l'objet d'une évaluation permanente, précise M. Lavieille. Une nouvelle autorisation devrait, en tout état de cause, être prévue pour mai 1994.

## Les cris de Pithiviers et de Beaune-la-Rolande

Pour la première fois depuis cinquante ans, une exposition retrace l'histoire des camps d'internement de Pithiviers et de Beaune-la-Rolande entre 1941 et 1943 (1). Elle est l'œuvre du centre de recherche et de documentation sur la déportation juive dans le Loiret, créé en 1991 conjointement par les municipalités d'Orléans, de Pithiviers et de Beaune-la-Rolande, en liaison avec les associations juives et des historiens. Cette exposition sera visible jusqu'au 31 août à l'hôtel de ville d'Orléans, avant de circuler à Pithiviers et à Beaune-la-Rolande.

## ORLÉANS

de notre correspondant

C'est sans doute le forfait le plus odieux de Vichy qui est reconstitué ici. La rafle du Vel' d'Hiv' - 16 juillet 1942 - à Paris venait d'avoir lieu. Sept mille six cent dix-huit Juifs, parmi lesquels plus de trois mille cinq cents enfants, avaient été transférés à Pithiviers et à Beaune-la-Rolande, avant d'être déportés à Auschwitz. Mais que faire des enfants ? Les Allemands ne réclamaient que les Juifs étrangers de plus de seize ans. Laval propose alors que les enfants soient également déportés avec les adultes, et sa demande est transmise par télex à Berlin. Mais comme la réponse allemande tarde et qu'il ne faut pas ralentir la marche des convois, Legay, alors adjoint de René Bouquet, secrétaire général de la

## « Des petits êtres dans un état inimaginable »

Dans son rapport hebdomadaire, le lieutenant de gendarmerie J. commandant le camp de Beaune-la-Rolande, consigne sous la rubrique « Faits divers » : « Le 2 août, vers 17 h 30, les internés ont été informés qu'à l'occasion d'un départ prochain, certains d'entre eux se trouveraient séparés de leurs enfants, momentanément. Une grande effervescence s'est manifestée. Les internés se sont parés en foule en direction de la sortie du camp et en poussant de grands cris. Le service d'ordre a dû intervenir, appuyé par un petit groupe de Feldgendarmes. Vers 20 heures, l'ordre était rétabli. Il n'a plus été trouble. »

Après le départ des mères, les enfants errent dans le camp, livrés à eux-mêmes, épuisés par leurs cris, bruyamment « devenus calmes comme indifférents d'une dévotion étonnante », dira un témoin. Le 13 août, les Allemands donnent le feu vert pour les déporter. On les hisse, souvent moribonds, dans les wagons, que l'on plombe. Arrêt à Drancy. « Nous sortons des petits êtres dans un état inimaginable. Une multitude d'insectes les environne, ainsi qu'une odeur terrible », raconte une internée, Odette Daltroff. Quelques jours plus tard, ils seront gazés à Auschwitz, où leurs parents les ont précédés.

Par toute une série de documents dont rend compte cette exposition, on voit comment l'état se resserre à partir de 1940 : la mise en place des

mesures antijuives, le zèle que nos concitoyens mettent à les appliquer, ou la satisfaction qu'elles entraînent. Ici, c'est le président de l'ordre des médecins du Mans qui enjoint, par lettre, un de ses collègues juifs - plus tard interné à Pithiviers - de cesser son activité, en vertu des nouvelles dispositions sur les interdits professionnels, et l'assurance de « ses sentiments confraternelles ».

Ici, c'est l'Echo de Pithiviers qui, après l'arrivée des premiers internés, arrêtés le 13 mai 1941 à Paris - c'est la rafle du Billet vert - titre « Israël dans le Loiret ! ». Ce même journal Récit Xavier Vallat, le commissaire aux questions juives, mais ajoute : « Le Loiret se sent bien passé de ce cadeau. » C'est le République du Centre, qui, à la même période, communique un appel de candidatures pour des emplois de gardien dans les deux camps en prévision de la tâche. Deux cents postes sont à pourvoir. Salaire mensuel : 930 F, avec en plus « le logement et la nourriture ».

Sur tous les clichés de cette exposition, on ne voit pas un seul uniforme allemand. On ne voit que des képis français, des gendarmes aux gestes appliqués couchant sur des registres, d'une belle écriture d'écolier, les noms des suppliciés ; des gendarmes aux gêtres impeccables dans la boue de la Beaune qui est déjà celle de la Silesie.

## RÉGIS GUYOTAT

(1) Lire le livre d'Eric Conan, journaliste à l'Express, Sans oublier les enfants, Grasset, 1991.

► Exposition « Les camps d'internement du Loiret, 1941-1943, histoire et mémoire », jusqu'au 31 août, hôtel de ville, place de l'Étape, à Orléans, de 9 heures à 18 heures.

## Le Comité Vel' d'Hiv' 42 : l'Etat est « sourd »

« On savait l'Etat muet, on le découvre sourd. » Interrogé à la télévision au sujet de l'appel du comité Vel' d'Hiv' 42 pour « la reconnaissance officielle des persécutions et des crimes de Vichy contre les Juifs », le président de la République a répondu aujourd'hui qu'il était sans objet. On n'a pas, selon lui, à demander des comptes à la République puisque c'est elle qui, en 1970, a intégré les Juifs de France comme citoyens de plein droit, elle qui, se fondant sur la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, a exclu toute discrimination religieuse ou raciale.

« Mais comment le président de la République peut-il sérieusement soupçonner les milliers de signataires de l'appel du comité Vel' d'Hiv' 42 d'ignorer tout cela ? A l'entendre, nous souhaiterions que la République s'accuse de crimes qu'elle n'a pas commis. Mais rien dans le texte de l'appel n'autorise cette confusion. On sait bien qu'avant de perpétrer ses crimes, Vichy a commandé par abolir la République et par supprimer sa devise. De même, personne n'a pensé que le geste de Willy Brandt s'agissait de la République de Weimar ni contre la République fédérale.

« On nous dit que la République n'est pas engagée par les agissements de Vichy, et que cet Etat n'avait de français que le nom. Mais pourtant il était servi par des administrateurs français, des magistrats français, des policiers français,

qui ont accepté en masse de prêter serment à Pétain, d'exécuter des ordres inhumains et parfois de prendre eux-mêmes des initiatives criminelles, oubliant qu'ils avaient été nommés à leur poste par un Etat républicain. De tout ce qui s'est fait au nom de la France, l'Etat français est aujourd'hui comptable.

« Le proclamer solennellement est une façon de rester fidèle à l'idéal républicain et à la mémoire de tous ceux qui ont résisté aux nazis et à leurs complices. Qui mieux que le président de la République peut mettre un terme au silence officiel qui dure depuis cinquante ans à propos d'une des pages les plus sinistres de l'histoire de France ?

« C'est pourquoi nous réitérons notre appel pour que le président de la République, chef de l'Etat, prononce une déclaration solennelle le 16 juillet sur les lieux mêmes de la rafle du Vel' d'Hiv'. Ni le dépôt d'une gerbe lors de cette cérémonie ni même d'éventuelles condamnations judiciaires d'individus ne sauraient tenir lieu d'acte politique engageant la Nation tout entière.

« Le comité Vel' d'Hiv' 42 a été constitué après un appel à M. Mitterrand publié dans notre journal (le Monde du 17 juin) par onze personnes, dont l'essayiste Jean-Pierre Le Dantec, auxquelles se sont joints depuis plusieurs centaines de signataires.

## DÉFENSE

Face aux Britanniques

## Espagnols et Italiens marquent leurs réserves sur le projet d'avion de combat européen

## LONDRES

de notre correspondant

Officiellement, l'unité est préservée. MM. Malcolm Rifkind, Silvio Ando et Julian Garcia Vargas, respectivement ministres de la Défense de Grande-Bretagne, d'Italie et d'Espagne, se sont mis d'accord, mardi 14 juillet à Londres, pour effectuer une ultime démarche auprès du gouvernement de Bonn afin de faire revenir l'Allemagne au sein de ce « club » à quatre formé pour construire l'avion de combat européen (EFA). Mais des divergences de plus en plus nettes se font jour entre les partenaires sur la manière d'envisager l'avenir en cas de nouvel échec. Si l'on en juge par les propos catégoriques du ministre allemand de la Défense, M. Volker Rühe (le Monde du 8 juillet), un revirement de dernière minute paraît peu probable à Bonn.

Anticipant une confirmation du retrait allemand, le Royaume uni s'est donc lancé dans une offensive diplomatique pour tenter de ressouder les liens entre les trois pays restant officiellement intéressés par la production de l'EFA. Les ministres de la Défense ont réaffirmé leur volonté d'alléger substantiellement le

coût de chaque appareil, mais le feu de leur communiqué final montre bien qu'Italiens et Espagnols n'entendent pas s'engager outre mesure. M. Julian Garcia Vargas évoque la nécessité de réduire d'au moins 30 % le coût unitaire - ce qui est sensiblement le chiffre cité (30 à 40 %) par les Allemands, mais ceux-ci veulent un autre avion, - alors que Rome souhaiterait, selon certaines informations, une réduction de près de 40 %. Italiens et Espagnols ont souligné qu'une décision définitive ne pourra être prise qu'après une nouvelle confirmation allemande.

Un nouveau quatrième partenaire peut-il se joindre au « club » ? La rencontre parallèle, mardi à Londres, de M. Pierre Joxe, le ministre français de la Défense, et de M. Rifkind souligne que des consultations sont en cours. Mais il est a priori peu probable que la France puisse remplacer au pied levé l'Allemagne. La France poursuit en effet son propre programme d'avion de combat - le Rafale - après s'être retirée du projet EFA en 1985. Ce projet vient d'être encore confirmé par la nouvelle loi de programmation militaire que le conseil des ministres français a approuvée le 1<sup>er</sup> juillet.

LAURENT ZECCHINI

## La célébration du 14 juillet

## Bivouac à l'Hôtel de ville

Deux cents ans après la victoire de Valmy, l'armée française a bivouacqué, mardi 14 juillet, dans les salons de l'Hôtel de ville de Paris. Après avoir descendu les Champs-Élysées, plus de mille officiers, sous-officiers, soldats réservistes et élèves des écoles militaires ont répondu à l'invitation à dîner lancée par Jacques Chirac.

On se presse, un peu gauche, autour des immenses tables dressées pour accueillir chasseurs alpins, légionnaires, conducteurs de chars, radios et pompiers. On découvre les lambris dorés de la salle des fêtes et les gros lustres du salon des Arcades. « Bravo et merci », lance le maire de Paris. Et l'on goûte la soupe.

Tourmadons de saumon glacé, aiguillette de canard en petit sale, brie et marquée au chocolat amer servis avec des côtes-du-lubéron, champagne pour conclure ce repas mijoté par une roulotte éphémère.

Des élus se mêlent aux soldats. Jacques Toubon (RPR) à la table des chasseurs alpins, Lucien Finel (UDF) et Edouard Frédéric-Dupont (non inscrit), adjoints au maire de Paris, à celle de la Garde républicaine. Lionel Assouad (apparenté RPR), maire du 14<sup>e</sup> arrondissement, avec les polytechniciens.

Sa présence était inévitable. Ne dit-on pas en effet que cet édile de la capitale a pour ancêtre Alfred de Vigny, auteur, entre autres, de *Servitude et Grandeur militaires* ?

## Manfred, rescapé de la cour de Vienne

La chaleur communicative des banquets alant, on oublie bien vite la solennité des lieux pour retrouver l'atmosphère des mess et des cantines. Les légionnaires du 2<sup>e</sup> REP n'ont pas d'âge. Pour ces vieux briscards, neuf, onze ou quinze ans de képi blanc important peu. « Les Champs-Élysées, c'est toujours émuant »,

confie Alexis, originaire de Béthune (Nord) et qui en est à son troisième « 14 juillet ».

A ses côtés, Manfred, un Autrichien au beau visage, impeccable dans son uniforme, paraît un rescapé de la cour de Vienne. Non loin, Carlos, venu des bords du Tage, regrette avec des accents roussillonnais « de n'avoir pu, comme les autres années, descendre complètement l'avenue, de l'Arc de triomphe à la Concorde ».

Et quel mystère entoure le destin du caporal-chef Lochte, hier major (commandant) de l'armée britannique ? Etonnant légionnaire de quarante-six ans, le teint rose, les cheveux poivre et sel portant lunettes fines et parlant le français avec l'accent d'Oscar Wilde. Entre deux services, il peint. La différence entre l'armée de Sa Majesté et celle du président ? « La Légion, c'est autre chose », réplique, tranquille, cet Ecossais qui a « servi deux drapeaux ».

Parmi ces fusiliers marins, avia-

teurs et gendarmes, des jeunes femmes. Valérie, une blonde de vingt et un ans, arrive de Saint-Dizier. Elle est élève-officier pharmacien. Ce matin, sur le pavé parisien, elle a marché au pas cadencé : « C'est une récompense de défilé pour le 14 juillet », dit-elle. Béatrice de Charette est assistante de direction. Réserviste de vingt-six ans, elle a revêtu l'uniforme pour participer à la revue comme conductrice ambulancière. « On se doit d'être là », confie-t-elle. C'était très bien.

A 15 heures, le repas s'achève. Quartier libre. Mercredi, retour à la caserne. Pour Didier, un jeune chasseur alpin cantonné à Briançon, ce bref séjour dans la capitale restera un grand souvenir : « C'est, bien sûr, formidable d'être présent à Paris ce jour-là, mais trois mois de répétition... » On ne change pas l'armée.

JEAN PERRIN

150



سكنا عن المرحون

## SOCIÉTÉ

### JUSTICE

## Le sang et le serment

Suite de la première page

Ainsi a-t-on pu entendre des médecins se défendre avec des mots que l'on croyait réservés à d'autres... Ce fut, et ce sera encore, à en pas douter, un festival où chacun s'est efforcé de minimiser ses titres et ses fonctions : « Je n'étais pas plus informé que les autres » (docteur Michel Garretta, ancien directeur général du Centre national de transfusion sanguine, CNTS), « J'étais tout en bas de l'échelle, j'avais un rôle subalterne » (docteur Jean-Pierre Allain, ancien responsable du Département recherche et développement du CNTS), « Je n'étais pas un fonctionnaire d'autorité » (docteur Robert Netter, ancien directeur du Laboratoire national de la santé), « J'ai déjà mentionné mon absence de pouvoir élémentaire, je suis un administratif » (professeur Jacques Roux, ancien directeur général de la santé).

Chacun, au moment de l'examen de ses éventuelles responsabilités, a cru en somme pouvoir affirmer devant le tribunal, sans manifester un quelconque regret, qu'il avait fait son métier et obéi aux ordres. Ainsi l'inepte formule tant de fois répétée : « responsable mais pas coupable » - a-t-elle bien servi de toile de fond aux interrogatoires des inculpés.

Mais cette amère réalité ne fait que redoubler le sentiment que la justice, en l'espèce, n'est guère préparée à juger cette affaire hors norme. Passons sur l'exigüité du prétoire, glissons sur l'audience d'un tel dossier au début de l'été, ce qui reporte « opportunément » l'audition de M<sup>me</sup> Georgina Dufoux, ancienne ministre des affaires sociales, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat à la santé, après le 20 juillet. Et soulignons plutôt que le cadre d'un tribunal correctionnel, où l'on juge à longueur d'année de classiques dossiers dits de responsabilité médicale, paraît pour le coup bien étriqué.

Par le nombre de ses victimes et les multiples facettes du dossier, le drame collectif des hémophiles contaminés par le virus du sida défie tout simplement l'enceinte judiciaire choisie. Et l'on se sou-

vient de la colère de M<sup>me</sup> Sabine Paugam, conseil de l'Association française des hémophiles, clamant dès l'ouverture du procès que la loi sur les fraudes de 1905 ne saurait être valablement retenue, que la distribution de concentrés sanguins contaminés aux hémophiles ne pouvait être assimilée à la vente de produits comme « la moutarde ou les yaourts ».

Sans doute l'incrimination d'empoisonnement proposée par M<sup>me</sup> Paugam ne convenait-elle guère mieux. Sans doute celle d'homicide involontaire eût-elle été plus appropriée... Il reste qu'avant même de toucher à son terme, le procès dit « du sang contaminé » souffre d'un déséquilibre patent.

### Anonymous et obéissants

Car la 16<sup>e</sup> chambre correctionnelle juge quatre prévenus en ne pouvant ignorer les dérogations et les fautes de toute une sphère politico-administrative derrière eux. De même ne peut-elle sérieusement oublier la qualité de médecin des prévenus, quand bien même il est essentiellement reproché au docteur Garretta de n'avoir pas retiré de la vente des produits dangereux, au docteur Netter de n'avoir pas fait ressortir leur dangerosité, au professeur Roux de n'avoir pas interdit cette vente, et au docteur Allain de n'avoir pas informé le corps médical en général et les hémophiles en particulier.

Or l'une des principales révélations psychologiques du procès, à ce jour, réside bien dans cette découverte : aucun des prévenus ne s'est rappelé, au moment décisif, le serment d'Hippocrate. Aucun ne s'est remémoré l'article 75 du code de déontologie médicale qui précise notamment : « Le fait pour un médecin d'être lié dans son exercice professionnel par un contrat ou un statut à une administration, une collectivité ou tout autre organisme public ou privé n'enlève rien à ses devoirs professionnels et en particulier à ses obligations concernant le secret professionnel et l'indépendance de ses décisions ».

Seul le docteur Allain, longtemps responsable d'un centre d'accueil

pour les jeunes hémophiles, hésita pour finalement donner la préférence à une « obligation de réserve » que nul texte ne lui prescrivait. Ainsi oublieux de leurs blouses blanches, les prévenus endossèrent-ils la blouse grise des fonctionnaires anonymes et obéissants. Oubliant leur serment, ils ne furent plus que des « directeurs généraux » froids et irresponsables.

Car la vertu de ce procès, si l'on excepte qu'il est aussi un exutoire, a été de démontrer clairement que les quatre prévenus disposaient de toutes les informations nécessaires et suffisantes pour demander l'arrêt immédiat de la vente des concentrés sanguins non chauffés à partir du mois d'avril 1985. Or six mois passèrent avant que ces concentrés ne soient plus remboursés par la Sécurité sociale... Ainsi « l'état de la science », contrairement à ce qu'a pu avancer le président de la République, mardi 14 juillet, permettait-il bien aux médecins et aux hommes politiques de prendre les mesures qui s'imposaient, du moins durant cette dernière période.

On sait désormais, après douze audiences contradictoires, que ce ne fut pas le cas. Le docteur Garretta, en l'occurrence, se montra surtout soucieux, en gestionnaire impitoyable, de liquider ses « stocks de produits contaminés ». Le docteur Allain, après avoir vaguement songé à déclencher un scandale médiatique, se résigna au pire. Le docteur Netter ne fit pas mieux. Et le professeur Roux ne réussit visiblement pas à convaincre M. Edmond Hervé et M<sup>me</sup> Georgina Dufoux de l'urgence de la situation.

LAURENT GRELSAMER

□ Le patient sur lequel un foie de babouin a été greffé ne présente toujours pas de signes de rejet. Selon les chirurgiens du centre chirurgical de l'université de Pittsburgh, le patient sur lequel un foie de babouin avait été greffé il y a deux semaines (le Monde du 1<sup>er</sup> juillet) ne présente pour l'instant aucun signe de rejet. Néanmoins toujours considéré comme « sérieux », son état se sent stabilisé depuis le 7 juillet. (AFP)

### SPORTS

### CYCLISME : le 79<sup>e</sup> Tour de France

## Vérités pâtisseries

Conclue mardi 14 juillet par le premier véritable sprint du Tour, la 10<sup>e</sup> étape Luxembourg-Strasbourg (217 kilomètres) a été remportée par le Hollandais Jean-Paul Van Poppel (PDM) devant l'Ouzbèque Abdoujaparov, le Français Jalabert et le Belge Museeuw. Si Pascal Lino conserve son maillot jaune (à 1 min 27 de l'Espagnol Indurain), ses compatriotes Jalabert et Virenque cèdent respectivement leur maillot vert et à pois rouges à Museeuw et à Chiappucci. Une étape marquée par l'humeur offensive de l'italien Bugno et de l'irlandais Roche, et la défaillance du Français Motte et du Canadien Bauer qui sont arrivés très retardés.

### STRASBOURG

#### de notre envoyé spécial

Il est sur le Tour comme un pâtissier sur le pas de sa porte. Sourire aux lèvres. Campé solidement sur ses pieds. Chaque matin, dans l'enceinte du village de toile dressé près du départ, il débambule, serrant des mains, signant des autographes, posant pour une photo souvenir. Il est ici chez lui. D'autant plus que, depuis trois ans, il joue, l'espace d'une Grande Bouche, les maîtres de maison pour le compte de la société Patigel, numéro 1 de la pâtisserie surgelée et qui, entre autres, fait défiler de faux gâteaux géants au sein de la caravane publicitaire qui précède les coureurs et accueille de nombreux invités dans un car-tribune situé sur la ligne d'arrivée. C'est là que Raymond Poulidor, cinquante-six ans, intervient.

Un travail « très agréable » qui, pour lui, s'apparente à des vacances. « Si je devais rester chez moi pendant le Tour, avoue-t-il, je crois que je serais malade. » Le Tour, précise-t-il, c'est plus qu'une drogue, une manière de vivre, ma vie. D'où son bonheur de côtoyer encore les coureurs, lui qui a raccroché son vélo en

1976, date de sa dernière participation au Tour de France, en fait, plus exactement, un 25 décembre 1977 à l'occasion d'un cyclo-cross dont il conserve « un souvenir impérissable ».

Pour lui, pas de problèmes de reconversion. « J'ai eu la chance, moi qu'on appelait l'éternel malchanceux, de faire une carrière de dix-huit années et d'avoir une certaine notoriété. Quand j'ai arrêté ce métier, j'ai été chargé de la commercialisation de vélos portant mon nom. » Une fonction qu'il exerce depuis 1978 tout en restant fidèle à un Tour qu'il a eu la chance de couvrir plusieurs fois pour le compte de la télévision, de la radio ou de la presse écrite. Cette année, il commente la course sur Radio Nostalgie... Souvenirs, souvenirs. Quatorze Tours, trois places de second, une place de 3<sup>e</sup> à quarante et un ans, sept ou huit victoires d'étape (devant Anquetil et Merckx notamment) mais aucun maillot jaune!

Les Tours actuels? Il les trouve tout à fait à sa convenance, lui qui était devenu, dans les dernières années, un spécialiste du contre-la-montre (derrière Anquetil...) et qui, aussi, appréciait particulièrement les arrivées en altitude, arrivées qui se sont multipliées avec l'essor des stations de sports d'hiver qui, toutes, à présent, réclament une étape. Pour ce qui est de l'édition 92, il observe, malicieux, que chaque année, après la première semaine, on dit que le Tour est un peu fou. Cela dit, reconnaît-il, les moyennes réalisées sont effectivement des moyennes record.

L'homme, assurément, est heureux. A défaut d'avoir connu la vie en jaune, le voilà savourant une retraite en rose. Toutes les reconversions se ressent-elles toujours aussi bien? « C'est un métier auquel on se consacre à 100 %, sans penser qu'un jour tout s'arrêtera, observe-t-il. Un champion, c'est une personne assistée qui n'imagine pas qu'elle sera, du jour au lendemain, confrontée aux problèmes de la vie, à soi-même et obligé d'organiser sa propre vie. Ce n'est pas évident, même pour ceux qui ont gagné beaucoup d'argent dans ce sport. D'où certains échecs. »

Et la crise du cyclisme français? « C'est l'économie qui est en cause.

Une équipe compétitive, c'est un investissement annuel d'une trentaine de millions. On comprend qu'on puisse hésiter à engager une telle somme. Le problème, en fait, ce n'est pas l'argent mais l'assurance de gagner le Tour. Or, actuellement, il y a peu de coureurs français capables d'une telle performance. Le cyclisme français étouffé par le succès du Tour? « Bien sûr, il étouffe tout », estime Raymond Poulidor en suggérant des accords associant la retransmission du Tour à celle d'autres épreuves secondaires. Souhaite-t-il le retour des équipes nationales? « Cela a été envisagé mais est-ce possible? Pourquoi, comme l'a suggéré Jacques Goddet, ne pas revenir à cette formule tous les quatre ans? Pour le public, ce serait merveilleux et les sponsors n'y perdraient pas. »

PATRICK FRANCÈS

### Les classements

#### DIXIÈME ÉTAPE

Luxembourg-Strasbourg  
(217 kilomètres)

1. Van Poppel (P-B), 5 h 2 min 45 s; 2. Abdoujaparov (CEI), même temps; 3. Jalabert (Fra), même temps; 4. Museeuw (Bel), même temps; 5. Ludvig (All), même temps.

Général : 1. Lino (Fra), 42 h 1 min 48 s; 2. Indurain (Esp), à 1 min 27 s; 3. Skibby (Dan), à 3 min 47 s; 4. Roche (Irl), à 4 min 15 s; 5. LeMond (EU), à 4 min 27 s.

### FAITS DIVERS

□ Noyade accidentelle pour le petit Comorien disparu à Marseille. - L'autopsie du petit Djemel, Comorien âgé de cinq ans, dont le corps avait été retrouvé, le 14 juillet, dans le canal de Provence à Marseille (Bouches-du-Rhône), a confirmé la thèse de la noyade accidentelle. En dix-neuf ans, Djemel serait le dixième enfant de la cité de la Savine, située dans les quartiers nord de la ville, à mourir noyé dans le canal qui, à cet endroit, est à ciel ouvert.



Photo: Michel P. / Ag. France Presse

# Ovation

pour Avignon ! Pendant le festival, les bus jouent leur rôle à fond.

Le Comité de promotion des transports publics, ce sont les élus, les entreprises de transport public, les constructeurs de matériel de transport qui agissent ensemble.

Pour que ça roule, priorité aux transports en commun.



## L'Été festival/Avignon

## La souffrance et la comédie

Auteur et metteur en scène, Jean-Louis Bourdon règle son compte à la misère

DERRIÈRE LES COLLINES  
à la salle Benoît-XII

Soirée de cauchemar : *Derrière les collines*, de Jean-Louis Bourdon, c'est une descente imprévue chez les non-citoyens, les non-inscrits. Pire que les travailleurs immigrés des dortoirs. La sous-France (le jeu de mots idiot s'impose : la souffrance, la vraie, la glaciale).

Premier regard : le décor. Du réalisme pur et simple. Il y a toujours, dans ces repaires des hors-la-loi, des entassements de ferrailles, outils cassés, cadres de vélo. Ni gaz, ni électricité, tout est coupé évidemment, et la plupart du temps pas de jour parce que les carreaux ont été cassés et remplacés par du carton. Des détails inattendus, qui reviennent d'un taudis à l'autre : une fleur en papier rose, fauchée dans un stand de foire, est punaisée au mur. Toujours au moins une poupée, par exemple coincée dans les ressorts d'un lit pliant démolé. La seule anomalie du décor de

Vincent Mozanega, c'est le sol : il nous montre un sol genre lino ou ciment, avec quelques carreaux usés – on voit surtout la corde grise. Mais les sols des taudis, ce ne sont qu'amoncellements de vieux chiffons, de papiers souillés, de coquilles d'œufs, d'épluchures.

Bourdon place là trois «lumpen» : une femme et deux hommes. Et, comme pour l'ensemble du lieu, il est exact. L'un des deux hommes, Box, est un ancien boxeur d'énorme série, dont les combats et les blessures ont fait un infirme, qui n'a même plus sa tête à lui. L'autre, Crabbe, est un ex-intello, on ne sait quoi au juste, mais il est courant que, dans ces repaires de l'absolue détresse, n'importe où, Rouen ou Nancy, ou ailleurs (et parfois en plein centre-ville), les équipes de la protection de l'enfance rencontrent un ex-professeur de physique polonais, un ex-médecin hongrois, dans une sorte d'inconscience, étendu sur un matelas que les déjections ont fendu : c'est qu'il a été recueilli par la femme de ce «foyer».

Parce que, plus d'une fois, c'est une femme, pourtant dé-socialisée elle aussi, qui empêche les autres de se laisser mourir sur place. Et celle qu'assume Jean-Louis Bourdon est sans doute la plus remarquable des trois protagonistes. Mercedes est une femme pas jeune (ou que sa vie affreuse vieillit), elle n'est pas un haricot vert – assez énorme au contraire (ce qu'on arrive à manger dans les taudis, ça ferait plutôt grossir, rognures de saucissons ramassées à terre après le marché ou malpçons de confiseries que l'usine a rejetées). Et cette Mercedes, corsetée, pomponnée, volontaire, parvient, en se prosternant, à ramasser trois sous par jour, et même un petit peu plus (il le faut, les sous-proles sont exploités puisqu'ils sont les plus pauvres, par exemple ils ne peuvent acheter les Gauloises qu'une par une, et il y a des tabacs qui en profitent pour les faire payer plus cher).

Voilà le tableau – excusez du peu. Les gens qui vivent comme ça, ils sont, en France, nettement plus d'un million. Tous ceux qui,

depuis quelques mois, font la manche dans les rues et dans les métros sont presque moins «dérivés».

«Dénouer  
et dire la vérité»

Une chose est sûre : il suffit de voir ce que Bourdon fait faire à ses trois «gus», d'entendre ce qu'il leur fait dire, pour sentir tout de suite qu'il n'a pas choisi la sous-France pour la frime, pour faire l'intéressant : il est de toute évidence sincère, il connaît la question. Sa pièce relève du témoignage, du compte à régler. Il est sûr aussi que cet auteur sait écrire, qu'il dispose de l'énergie spirituelle d'un vrai dramaturge. Il s'est alors mesuré à un obstacle : porter au théâtre l'inmontrable. Et les trois parias de Bourdon n'ont pas même l'air de se présenter comme des «métaphores» (comme l'on dit beaucoup ces jours-ci), ils n'ont rien à voir avec les clowns-clodos de Beckett, par exemple. C'est la révolte que provoquent en moi la

*faim et l'humiliation dans le monde qui me permet d'écrire : mais quand on veut dénoncer, dire la vérité, il faut écrire des comédies, sinon ça se marche pas*, dit Jean-Louis Bourdon. Il a raison.

Et la comédie, dans le fil de *Derrière les collines*, c'est l'irruption dans ce taudis, comme un cheveu d'or dans la merde, d'une jeune fille, dont nous ne saurons pas si elle est une débile mentale ou une «métaphore» d'ange du ciel, ou un archétype de liberté lumineuse absolue qu'imaginerait Bourdon. Forcément elle rend les deux hommes fous de désir, la femme folle de jalousie, puis la voilà promise, à son tour, au trottoir, mais, juste avant le rideau final, apparaît sur scène, qui vient la sauver, l'auteur en personne, Jean-Louis Bourdon, costumé moitié en aviateur de Brecht, moitié en motard façon Brando : un gag à la bonne franquette.

Chantal Neurwith (Mercedes) est vraiment formidable de présence, elle invente d'un trait net, aigu, l'irradiation d'une volonté qui sur-

vit dans l'épouvante et au-delà de l'épouvante. Les spectateurs ont eu à maintes reprises l'occasion de voir que Jean-Paul Muel (Box) et Philippe Khorsand (Crabbe) sont des acteurs de premier plan. Laurence Kempf garde à la jeune passante son mystère inatteignable : on lui donnerait tous les diables sans confession. Mise en scène «évidente» de l'auteur. Bourdon dit, et il a raison : «Je crois qu'écrire, c'est déjà faire la mise en scène et la direction d'acteurs» – et cela est vrai surtout, peut-être, lorsque est en jeu quelque chose d'aussi délicat d'approche que le dénuement et le désespoir les plus durs.

Pourtant, passer comme cela, d'un coup, du soleil de Provence, des platanes et des tournesols, aux ténèbres de Bourdon, ce n'est pas la joie, vous êtes prévenus.

MICHEL COURNOT

Jusqu'au 19 juillet à 21 h 30, Salle Benoît-XII. Tél. : 90-86-24-43.

## Les absences de Rufus

RUFUS  
à Villeneuve-lès-Avignon

Le comble de la présence, pour un acteur, c'est savoir s'imposer par ses absences. Entendons : par une façon d'être là sans en avoir l'air, à la Rufus, comme tiré brutalement d'une autre histoire, entré en scène du pas hésitant d'un distrait qui se serait trompé de porte et ne parviendrait pas à articuler une explication de son égarement.

Le meilleur Rufus est celui qui se livre ainsi au public, surgi incongru, démuné, déphasé, entre théâtre et rêverie intime. Le reste du temps, un autre Rufus fait son métier de clown. Il cabriole de cour à jardin, change de chapeau, transporte une grosse valise, s'y introduit, s'en extrait, monte et descend un escalier et raconte des histoires sinistrement drôles de grincements forcés en butte à l'ambivalence publique, de délégué vicieux pris au piège de l'amour, d'ennemi des bêtes contraint de louer un chat pour le week-end

et d'y trouver son contentement.

Pour ceux qui cherchent du sens sous la volée verbale, les récits de cet amuseur contenant une sage mise en garde contre les folies de l'égotisme, les perversités de l'ordre bureaucratique. Un message toujours bon à entendre. Mais certains spectateurs préfèrent goûter, au théâtre, cette émotion qui ne doit rien au message et tout au mystère d'une déglaine, d'une grimace, d'un déséquilibre au bord d'on ne sait quel vertige de déviance ou d'aphasie.

Pour eux, le vrai Rufus est celui qui, au début et à la fin de son spectacle, réussit à passer au-delà des mots du jeu, du métier, comme il le fit par instants dans la Cour d'honneur du Palais des Papes, naguère, dans le mémorable *En attendant Godot* de Kravtch. Absent, enfin, tel qu'en lui-même.

BERNADETTE BOST

Jusqu'au 30 juillet, à 22 heures, au cloître de la Collégiale, Villeneuve-lès-Avignon. Tél. : 90-25-61-33.

## Les dieux que nous ne connaissons pas

Traditions noires, traditions indiennes, musique et religion étroitement unies



Rites et folklore. Venu directement de Barlovento, au Venezuela : le Teatro Negro.

TEATRO NEGRO  
à la Faculté des sciences

Dans la cour de la Faculté des sciences, sur fond d'arbres sombres, des dieux inconnus font vibrer les couleurs. Ils viennent du Venezuela, en même temps que les tambours du Teatro Negro. C'est-à-dire un groupe d'hommes et de femmes exerçant toutes sortes de professions très quotidiennes – professeurs, professeurs, maçons – et dont la plupart pratiquent la *santaria*, cette religion qui mêle les signes du catholicisme et les rites africains (le Monde du 9 juillet).

A Barlovento, aux heures de pause de leur travail, en plein soleil souvent, regardés par leurs enfants, par des gens qui passaient et se sont arrêtés, les membres du Teatro Negro se réunissent dans l'odeur à la fois âcre et sucrée du cacao qui fermentent en tas sous les toits en toile, à cent vingt kilomètres de Caracas, cent vingt kilomètres de routes de montagne, toutes en tournants.

A Avignon, ils donnent un spectacle, le soir, sur scène dans la cour de la Faculté des sciences. Ils dansent avec le même bonheur, la même frénésie tropicale que chez eux. Leur «théâtre» raconte l'histoire simple et sans fin des corps qui aiment, qui se cherchent et se quittent, se choi-

ssent. C'est un jeu vraiment, immédiat, fort mais sans brutalité.

Le jeu est semblable quand ils s'adressent à leurs dieux. Les mêmes mouvements, plus scandés encore, plus nerveux, qui s'accroissent jusqu'à la distorsion, jusqu'à ce que les corps paraissent à la fois habités d'une vie autonome, et soudés les uns aux autres par un lien invisible. Ce n'est pas une danse «chacun pour soi».

Une irrésistible  
allégresse

Ici, nous assistons à un spectacle, conservant nos habitudes, notre façon de rester assis, de bouger le moins possible, d'applaudir à la fin, quand la lumière se rallume, pour ne pas déranger. Au Venezuela, les gens qui regardent, même immobiles – et ils le demeurent rarement – participent à la représentation de la cérémonie. Ils connaissent la forme et le sens du rituel, comme les chrétiens d'Europe savent ce qu'il faut faire dans une église, et pourquoi. Evidemment, à Avignon, les spectateurs peuvent seulement apprécier la musique et la danse.

Mais la musique et la danse dégagent une telle allégresse qu'il est difficile d'y résister. On dirait que le bonheur fait danser les gens de Barlovento : une fureur

vitale qui les entraîne, et secoue le public. On ne sait rien ou peu de leur religion, mais une chose est sûre : elle fait confiance au désir de liberté, elle ne se choque pas puritaine. Elle ne se choque pas, paraît-il, d'être mise en spectacle. Les dieux de là-bas aiment la vie.

De toute façon, le spectacle peut paraître exotique, mais les références à l'Afrique, aux rythmes afro-cubains ne nous sont pas totalement étrangères. Prévenir le public, en espagnol et en français, de la gravité de ce que l'on va voir est inutile. Le caractère sceptique des Français les met immédiatement en état de méfiance, brise leurs réactions. Il est également inutile d'avertir : «Vous allez voir des gens qui vont faire telle et telle chose» ou, comme pour le spectacle des Indiens du Mexique «les gens que vous allez voir n'ont pas l'habitude de la scène». Naturellement, on s'en aperçoit tout de suite. D'autant que, là, les références manquent.

Devant les arches du Cloître des Célestins, ils arrivent coiffés de plumes multicolores, étonnantes de verroteries, griment sur une sorte de potence à quatre branches auxquelles ils s'accrochent et qu'ils font tourner. D'autres arrivent, vêtus de couleurs vives et de broderies scintillantes, les bras ballants, la tête

penchée vers la terre, comme en confiance avec elle.

Leurs pas dessinent des figures autour d'une jeune fille en blanc pour la guérir d'une morsure de serpent. Ils rythment leurs évolutions en tapant les planches avec le talon de leurs bottes mexicaines. Ils paraissent aussi largués que nous en face d'eux. Mais ils font ce qu'ils doivent faire avec calme et conscience, adressent en s'en allant un petit signe enfantin de la main. Ils provoquent un sentiment de tendresse, quelque chose d'émouvant qui donne envie de vraiment les comprendre, de se faire entendre d'eux.

Ils n'ont pas l'habitude de la scène, et la scène n'est pas leur pays. On voudrait les voir se balader dans leur vrai costume, parcourir les rues, s'arrêter sur les places, découvrir Avignon, raconter leurs étonnements sur leurs flûtes gringantes. Alors peut-être pourrait-on dialoguer.

COLETTE GODARD

Teatro Negro de Barlovento, cour de la Faculté des sciences, les 16 et 18 juillet à 22 heures. En alternance avec le Groupe Madera, les 17 et 19 juillet à 22 heures.

Dances indiennes du Mexique, Cloître des Célestins, à 22 heures. Huit groupes en alternance, jusqu'au 31 juillet. Tél. : 90-86-24-43.

## EN BREF

□ Flûte à Saint-Maur. – A l'initiative de l'association française de la flûte, la traversière, quatre journées entièrement consacrées à cet instrument vont réunir à Saint-Maur (Val-de-Marne) et à la salle Gaveau à Paris, autour de Jean-Pierre Rampal, des musiciens venus de dix pays d'Europe (Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas, Suède, Suisse et France). Du 16 au 19 juillet alterneront concerts, ateliers, master-classes et conférences. Des expositions compléteront le programme. Jean-Pierre Rampal sera présent tout au long de ces rencontres et notamment lors de la journée de clôture qui lui sera entièrement dédiée pour son 70<sup>e</sup> anniversaire.

► Conservatoire national et Théâtre Rond-Point Liberté à Saint-Maur (94) et salle Gaveau à Paris. Programme complet auprès de La Traversière, tél. : 43-74-72-64.

□ Un dessin à la craie de Gainsborough vendu 3,5 millions de francs à Londres. – Intitulé *Une famille de paysans allant au marché*, un dessin à la craie de l'artiste anglais Thomas Gainsborough (1727-1788) a été vendu aux enchères 352 000 livres (environ 3,5 millions de francs) le 14 juillet chez Christie's, à Londres. Au cours de la même vente consacrée aux peintres britanniques, une gouache de William Turner (1775-1851), représentant un paysage de montagne en Suisse, a atteint 242 000 livres.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde  
DES LIVRESIntermittents du spectacle :  
une lettre du ministre  
à Alain Crombecque

Le ministre de la culture, a adressé, le 14 juillet, à Alain Crombecque, directeur du Festival d'Avignon, une lettre lui apportant «un certain nombre de précisions» sur la situation des intermittents du spectacle qui laissent planer la menace d'une grève nationale le 16 juillet.

Le ministre y reconnaît que les artistes «réclament, à juste titre, que le principe d'indemnisation spécial soit préservé» dans la négociation en cours sur le régime d'indemnisation du chômage de cette catégorie de professionnels. «Dans la limite des compétences qui sont les miennes, ajoute-t-il, je persisterai à faire entendre la voix des artistes et des techniciens du spectacle».

Mais il rappelle que «seules les organisations syndicales et patronales, disposent (...) d'un pouvoir de négociation sur le régime d'assurance-chômage». Il précise, en outre, avoir «dans le cadre de ma fonction morale, toujours revendiqué avec force, au nom des artistes, le respect de deux principes essentiels : l'existence d'un régime spécifique d'indemnisation du chômage pour les professions du spectacle, le maintien d'une solidarité interprofessionnelle active».

Selon le ministre, «les discussions sont en cours sur ces bases». Il indique, enfin, que la négociation entre patronat et syndicats, qui reprendra le 17 juillet, «ne concerne que le régime général de l'UNEDIC et ne porte donc pas sur les annexes 8 et 10 relatives aux intermittents du spectacle qui continueront d'être appliquées jusqu'au 30 septembre 1992».

KSA 66444



سلا في الوطن

# CULTURE

## L'Été festival

### Don McCullin, ou le retour du dinosaure

Les 23<sup>es</sup> Rencontres d'Arles ont été marquées par la présence du plus grand des photographes de guerre

#### ARLES

Le succès des Rencontres photographiques s'est patiemment construit autour de quelques dinosaures de l'image fin débarqués du monde : Ansel Adams, Eugène Smith, les émouvants essais sur les ravages de la pollution à Minamata, Manuel Alvarez-Bravo, André Kertész, Jacques-Henri Lartigue, même Henri Cartier-Bresson, qui n'a pourtant jamais été un véritable amateur, mais un professionnel. Les amateurs se retrouvent à la rencontre de la photographie, mais se retrouvent aussi à la découverte de la photographie.

Et Don McCullin est arrivé. Le plus grand photographe de guerre de l'histoire, celui qui a couvert les conflits des années 70 - Biafra, Vietnam, Cambodge, Salvador, Irlande du Nord - à boulevard Arles avec une exposition rétrospective et une œuvre au Théâtre antique. L'ont ovationnés. Question : « Quel travail donneriez-vous à un photographe qui voudrait partir en voyage ? » Réponse : « Une grande photo. Le monde est donné. Ce 9 juillet à 22 heures marquait le vrai démarrage des Rencontres.

Publiées pendant vingt ans dans le *Sunday Times*, les photographies de Don McCullin ont été présentées pour la première fois en France, au Palais de l'Architecture. Parfaitement mises en scène par Robert Pledge, elles prennent une autre dimension et acquièrent une autre portée. Elles sont rythmées par des textes sans cesse de McCullin : « Les photographes ne sont pas des voyeurs. Ils sont des témoins. On ne peut pas voir ce qu'on ne veut pas voir. Ce n'est pas différent, tout ce que j'ai vu, tout ce que j'ai vu, tout ce que j'ai vu... »

Cette émotion, on l'a retrouvée à Nîmes, où la galerie Agnès Gallier présentait une rétrospective d'Hervé Liebert dans un espace blanc limpide, baigné de soleil, à l'écart du tumulte arlésien. Outre la présence étonnante du rare ouvrage d'August Sander sur les Allemands, jamais sorti de la bibliothèque de l'Institut national de l'audiovisuel (INA), on trouve aussi des livres de l'artiste, des livres de l'artiste, des livres de l'artiste.

Arles réservait aussi deux belles surprises. Les paysages de Thibaut Caumont (le Monde du 14 juillet) et une exposition consacrée par Dominique Gassier aux plus beaux livres d'art, des livres d'art, des livres d'art, des livres d'art.

Arles réservait aussi deux belles surprises. Les paysages de Thibaut Caumont (le Monde du 14 juillet) et une exposition consacrée par Dominique Gassier aux plus beaux livres d'art, des livres d'art, des livres d'art, des livres d'art.

La Convention entre l'INA et la Bibliothèque de France - l'Institut national de l'audiovisuel (INA) et l'Etablissement public de la Bibliothèque de France ont signé le 10 juillet une convention portant sur la constitution, pour la Très Grande Bibliothèque d'un fonds audiovisuel de collections de l'INA, et représentant entre 2 500 et 2 000 heures de programmes. L'engagement qui prévoit le traitement documentaire, de restauration et de copie de fonds dont la Bibliothèque de France acquerra ainsi les droits, porte sur plus de 16 millions de francs, a précisé Dominique Jamet, président de l'Etablissement public de la BnF.

sau Prévert-Isis, le *livre de la mort* de Morand-Brassat, Carco-René-Jacques, Cendrars-Doisneau, Jean Orlan-Arget. Les années 50 ont aussi été imprimées (l'imprimeur est également éditeur), les photographes ont été impressionnés, les tirages ont été impressionnés, les tirages ont été impressionnés.

Les années 50 amèneront des livres populaires, que l'on appelle les *livres de la mort*, comme l'explique Dominique Gassier. Les tirages ont été impressionnés, les tirages ont été impressionnés, les tirages ont été impressionnés.

Avec une vingtaine d'expositions axées sur le portrait et le paysage, le directeur artistique de ces rencontres, Louis Maspé, a présenté un programme équilibré et très bon, très bon, très bon, très bon.

Plus inquiétant, de nombreux photographes (institutions étrangères) et des galeries ont quitté Arles cette année.

Cet esprit des Rencontres, ce sont les habitants de la ville de Muret, arrivés par milliers pour voir les portraits par Jean-François Bauret, Jean-Claude Gaudrand, qui secoue l'auditoire avec sa série *Les enfants de la photo de sport*. Les enfants de la photo de sport, les enfants de la photo de sport, les enfants de la photo de sport.

Les Rencontres, on les trouve aussi à l'Arles Antique, chaque jour par un millier de photographes en herbe, galeries et documentalistes. Dans le brouhaha du salon règne toujours l'imperturbable Jean-Claude Lemagny, de la Bibliothèque nationale. De 9 heures à 19 heures, sans interruption, il regarde, il regarde, il regarde, il regarde.

Michel Guerrin  
Les Rencontres des Rencontres photographiques d'Arles s'achèvent le 16 août. Tél. : 80-86-78-06.

**ANDRÉ FROSSARD**  
de l'Académie française

Excusez-moi d'être Français

Fayard

120 p. 69 F

**FAYARD**

# CARNET DU Monde

## Naissances

Benjamin et Léah DUVSHANI, Nathalie, Emmanuel et Lirav, annoncent la naissance, le 7 juillet 1992, de **Madda**. 71 bis rue de Vaugirard, 75006 Paris.

## Décès

Max Morabia, et sa famille, Knud et Liliane Olsson, et son fils cédé Bézou, et ses amis Simone, Linda, Denise, Anna et Alice, ont le regret d'annoncer le décès de **Cécile AMBAR MORABIA**, survenue le 12 juillet 1992.

Elle s'est battue jusqu'au bout comme un vaillant petit soldat, et nous a laissés, en la laissant, un souvenir d'homme.

M. Claude Dassa, M. et M. Roger Dassa, M. et M. Olivier Dassa, et leur fille, M. Thierry Dassa, et M. Catherine Bétrou, M. et M. Benoît Dassa, ont le regret d'annoncer le décès de **Pierre-Guillaume de Bénouville**, survenu le 12 juillet 1992.

M. Marcel DASSAULT, née Madeleine Miché, qui s'est endormie en son domicile le 12 juillet 1992, dans sa quatre-vingt-douzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 16 juillet, à 10 h 30, à l'église de la Madeleine, 66 rue de Valenciennes, Paris-10.

Cet avis tient lieu de faire-part. (Le Monde du 14 juillet)

M. et M. Claude Gouze, et leur fille, M. et M. Robert Gouze, et leur fils, M. et M. Pierre Maurel, et leurs enfants, ont le regret d'annoncer le décès de **docteur Jean-Claude GOUZE**, vice-président du conseil d'administration de l'École Supérieure de Commerce de Grenoble, survenu le 13 juillet 1992.

Une cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 16 juillet, à 16 heures, en l'église de la Rédemption, à Lyon-6.

Ni faire-part ni avis.

Cet avis tient lieu de faire-part.

2, boulevard des Belges, 69006 Lyon.

M. et M. Stampo-Toor, son épouse, ont le regret d'annoncer le décès de **M. Albert-Louis STAMPA**, président du conseil d'administration de l'École Supérieure de Commerce de Grenoble, survenu le 11 juillet 1992.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église de l'Oratoire du Louvre, à Paris-1<sup>re</sup>, le vendredi 17 juillet, à 8 h.

L'inhumation se fera au cimetière du Montparnasse.

Le service commémoratif aura lieu ultérieurement.

L'Éternel se souvient. M. et M. Stampo-Toor, son épouse, ont le regret d'annoncer le décès de **M. Albert-Louis STAMPA**, président du conseil d'administration de l'École Supérieure de Commerce de Grenoble, survenu le 11 juillet 1992.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église de l'Oratoire du Louvre, à Paris-1<sup>re</sup>, le vendredi 17 juillet, à 8 h.

Sa femme Laurence, née Combe, et sa fille Louise, dont la naissance est attendue prochainement, ont l'immense chagrin d'annoncer le décès de **Bruno d'INGUIMBERT**, mort le 9 juillet 1992, à l'âge de trente-quatre ans, par apoplexie, donc heureux.

Il a été enterré parmi ses aïeux, à Saint-Antoine-du-Var.

Il a été enterré parmi ses aïeux, à Saint-Antoine-du-Var.

Il a été enterré parmi ses aïeux, à Saint-Antoine-du-Var.

Il a été enterré parmi ses aïeux, à Saint-Antoine-du-Var.

Il a été enterré parmi ses aïeux, à Saint-Antoine-du-Var.

Il a été enterré parmi ses aïeux, à Saint-Antoine-du-Var.

Il a été enterré parmi ses aïeux, à Saint-Antoine-du-Var.

Il a été enterré parmi ses aïeux, à Saint-Antoine-du-Var.

Il a été enterré parmi ses aïeux, à Saint-Antoine-du-Var.

Il a été enterré parmi ses aïeux, à Saint-Antoine-du-Var.

Il a été enterré parmi ses aïeux, à Saint-Antoine-du-Var.

Il a été enterré parmi ses aïeux, à Saint-Antoine-du-Var.

Il a été enterré parmi ses aïeux, à Saint-Antoine-du-Var.

Il a été enterré parmi ses aïeux, à Saint-Antoine-du-Var.

Il a été enterré parmi ses aïeux, à Saint-Antoine-du-Var.

Il a été enterré parmi ses aïeux, à Saint-Antoine-du-Var.

Il a été enterré parmi ses aïeux, à Saint-Antoine-du-Var.

Il a été enterré parmi ses aïeux, à Saint-Antoine-du-Var.

Il a été enterré parmi ses aïeux, à Saint-Antoine-du-Var.

Il a été enterré parmi ses aïeux, à Saint-Antoine-du-Var.

Après une vie longue, féconde et passionnée, **Jean WEINFELD**, ancien élève du Bauhaus, architecte, décorateur, luthier d'art, a quitté le 11 juillet 1992.

L'incinération aura lieu au columbarium du Père-Lachaise, à l'occasion d'un service, le vendredi 17 juillet.

De la part de sa famille, et de ses nombreux amis.

Madame CHAJUT, deux frères, Benjamin et Bernard CHAJUT, furent arrêtés par la police à Vichy parce que juifs, puis déportés à Auschwitz, où ils périrent.

Un fervent hommage à leur mémoire.

Pour l'Histoire.

Il y a cinquante ans, le 16 juillet 1942, disparaissait dans le rafle du Vel d'Hiv, **Simon GUTMAN**.

Il y a cinquante ans, le 16 juillet 1942, disparaissait dans le rafle du Vel d'Hiv, **Simon GUTMAN**.

Il y a cinquante ans, le 16 juillet 1942, disparaissait dans le rafle du Vel d'Hiv, **Simon GUTMAN**.

Il y a cinquante ans, le 16 juillet 1942, disparaissait dans le rafle du Vel d'Hiv, **Simon GUTMAN**.

Il y a cinquante ans, le 16 juillet 1942, disparaissait dans le rafle du Vel d'Hiv, **Simon GUTMAN**.

Il y a cinquante ans, le 16 juillet 1942, disparaissait dans le rafle du Vel d'Hiv, **Simon GUTMAN**.

Il y a cinquante ans, le 16 juillet 1942, disparaissait dans le rafle du Vel d'Hiv, **Simon GUTMAN**.

Il y a cinquante ans, le 16 juillet 1942, disparaissait dans le rafle du Vel d'Hiv, **Simon GUTMAN**.

Il y a cinquante ans, le 16 juillet 1942, disparaissait dans le rafle du Vel d'Hiv, **Simon GUTMAN**.

Il y a cinquante ans, le 16 juillet 1942, disparaissait dans le rafle du Vel d'Hiv, **Simon GUTMAN**.

Il y a cinquante ans, le 16 juillet 1942, disparaissait dans le rafle du Vel d'Hiv, **Simon GUTMAN**.

Il y a cinquante ans, le 16 juillet 1942, disparaissait dans le rafle du Vel d'Hiv, **Simon GUTMAN**.

Il y a cinquante ans, le 16 juillet 1942, disparaissait dans le rafle du Vel d'Hiv, **Simon GUTMAN**.

Il y a cinquante ans, le 16 juillet 1942, disparaissait dans le rafle du Vel d'Hiv, **Simon GUTMAN**.

Il y a cinquante ans, le 16 juillet 1942, disparaissait dans le rafle du Vel d'Hiv, **Simon GUTMAN**.

Il y a cinquante ans, le 16 juillet 1942, disparaissait dans le rafle du Vel d'Hiv, **Simon GUTMAN**.

## AUTOMOBILE

### La Cinquecento, Fiat et les autres

En livrant sur la plupart des marchés européens la Cinquecento, Fiat propose un modèle, qui pourrait être le plus petit des petits, le plus petit des petits, le plus petit des petits.

La Cinquecento, Fiat et les autres.

En livrant sur la plupart des marchés européens la Cinquecento, Fiat propose un modèle, qui pourrait être le plus petit des petits, le plus petit des petits, le plus petit des petits.

La Cinquecento, Fiat et les autres.

La Cinquecento, Fiat et les autres.

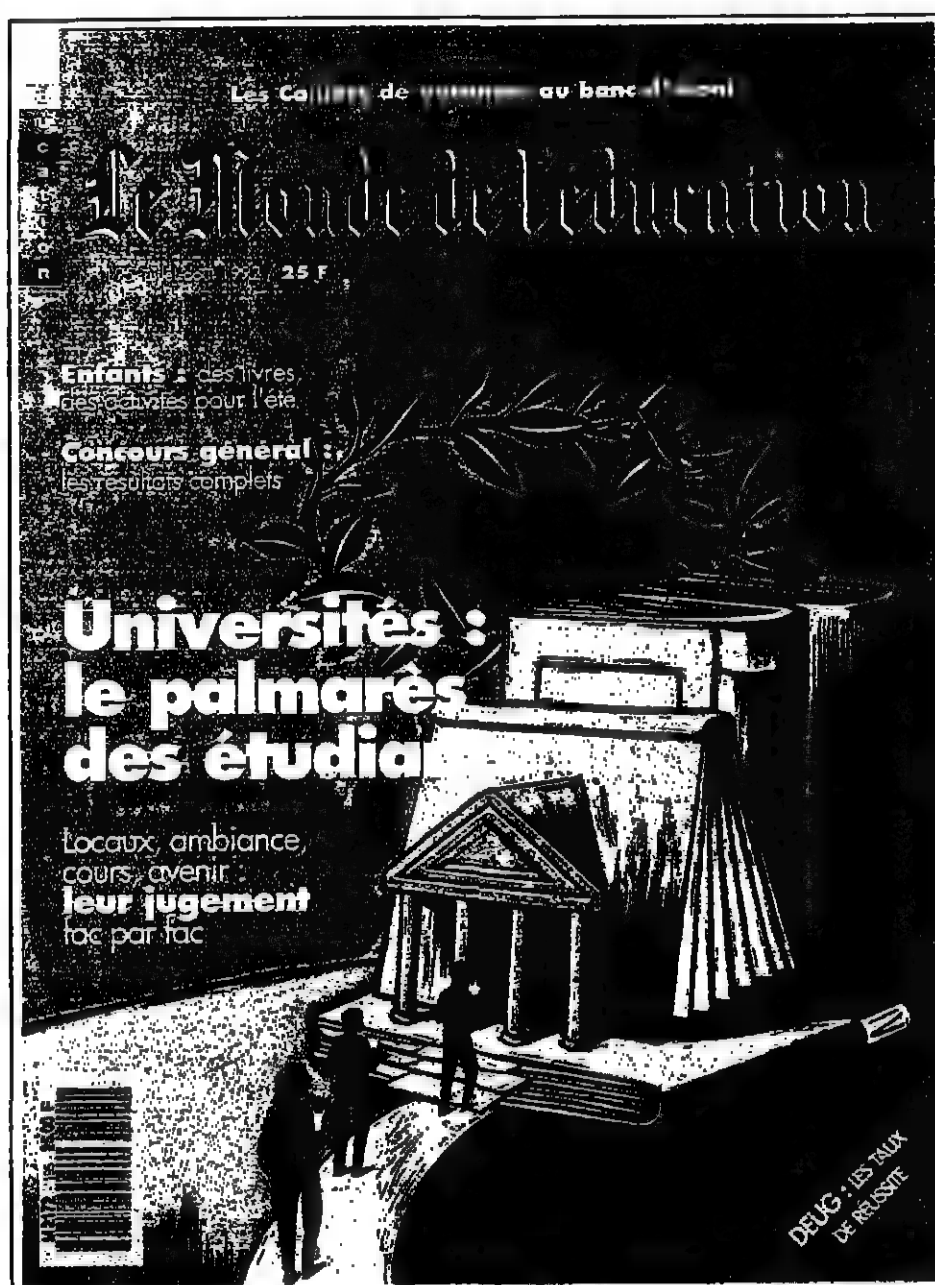


**Numéro de juillet-août 1992 - 25 F**  
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

**EXCLUSIF**

**Les étudiants jugent leurs universités**

Dans un sondage exceptionnel, 14 000 étudiants notent leur fac. Locaux, cours, ambiance, avenir : découvrez le profil des 71 universités, discipline par discipline, ville par ville.



**Banc d'essai :**

**Les cahiers de devoirs de vacances**

Comparer pour mieux choisir : 19 cahiers de vacances de l'école primaire ont été testés par des enseignants, des parents et des enfants.

**Dossier exclusif :**

**Le palmarès des DEUG**

Les taux de réussite aux DEUG, filière par filière, fac par fac.

**Sélection vacances :**

**Des livres et des activités pour l'été**

Contes, romans, albums, B.D., les choix du Monde de l'éducation, pour les tout-petits, les enfants et les ados. Et aussi des sorties, des spectacles et des festivals, avec ou sans les parents.

سكيا على المصطفى



صدا عن الوطن

## ÉCONOMIE

### La réunion du conseil de la Bundesbank et la politique monétaire

#### La City contre Francfort

La Banque centrale allemande va-t-elle à nouveau resserrer la politique monétaire? Une réunion de son conseil doit en décider jeudi 16 juillet, à l'issue de laquelle une conférence de presse doit avoir lieu. Mais d'ores et déjà, redoutant un relèvement des taux directeurs allemands, les mises en garde des partenaires se sont multipliées. La France et la Grande-Bretagne dénonçant de concert toute nouvelle hausse des taux d'intérêt qui les contraindrait à faire de même alors qu'elles ont besoin d'un argent moins cher pour accélérer leur croissance économique (le Monde du 15 juillet).

Comme chaque fois que les regards se tournent vers l'institut de Francfort, le débat est relancé sur l'égalisme allemand. Etant donné la position centrale du mark sur les marchés financiers européens, la Bundesbank ne devrait-elle pas tenir compte de la situation des autres dans ses décisions? L'OCDE, dans son dernier rapport sur l'Allemagne, vient d'épauler. Pour les

économistes de la Muette, réduire l'inflation doit être l'objectif prioritaire de l'Allemagne. Les Allemands sont persévérants, à cause notamment des poussées salariales, la rigueur monétaire doit être maintenue. De son côté, la Bundesbank n'est pas insensible aux critiques. Elle n'est pas le monstre froid que l'on dépeint à Paris ou à Londres, pour la bonne raison qu'à ses yeux, une bonne politique monétaire n'est pas une politique imposée mais une politique expliquée publiquement et acceptée. La «Buba», dans son rapport mensuel de juillet publié mercredi 15, intervient donc dans le débat. Elle souligne que l'unification allemande est très bénéfique pour les partenaires. Selon ses calculs, les fortes importations entrainées par l'unification ont permis un surplus de croissance de 2 % à la

France, de 1 % à l'Irlande, les Pays-Bas ou le Danemark et d'un demi-point à la France, l'Italie et la Grande-Bretagne. En fait, le débat au niveau des gouvernements est tranché depuis longtemps. Les critiques contre l'Allemagne se sont tues, comme l'a montré le sommet de Munich, dès lors que les gouvernements ont compris que le pire serait un prolongement de l'inflation en Allemagne. Le problème est celui du fonctionnement bancal du système monétaire européen qui empêche un pays à inflation basse de réduire ses taux d'intérêt. La raison en est que les marchés financiers ont une confiance encore hésitante dans le franc ou le livre. Si Paris a des raisons légitimes de se plaindre, le Royaume-Uni a des raisons de se plaindre sur une éventuelle «dévaluation compétitive» de la monnaie britannique n'est pas fait pour le rassurer. Vaut-il sérieusement à la fois baisser les taux anglais et dévaluer le livre? Les milieux financiers de la City, plutôt que d'accuser Francfort, feraient peut-être bien de comprendre qu'ils se tirent dans le pied.

ÉRIC LE BOUCHER

■ L'Office fédéral de la statistique, plus de 1 000 entreprises de l'industrie ont réalisé en 1990 un chiffre d'affaires de 35,8 milliards de deutschemarks (contre 32,8 milliards l'année précédente) en Allemagne. L'Office fédéral de la statistique, décliné en 1 213 éditions, représenterait 25,43 millions d'exemplaires chaque jour (+0,35 million). Le 8 106 titres de presse magazine diffusent 327 millions d'exemplaires, contre 311 millions en 1989. Le chiffre d'affaires des entreprises de presse se partageait à peu près par moitié entre la publicité ou les abonnements, et les ventes de journaux. Elles employaient 252 979 personnes, dont 18 514 journalistes et plus de 113 000 courriers livrant les journaux à domicile.

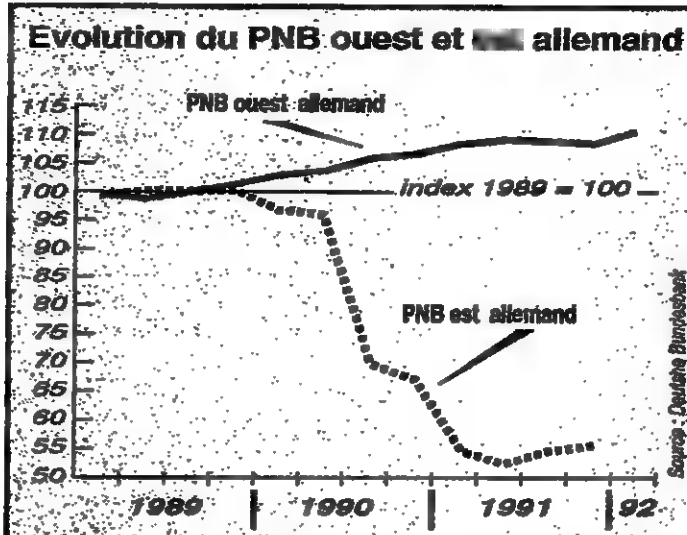
### 1992, une nouvelle année difficile pour l'Allemagne

FRANCFORT

Le directeur de l'Organisation de coopération et du développement économique (OCDE) estime que 1992 sera une nouvelle année difficile pour les deux parties de l'Allemagne, ne manquant pas de gains en productivité. À l'Est, la production - qui a baissé de 30 % en 1991 - devrait repartir fortement. Mais la diminution des investissements prendra la place de la croissance de la production et la productivité qui freine les investissements.

À l'Ouest, la croissance sera plus faible que celle de l'Est. L'OCDE estime que la production - qui a baissé de 30 % en 1991 - devrait repartir fortement. Mais la diminution des investissements prendra la place de la croissance de la production et la productivité qui freine les investissements.

La hausse des prix devrait être de 3 % à 3,5 % dans la seconde partie de cette année, selon l'OCDE. Mais la hausse programmée de la TVA au 1<sup>er</sup> janvier 1993 (pour



cause d'harmonisation européenne), va provoquer un bond de 0,5 point. C'est pourquoi les experts du chancelier de la Muette espèrent que l'Allemagne ne sera pas relâchée ses efforts, même si cela se traduit par des taux d'intérêts élevés pendant une période prolongée. «Seul un tel effort permettra de créer les conditions d'une baisse des taux directeurs», écrit E. L. B.

### Répondant à un manifeste allemand défavorable au traité de Maastricht

#### Une cinquantaine d'économistes européens affichent leur soutien à l'Union économique et monétaire

Aux économistes allemands qui s'étaient écriés contre la démarche adoptée par les Français pour la mise en place de l'Union économique et monétaire (UEM) (le Monde du 11 juin), une cinquantaine d'économistes européens ont adressé une réponse commune, rendue publique mercredi 15 juillet. Dans leur texte, les auteurs, issus d'universités et d'organismes de recherche en économie implantés dans la plupart des États de la CEE, réfutent l'argument selon lequel le traité de Maastricht fixe un délai trop bref pour la réalisation de l'UEM (avant l'an 2000). Selon eux, «partout en Europe, les responsables politiques et syndicaux ont compris que «l'inflation ne paie pas», et le soutien accordé à une politique anti-inflationniste sera donc large. Les indicateurs de convergence prévus

dans le traité de Maastricht sont perçus comme une garantie de la stabilité des prix. D'autre part, la banque centrale européenne, accusée par les Allemands de ne pouvoir être aussi crédible que la Bundesbank, «ne pourra pas de toutes pièces», selon les économistes européens, puisqu'elle sera dirigée par les gouvernements des banques centrales nationales. D'après eux, il n'est pas nécessaire de mettre en place une politique budgétaire unique, et l'on pourrait imaginer des «transferts budgétaires automatiques» en cas de chocs conjoncturels généraux de chômage, au profit de certaines régions.

Les économistes signataires de la réponse voient au secours des pays les plus pauvres de la CEE, rappelant que «les taux de change fixes qui ont

prévalu pendant les années 60 n'ont pas freiné la croissance en Europe du Sud, où elle a été constamment supérieure à celle de la RFA». De toute façon, rappellent-ils, le traité a prévu un processus d'intégration échelonné pour les États les plus faibles. Aux Allemands qui proposent un statut à part pour l'UEM, c'est-à-dire un maintien du système monétaire européen (SME) son état actuel, les économistes européens rétorquent : «Il n'y a pas d'alternative à l'UEM», capable de «mettre en place une institutionnelle nécessaire à l'UEM, de même que la CEE les moyens d'enregistrer des gains économiques significatifs, qui ne peuvent être acquis que par la mise en place de changes».

## CE SIMPLE NUMERO



PEUT VOUS EVITER DES TONNES DE SOUCIS.



Sur votre minitel, vous pouvez visualiser les éléments suivants :  
• le Registre du Commerce et des Sociétés,  
• bilans et comptes annuels (S.A., S.A.R.L.),  
• chiffres-clés (chiffre d'affaires, résultat net),  
• renseignements sur les défaillances d'entreprises,  
• les déclarations de cessation de paiements.

Vous pouvez aussi commander les copies des bilans, ainsi que les États de privilèges, et les par carte bancaire.

Vous pouvez recevoir un extrait Kbis sans écrire ou vous décaler, sans autre frais que la connexion.

Pour prévenir difficultés d'impayés (en 1991 il y a eu près de 55 000 faillites), consultez systématiquement le 36.29.11.11.

36 29 11 11  
INFOGREFFE

GIE INFOGREFFE TELEMATIQUE - 1, quai de la Seine 75181 PARIS CEDEX 11 - Tél. : (1) 43.29.06.75

### La visite en France de M. Alejandro Foxley

#### Le ministre des finances chilien refuse le «populisme»

L'économie chilienne a été condamnée à accélérer son ouverture, le gouvernement chilien chemine sur un sentier étroit pour, à la fois, éviter l'inflation, plaier les investisseurs américains, et améliorer le niveau de vie des plus démunis. C'est ce qu'explique M. Alejandro Foxley, ministre des finances chilien, qui a accompagné le président de la République, M. Patricio Aylwin, lors de sa visite officielle en France, qui s'est terminée mardi 14 juillet.

Les premiers interlocuteurs des dirigeants français à Paris ont été les chefs d'entreprise français, invités à investir dans des secteurs comme les mines, l'agro-alimentaire, les télécommunications ou les services publics, et de nombreux projets sont en cours. Mais le gouvernement chilien actualise aussi la France un appui dans la mise en œuvre de la création d'une zone de libre-échange nord-américaine (NAFTA), CEE, qui permettra de régler les problèmes commerciaux : tarifs et barrières tarifaires en particulier.

Les deux objectifs, en fait, sont inséparables. «Pour l'économie chilienne», explique M. Foxley, aujourd'hui, le problème central est l'accès aux marchés. Comme les pays industrialisés l'ont fait au cours du siècle, à partir de l'exploitation et de l'exportation des ressources naturelles, nous entendons développer notre industrie. Mais, pour cela, nous avons besoin de diversifier nos exportations. Ainsi le cuivre, qui est la première exportation chilienne, n'assure-t-il plus que 10 % du total, contre 50 % en 1988, et devrait diminuer dans les années qui viennent, malgré l'ouverture de cette année. L'économie chilienne a besoin du Chili (et du monde) avec une production annuelle de 10 millions de tonnes : «Les exportations de cuivre n'augmentent que de 10 % par an, mais les exportations traditionnelles (hors cuivre, minerais, poissons, bois et fruits...)».

#### Niveau record d'investissements étrangers

Pour assurer sa croissance et long terme (on espère un taux de croissance de 7 % en 1992, après 6 % en 1991), le Chili doit continuer à attirer le flux des investissements étrangers, qui ont atteint en 1991 un niveau record (3,4 milliards de dollars de nouveaux projets pour un montant de 1,1 milliard de dollars l'année). Cela contraint le gouvernement à accélérer sa politique d'ouverture économique en libérant les entrées et les sorties de capitaux : éviter les mouvements spéculatifs, il a permis aux sociétés étrangères de rapatrier les capitaux et a autorisé les entreprises chiliennes à même les fonds de pension, avec une part encore limitée (1,5 %, mais 10 % dans trois ou quatre ans) - à investir à l'étranger.

C'est aussi le moyen pour le Chili d'éviter la reprise de l'inflation, qui en 1990, où la hausse des prix a dépassé 27 % (un chiffre qui est vrai encore modeste par rapport à l'Amérique latine) : «Nous sommes fermement engagés dans une politique de stabilisation des prix», dit M. Foxley. Aussi, nous avons ramené à 11 % tous les tarifs douaniers pour un accroissement de la demande puisse être encouragé. Nous avons aussi révalué le peso (la monnaie chilienne) 5 % en janvier, ce qui s'ajoute à une appréciation «spontanée» de 3 %. Son côté, le gouvernement va réduire ses dépenses secondaires pour éviter d'alimenter lui-même une surchauffe, il hausse le prix devant être de 13 % seulement en 1992, au lieu de 15 % prévu dans le budget 1992. Pour la troisième année consécutive, il va en excédent budgétaire.

Pour libéraliser les échanges sur le continent américain, le Chili, la différence de ses voisins, ne compte guère sur le regroupement régional (Pacte andin, Mercosur), M. Aylwin l'a expliqué aux patrons français : «Les pays du Mercosur n'atteindront le degré

d'ouverture de l'économie chilienne que dans quelques années. Nous préférons conclure des accords bilatéraux avec des pays qui ont déjà plus ou moins le même point de départ, comme le Mexique, auquel les droits de douane sont totalement éliminés dans quatre ans; nous négocions avec le Venezuela...». «Nous avons déjà achevé la phase d'ajustement de l'économie», précise M. Foxley, les choses y sont encore. L'Amérique latine, a signé de nouvelles quantités d'accords qui sont jamais réalisés, ajoute-t-il, nous ne voulons pas prendre le risque. Nous voulons que cela marche, et rapidement.»

Le gouvernement chilien n'espère plus conclure rapidement un accord de libre-échange avec les États-Unis, qui constituait pourtant une priorité au printemps 1991 : il souhaite surtout voir avancer les discussions du GATT. L'accord entre le Chili et le Mexique, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier, n'est pas soutenu par M. Foxley, une façon d'entrer par attrait dans la zone de libre-échange nord-américaine : son objectif politique est rapprochement entre les deux pays, «il a une valeur en soi : sur les cinq premiers mois de l'année, les échanges entre les deux pays ont déjà augmenté».

Adeptes d'une politique économique classique, M. Foxley soutient que son prédécesseur, M. Hernan Buchi, ministre du général Pinochet, puisse reprocher au gouvernement actuel d'avoir mal géré l'héritage. «Nous allons avoir les meilleurs résultats depuis les années 50 en matière de croissance économique, de taux de chômage, d'investissement, de progression des exportations et de l'épargne... Nous n'avons pas fait une politique populiste».

Populiste, mais sociale, affirme le ministre des finances. M. Foxley, le gouvernement chilien entend tenir ses promesses de domaine. S'y ajoutent aussi un souci de la préservation de l'environnement (1 % du PNB y sera consacré cette année, dont 200 millions de dollars pour le budget de l'État seul) et un rôle plus actif du gouvernement dans l'économie d'une part pour le développement des infrastructures (le retard des investissements a créé des goulets d'étranglement face à la croissance des exportations), d'autre part pour les échanges extérieurs : «Nous croyons pas que les marchés mondiaux soient réglés par une main invisible. Pour y entrer vraiment, il faut être capable de négocier activement, ne pas être isolé, la communauté internationale...»

GUY HERZLICH  
et MARTINE JACOT

#### Pour avoir dédommagé leurs meilleurs clients

#### Trois firmes de courtage japonaises sont condamnées à des amendes

Le ministère japonais des finances a annoncé mardi 14 juillet que trois sociétés de courtage - Kanaka, New Japan et Dai-ichi Securities - ont été condamnées chacune à une amende de 5 millions de yens (7,5 millions de francs) pour avoir versé des compensations sur pertes boursières à leurs meilleurs clients. Entre avril et juin 1991, les trois firmes ont attribué 9,8 milliards de yens (140 millions de francs) de dédommagements à des entreprises clientes et à un particulier. La loi japonaise sur les pratiques illicites avait provoqué l'an dernier la même époque une enquête de la Bourse de Tokyo.

Après enquête, il était apparu que dix-sept maisons de titres japonaises avaient versé 21,3 milliards de yens (7,5 milliards de francs) à leurs clients pour compenser leurs pertes boursières. Parmi les maisons figurant, pour 170 milliards de yens de compensations, quatre plus grandes firmes nippones Nomura, Yamachi, Nikko et Daiwa, qui ont alors été sanctionnées. À l'automne dernier, le gouvernement japonais a décidé la création d'un organe de surveillance des maisons de titres du Japon et révisait la loi sur les transactions boursières, aggravant les sanctions d'infraction (le Monde du 4 octobre).



## ÉCONOMIE

## ÉTRANGER

En marge d'une rencontre entre M. Bush et M. Salinas

## Les sociétés nord-américaines pourront entrer dans le capital des banques mexicaines

LOS ANGELES

Correspondance

En permettant aux sociétés américaines de participer au capital des banques mexicaines, le président mexicain Carlos Salinas de Gortari a fait tomber un tabou de plus. Certes, ce n'est pas encore la conclusion du traité de libre-échange NAFTA (North American Free Trade Agreement) États-Unis-Canada-Mexique, prévu pour 1993. Mais ce geste financier est une étape importante vers le grand marché économique de l'Amérique Nord, au moment où les banques mexicaines veulent investir au Mexique.

De son côté, mardi 14 juillet, à San-Diego où il a rencontré M. Salinas, le président américain George Bush a évité le trop commun des négociations sur le NAFTA, ici plutôt impopulaire. M. Bush n'oublie pas que la réélection dépend pour un tiers de la Californie. Cet État de 31 millions d'habitants, où le chômage a pleine croissance, dépasse les 8 %, verrait avec inquiétude tomber toutes les barrières tarifaires. Les syndicats agricoles et le nombre de « coqs bleus » ont d'ailleurs manifesté leur mécontentement sur le chemin du président.

Le discours protectionniste, tenu par l'ancien gouverneur démocrate de Californie, M. Jerry Brown, le lendemain indé-

pendant potentiel, M. Ross Perot, les écologistes horrifiés par la pollution mexicaine, connaît sur la côte Ouest un grand succès. Mais les partisans du NAFTA font valoir que, loin de supprimer des emplois en Californie, le traité finira par en créer. Aujourd'hui, le Mexique, troisième partenaire commercial des États-Unis, dépend à près de 70 % pour ses importations de son voisin du Nord, et rien n'indique que cette situation va changer. Le commerce bilatéral entre le Mexique et les États-Unis, en 1991, a doublé en cinq ans. La Californie, à elle seule, a exporté pour 5,5 milliards de dollars (28 milliards de francs) de biens au Mexique.

Du côté mexicain, l'élection, lundi 13 juillet, d'un candidat du Parti d'action nationale (PAN) à l'Etat frontalier de Chihuahua a rassuré les milieux d'affaires américains. D'une part ce candidat, M. Francisco Barrio Terraza, est largement favorable aux entreprises américaines. D'autre part, l'élection d'un candidat d'un parti qui est le tout-puissant Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) serait le signe d'une avancée vers un système politique plus démocratique. Le président Salinas, grand artisan de ce rapprochement avec les États-Unis, n'a pas manqué de bien faire remarquer à l'élection d'un membre de l'opposition, la deuxième seulement en soixante-trois ans.

RÉGIS NAVARRE

## COMMUNICATION

L'université d'été de Carcans-Maubuisson

## Les publics à la loupe

La traditionnelle université d'été de la communication, qui aura lieu du 31 août au 4 septembre à Carcans-Maubuisson (Gironde), a cette année, comme thème, « Le public des publics ». Inaugurée en principe par le président de l'Association nationale, M. Henri Barthelemy, l'Université organisée par la Ligue française de l'enseignement et le CREPAC d'Aquitaine (1) va croiser les regards sur les conséquences de la communication sur la société, sur la structuration des réseaux.

Au cours de multiples débats et rencontres traitant des thèmes suivants :

télévision, presse écrite, audiovisuel Nord-Sud, de la presse que la télévision. Plusieurs manifestations complémentaires - dont ateliers et communication, les ateliers de communication et un colloque sur l'éthique de l'information - sont prévus par cette trentième université d'été, qui a pour pays invité le Japon. Les technologies des médias et applications de la « nouvelle technologie » sont au cœur de la radio numérique, l'objet d'expositions de démonstration.

(1) CREPAC d'Aquitaine, BP 110, 13030 Bordeaux Cedex. Tél. : (16) 56-39-04-09 ; télex : (16) 56-39-58-43.

## AGRICULTURE

## La France reste ferme sur le dossier agricole

Suite de la première page

Deux heures plus tard, M. Louis Mermaz, lui aussi présent à Bruxelles, expliquait clairement qu'il n'était pas question de conclure à n'importe quel prix, que les États-Unis n'avaient toujours pas en compte les principales demandes de la CEE, que pour protester contre le soutien accordé par la CEE à ses producteurs d'oléagineux, ils s'approprieraient plutôt à lui appliquer de manière unilatérale, en vertu des règles du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), de lourdes mesures de rétorsion qui pénaliseraient prioritairement les producteurs français. Le climat de tension ainsi créé a propice à un accord se demandait M. Mermaz.

Cette cacophonie a l'ultime reflet de la tentative conduite à Munich par les États-Unis, pour l'appui du Royaume-Uni et, surtout, de la complexité des négociations européennes, dans le président Jacques Delors, pour frayer la voie à un accord, quitte à forcer le bras du président français.

## Aucune évolution américaine

Habilement, le « papier » que fient circuler les Britanniques à Munich ramenait le contentieux agricole à une discussion d'experts : quelle proportion la Communauté va-t-elle s'engager à réduire ses exportations d'oléagineux subventionnées ? De 18 % comme elle se propose ? De 22 % comme le réclament les Américains ? Pour un accord, aussi minime allait-on empêcher un signal négatif aux milieux économiques ? M. François Mitterrand fut, semble-t-il, un homme sensible à la démonstration, incité à aller dans ce sens par une partie de ses conseillers, mais changea de cap à temps, avant par M. Roland Dumas, qui les dangers du scénario préconisé.

Une nouvelle bataille continue pour faire entendre les Français. En fait, s'il y a eu perspective d'accord à Munich, ce n'est pas par rapprochement des positions, mais par la mesure de la mesure où un certain nombre d'États membres ont tenu à ce qu'ils soient prêts, pour en terminer, à conclure sur la ligne voulue par Washington.

Il ne s'agit en aucune manière d'un accord équilibré, tel que le recherche la Communauté depuis des mois. Les gestionnaires

de la politique agricole commune (PAC), qui, aux côtés de M. Dumas, ont participé à la négociation, ont remarqué que, les cinq points centraux de la négociation agricole, la position américaine n'a aucune manière évolué dans la direction souhaitée par la CEE.

Le premier point, cher aux Américains, est la limitation en volume des exportations subventionnées. À la rigueur, les Douze pourraient souscrire à certains engagements de cette nature. Mais, sachant qu'une telle contrainte supplémentaire sera mal vue par les organisations professionnelles, ils ne s'orienteront dans cette voie que moyennant des contreparties de la part des Américains.

1) Le droit d'opérer un certain rééquilibrage de l'importation dans la CEE, autrement dit le pouvoir, au-delà d'un certain seuil (correspondant, par exemple, au 100 000 tonnes livrées), des taxes sur les produits de substitution des céréales (PAC) tel le corn gluten feed, importé par les États-Unis, qui est un sous-produit de maïs, et qui entre aujourd'hui dans l'acquiescement de la CEE.

Ce rééquilibrage, combiné à la baisse des prix des céréales prévues par la réforme de la PAC, devrait permettre la reconquête du marché intérieur recherché par les Douze. Mais le rééquilibrage, la baisse des prix décidée dans le cadre de la réforme (-29 %), qui est inférieure à ce que la Commission avait proposé, pourrait être insuffisante pour assurer la compétitivité des céréales communautaires face aux PAC.

2) L'assurance que les versements compensatoires promis aux producteurs de la CEE en contrepartie des baisses de prix, qui résultent de la réforme de la PAC, n'auront pas à être diminués au cours des années à venir. C'est important pour obtenir la confiance des agriculteurs, dont l'une des principales craintes est précisément que ces indemnités, qui remplacent partiellement les prix garantis, soient un jour diminuées ou supprimées. Les Américains refusent d'avaliser une telle garantie.

3) L'adoption par les États-Unis d'une « clause de paix », en d'autres termes l'engagement que si l'on parvient à un accord agricole dans le cadre de l'Uruguay Round, les Américains renonceraient à utiliser leur législation communautaire nationale, le Trade Act, pour har-

celer la PAC. C'est une revendication qui, si elle est acceptée, normaliserait le monde du GATT, devrait aller de soi : dans la mesure où les parties contractantes du GATT souscrivent à la réglementation multilatérale et à sa procédure de règlement des différends, il devrait leur être interdit de se faire eux-mêmes justice. Mais vu la passivité du secrétariat général du GATT devant cet usage illégal de leur législation nationale par les États-Unis, la Communauté se doit de réagir.

Notons encore que la CEE, qui a décidé, dans le cadre de la réforme de la PAC, de mettre en jachère 15 % de ses terres arables et de pratiquer un élevage plus extensif (tout ça pour stopper la tendance aux excédents), souhaite voir les États-Unis prendre eux aussi des engagements en matière de production : si la CEE freine sa production, les Américains libèrent la leur, la réforme de la PAC n'aura rien. Par conséquent, les Américains, si l'on en croit les négociateurs communautaires, n'ont pas bougé.

Cela dit, le caractère particulier du prétendu rapprochement munitien, qui a vu la réforme de la PAC accueillie avec méfiance par de nombreux agriculteurs, ainsi que, dans plusieurs départements, les paysans adoptent un comportement quasi insurrectionnel, à Munich, a conduit à un accord notoirement déséquilibré, mais dangereusement irresponsable.

Cela a été évité, mais apparemment de justesse.

PHILIPPE LEMAITRE

## AFFAIRES

## M. Michel Albert entre au conseil de surveillance d'AMB

« C'est la paix », a déclaré mardi 14 juillet à Paris France Presse, M. Michel Albert, président des Assurances générales de France (AGF), en marge de l'assemblée générale des actionnaires d'AMB Holding (Aachener und Münchener Beteiligungs), où il vient d'entrer au conseil de surveillance. Assemblée dont le seul véritable événement - attendu - fut l'annonce de la démission de son poste de président du directeur de M. Wolf Dieter Baumgart, le plus farouche opposant à l'entrée des AGF dans le capital d'AMB (le Monde du 15 juillet).

Parlant du règlement du conflit entre AMB et les AGF intervenu le 8 juillet dernier (le Monde du 10 juillet), M. Albert a confirmé que l'assureur français avait retiré de l'ordre du jour de l'assemblée les résolutions qu'il avait initialement déposées. Les AGF, a encore indiqué M. Albert, ne disposent pour l'instant que de 8 % des droits de vote. Au plus tard avant la fin de l'année, les AGF se verront reconnaître les droits de vote correspondant à leur participation, qui est de 25 % plus une voix, a déclaré l'assureur français.

## La privatisation progressive de British Rail concernera l'ensemble de ses activités

British Rail, la compagnie nationale de chemins de fer britannique, sera peu à peu privatisée, au fur et à mesure que des opérateurs privés se proposent de reprendre les services de fret et de passagers, a annoncé, mardi 14 juillet, le gouvernement britannique. La privatisation touchera à terme l'ensemble des activités de British Rail, qui sera d'abord scindée en deux sociétés, l'une ayant la responsabilité des voies et des infrastructures, l'autre gérant les services de passagers tant qu'ils n'auront pas été cédés par octroi de licences au secteur privé. Une autorité de tutelle indépendante sera créée pour réglementer l'utilisation des voies et défendre les intérêts des usagers.

Selon le ministre des transports, M. John MacGregor, la privatisation débouchera sur plus de concurrence, d'efficacité et de choix pour les consommateurs ; mais elle « ne rapportera pas de sommes substantielles au Trésor », compte tenu de la situation financière de British Rail qui a perdu 144,7 millions de livres (1,4 milliard de francs) l'an dernier.

## L'indice le plus faible depuis décembre 1991

## Les prix de détail ont progressé de 0,1 % en juin

Les prix à la consommation ont augmenté de 0,1 % en France en juin, contre 0,3 % en mai, indique l'indice provisoire de l'INSEE publié mercredi 11 juillet.

La hausse des prix a été de 1,4 % depuis le mois de janvier, et 3 % en glissement sur les douze der-

niers mois (juin 1992 comparé à juin 1991), contre 3,1 % en mai. L'indice de juin, le plus faible depuis décembre 1991, est inférieur à celui qui avait généralement attendu. Hors tabac, l'indice des prix de détail a cependant progressé de 0,2 % en juin.

## EN BREF

□ Air Inter affirme pouvoir assurer tous ses vols les 16 et 17 juillet. - Air Inter assure, dans un communiqué, être en mesure d'assurer la totalité de ses vols le jeudi 16 et le vendredi 17 juillet, malgré le préavis de grève déposé par l'Union syndicale du personnel navigant technique (USPNT). Les revendications de cette organisation portent sur l'utilisation par Air Inter des avions de la SEA (filiale de La Poste, du groupe Air France et de la TAT), des Boeing-737 affectés au transport de fret, la nuit, et de passagers, le jour. « L'existence de la SEA n'a aucune incidence négative sur l'emploi des pilotes à Air Inter », assure la direction.

□ « Changer le travail » : un projet incontournable, selon la CGT. - En présentant son dixième rapport annuel sur la situation économique et sociale, vendredi 10 juillet, la CGT a déclaré proche des préoccupations de M. Martine Aubry, ministre du travail, pour « changer le travail ». M. Lydia Brovelli, secrétaire du travail, a affirmé qu'elle était « favorable à un changement dans le travail s'il améliore les conditions

de travail, conduit à reconnaître et à accroître les qualifications, et à augmenter les possibilités d'intervention des salariés ». Considérant que « changer le travail » est un projet incontournable, la CGT a appelé M. Aubry à « prendre un sérieux », et à « prendre quand elle affirme que le travail fait partie des critères à prendre en compte lors de l'évaluation de l'efficacité des entreprises ».

□ Pénurie de lait au poudrage pour les biscuiteries et les chocolateries de la CEE. - Les fabricants de chocolat, de biscuits et de confiserie se plaignent que la production de lait réduit de moitié environ en dix ans, se fait rare. L'Association des industries de la chocolaterie, biscuiterie, confiserie de la CEE (CAO-BISCO), confrontée, en 1988, à une pénurie de beurre, a demandé un communiqué que leur approvisionnement soit assuré par un prélèvement immédiat sur les images résiduelles à l'exportation et à l'alimentation animale.

## PUBLICATION JUDICIAIRE

## CONTREFAÇON DES MARQUES DE LA SOCIÉTÉ LOUIS VUITTON

Pour avoir importé en France des sacs, sacoches, portefeuilles et porte-clefs comportant la reproduction des marques de la société Louis Vuitton, Monsieur N., condamné par jugement définitif rendu contradictoirement par le Tribunal Correctionnel de Nice, le 25 mai 1990, à la peine d'un an de prison avec sursis et à payer à la société Louis Vuitton, les sommes de 100.000 F à titre de dommages-intérêts, 5.000 F au titre de l'article 471-1 du Code de Procédure Pénale, au coût de trois publications judiciaires.

Pour extraits

L'ESPECE







## Dirigeants

GRANDS COMPTES  
VENTE DE SOLUTIONS TECHNIQUES

## DIRECTEUR COMMERCIAL

Une société, leader en France et en Europe, réalisant des installations pour une clientèle variée (banques, administrations, industries...) recherche le Directeur Commercial de l'île de France.

Patron dynamique d'une équipe commerciale étoffée à laquelle il donnera une nouvelle impulsion, interlocuteur avisé des grands clients, il assurera le développement de la rentabilité d'un CA actuel supérieur à 200 MF et il participera à l'élaboration de la politique commerciale.

Ce poste conviendrait à un candidat : • diplômé d'une Grande Ecole d'ingénieurs ou de commerce • ayant une expérience réussie (minimum 10 ans) dans la vente de solutions techniques (par exemple dans des domaines type informatique, installations électriques ou téléphoniques, climatisation, GTC...) • ayant prouvé sur le terrain ses excellentes capacités de management • témoignant d'un réel potentiel d'évolution.

Poste banlieue ouest de Paris.

Ecrire réf. 29A 2431 2M  
Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

36 15  
LM

3615 LM vous permet de consulter un mois d'offres d'emploi parues dans *Le Monde*. Les annonces présentes sur 3615 LM sont mises à jour quotidiennement.

## Ressources Humaines

Directeur  
des Ressources Humaines

Häagen-Dazs

Depuis son installation en France, Häagen-Dazs connaît une réussite exemplaire se traduisant par une croissance très rapide.

Aujourd'hui, nous souhaitons confier le poste de Directeur des Ressources Humaines à un jeune praticien confirmé ayant acquis une expérience dans une entreprise à grande distribution, de préférence dans un environnement anglo-saxon. Votre professionnalisme permettra de mettre en place des moyens performants d'une gestion humaine : administration, gestion du personnel, recrutement, formation, gestion des rémunérations, développement des hommes et communication interne. Membre actif de l'équipe de Direction, vous participez à

l'impulsion et accompagnez notre croissance pour objectif la cohésion de l'esprit d'équipe qui depuis son lancement. Pour cela, nous conseillons les Directions opérationnelles d'exercer leur mission auprès d'une population de 250 personnes en haute) : force de vente, boutiques, siège. La parfaite maîtrise de l'anglais est nécessaire pour réussir votre intégration dans l'équipe européenne des ressources humaines. Merci d'adresser votre candidature, à Elisabeth Dodinet, Häagen-Dazs, 69-71, Pierre-Grenier, 92100 Boulogne.

## Juristes

elf sanofi

industrielle plurinationale, ELF SANOFI présente trois divisions : Santé Humaine, Cosmétologie, Parfums, Bio-activités. CA : 10 milliards, doit sa réussite à la richesse de ses collaborateurs, répartis dans 100 pays : des hommes et des femmes animés par le même esprit d'ouverture sur le monde, par la capacité à anticiper, créer, à réaliser...

Jeune Juriste  
Immobilier

Le Responsable du Service Immobilier, pour la gestion administrative du patrimoine immobilier (conservation des titres de propriété, gestion des baux, bail, etc.), le traitement des dossiers de fiscalité (taxe professionnelle, etc.), les aspects juridiques de la cession, acquisition ou création d'implantations.

Diplômé d'études supérieures de droit (droit immobilier - droit des affaires), vous souhaitez à profit votre esprit d'analyse, votre sens rédactionnel, votre bon sens et vos capacités d'adaptation au monde des affaires. L'anglais constituera un atout.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, prétentions) à : D.R.H. SANOFI TECHNIQUES - 8, rue Christophe Colomb - 92100 PARIS.



Le Conseil National du Personnel Français recherche dans le cadre du développement de sa Direction Fiscale un

Fiscaliste  
Confirmé

Rattaché au département fiscal, vous aurez principalement pour mission de prendre en charge des dossiers en droit fiscal interne pour le C.N.P.F. (2/3) et pour une fédération de premier plan (1/3).

A ce titre, vous interviendrez de façon autonome dans l'activité, avec une approche conceptuelle (analyse et recherche, élaboration de propositions...) et pratique (consultations...).

Agé d'environ 34-35 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (DEA, DESS, DICE) issu de l'administration (ENI), vous avez une expérience de 10 ans de préférence en entreprise.

Une bonne connaissance de la fiscalité internationale et une bonne pratique de l'anglais sont nécessaires.

Votre savoir-faire en matière de fiscalité vous confère une autorité naturelle qui vous permettra de vous épanouir dans une fonction qui implique de nombreux contacts (commissions C.N.P.F., relations S.L.F., D.G.I., ministères, instances communautaires...) et quelques déplacements à l'étranger.

Contactez Thierry Virol au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + photo + lettre de motivation + n° tél + prétentions à Michael Page Tax & Legal, 30 bis rue Spontini, 75116 Paris sous réf. TV8234MO.



Michael Page Tax & Legal  
Spécialiste en Fiscalité Juridique et Comptable

## CLIFFORD CHANCE

recherche pour son bureau de PARIS

## UN JURISTE

(2 à 5 ans d'expérience)

pour son groupe « Computer and Communications »

Le candidat devra posséder une solide connaissance du droit des obligations et plus généralement du droit commercial et avoir une réelle spécialisation dans les domaines suivants :

- droit de l'informatique
- droit des télécommunications

Doté d'une solide expérience en droit des affaires (doctorat, DESS, DEA), complétée, le cas échéant, par un diplôme d'une grande école de commerce, et muni d'une première expérience réussie dans les domaines susmentionnés, en conseil en entreprise, le candidat devra avoir une parfaite maîtrise de l'anglais.

Une excellente présentation, le sens du contact humain et l'esprit d'équipe sont également exigés.

Prête d'adresser votre lettre de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photographie et rémunération actuelle) à :

Clifford Chance  
direction du Personnel  
112, avenue de la République  
BP 163  
75770 Paris Cedex 16

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 15 LM

Chapelle 150



## Gestion et des Finances

Nous sommes dans le domaine de la Santé, un organisme unique en son genre. Nos moyens sont à la hauteur de nos ambitions. Pour renforcer notre équipe, nous recherchons des personnes aux postes et recherches.

### EVOLUEZ AU SEIN DE NOTRE DIRECTION FINANCIERE, A PARIS...

#### 2 Contrôleurs de gestion

• Dans le Département Contrôle de Gestion, vous serez le Responsable du contrôle et des analyses de gestion. Pour chacun de nos établissements, vous analyserez les résultats par fonction (administration, logistique, technique) et vous proposerez des améliorations. Les données de l'analyse de gestion seront mises en place et vous serez responsable de leur suivi et de leur mise à jour.

• 28-30 ans, H/F, diplômé de l'enseignement supérieur (HEC, ESSEC, Sup de Co, Maîtrise de gestion...), à l'aise en anglais, vous avez une expérience de 5 ans au moins acquise dans le milieu médical de préférence ou dans la gestion. Le poste implique l'utilisation des techniques statistiques (analyse, sondages...) et la maîtrise de l'outil informatique. Vous serez responsable d'une équipe dont la compétence sera reconnue. Dans notre environnement valorisant, pour lequel le dialogue, la confiance et la preuve d'humilité. Nous pouvons vous offrir sur Paris, d'un pourquoi nous attendons un candidat à fort potentiel. Réf. 018844

• Dépendant du Responsable du Contrôle de Gestion, vous serez en charge de la gestion des services logistiques et administratifs. Les méthodes de gestion en place concernent l'administration, la logistique, la maintenance/entretien... La logistique de nos établissements est donc "décentralisée" par vous.

• 28-30 ans, H/F, diplômé de l'enseignement supérieur (HEC, ESSEC, Maîtrise de gestion...), à l'aise en anglais, vous avez une première expérience de gestion - deux ans - dans l'industrie ou les services. Vous réussirez ainsi votre intégration dans notre équipe performante. Notre organisation vous permettra d'ailleurs d'évoluer comme vous le souhaitez. Réf. 018848

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et références à :  
Conseil REBOUDRE, 50 rue Sainte-Croix de la Bretonnerie, 75004 Paris.

**REBOUDRE**  
LES PROFILS D'AVENIR

#### Contrôleurs de Gestion

**Valeo**

Leader Européen dans les projecteurs et feux de signalisation pour automobiles, nous recherchons :

• pour notre établissement de BLOIS (41), un Contrôleur de Gestion. Vous serez en charge de la gestion d'une unité autonome de production (CA 100 MF). Ce poste de responsabilité intègre les missions classiques du contrôle de gestion : élaboration et suivi du budget, suivi de revient, immobilisations et décaissements de rentabilité, reporting...

Vous participerez activement à la mise en place de notre système financier.

• pour notre établissement de BOBIGNY (93), un Contrôleur de Gestion.

Au sein du contrôle financier de la Division, vous serez en charge du contrôle de gestion de notre activité commerciale ainsi que de la gestion des stocks.

Vous êtes diplômé d'une école d'ingénieur avec une spécialisation en gestion ou d'une école de commerce et vous avez acquis une première expérience professionnelle.

Notre Groupe offrira à ses candidats de valeur de réelles perspectives d'évolution dans un environnement international.

Merci d'adresser CV, lettre de candidature manuscrite, photo et prétentions à :  
F.R. BILLOREAU - Direction des Ressources Humaines - VALEO ECLAIRAGE SIGNALISATION - Division Eclairage France - 34, rue Saint André - 93000 BOBIGNY Cedex.

Le Groupe Valeo, par ses réalisations, son potentiel technologique, son implantation internationale est l'un des principaux partenaires des constructeurs automobiles et de véhicules industriels dans le monde. Valeo compte près de 27 000 personnes réparties en dix branches d'activité. Le Groupe dispose de plus de 80 usines ou centres de recherche et réalise un chiffre d'affaires de 20 milliards de francs, dont plus de la moitié hors de France.

**Valeo**  
L'EQUIPEMENT  
AUTOMOBILE

### VOUS ETES UN VRAI PROFESSIONNEL DU CONTROLE DE GESTION...

Nous sommes un groupe financier français à très forte notoriété (Paris 7ème). La décentralisation de notre gestion au sein de Directions Opérationnelles nous conduit à refondre notre système de gestion.

Au sein de la Direction de nos Services Contrats et à la tête d'une équipe de 25 personnes, vous aurez la charge de poursuivre la modernisation de notre comptabilité analytique et des systèmes de gestion budgétaires. Vous devrez par ailleurs continuer de faire vivre les systèmes existants et serez particulièrement directement responsable de la fonction budgétaire du groupe (établissement, suivi, arbitrages...), de la gestion des facturations internes et externes, des analyses et du reporting de gestion auprès des instances de direction.

A 35/40 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez su développer votre professionnalisme à travers une expérience en cabinet d'audit (de préférence) doublée impérativement d'une expérience d'entreprise à un niveau holding ou groupe.

Véritable animateur, vous saurez être "l'impulseur" de cette mission importante qui nécessite un esprit de synthèse développé, beaucoup de savoir-faire, d'adaptabilité et d'investissement.

Pour premier contact, merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, CV + prétentions) en référence E/56-ILM à notre Conseil COR'EX - 11, avenue Myron T. Herrick - 75008 PARIS.

**COR'EX**  
CONSEIL EN RECRUTEMENT

### Fiscaliste Confirme

DEPUIS PLUS DE 60 ANS, LA BGP DONT LA VOCATION PREMIERE ETAIT LA GESTION D'ACTIFS, EST DEVENUE UNE BANQUE D'AFFAIRES RECONNUE SUR LA PLACE.

PROFESSIONNALISME, INGENIERIE ET RAPIDITE D'INTERVENTION EXPLIQUENT SA FORTE PRESENCE AUPRES DES INVESTISSEURS AINSI QUE PRIVES ET AUPRES D'UNE CLIENTELE D'ENTREPRISES DIVERSEES, Y COMPRIS DANS LE SECTEUR IMMOBILIER.

DANS LE CADRE DE SON DEVELOPPEMENT, LA BGP CREE AUJOURD'HUI UN POSTE DE :

**BGP** BANQUE DE GESTION PRIVEE

♦ Agé de 32 à 35 ans et de formation supérieure, vous avez travaillé pendant environ 5 ans au sein du Service Immobilier d'une Banque des Fonctions de Chargé d'Affaires de l'Immobilier, notamment de financements promoteurs.

♦ Une expérience complémentaire chez un promoteur ou un professionnel de l'immobilier sera un atout supplémentaire.

♦ Vous serez notamment en charge la sélection, l'analyse, la mise en place

et le suivi de financements immobiliers (y compris rédaction et présentation des dossiers de Crédit d'Engagements, contrôle, réévaluation des "cotations" des Concours Bancaires).

♦ Plus globalement, vous travaillerez avec dynamisme aux différentes fonctions et interventions de la Direction des Affaires Immobilières.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV et photo en référence CAI/92 à la BGP, 26 rue de la Baume, 75382 Paris cedex 08.

### CHARGE D'AFFAIRES IMMOBILIERES

PME dynamique et performante recherche

### RESPONSABLE GESTION/FINANCES ANGERS

Directement rattaché au Président, vous aurez la responsabilité de l'ensemble de la comptabilité, du contrôle de gestion, de la trésorerie et, à terme, de la consolidation des comptes société + filiales.

Votre mission prioritaire est de mettre en place la comptabilité analytique, les outils de contrôle de gestion et d'aider à la décision, ainsi que le reporting.

A 30/35 ans environ, de formation Ecole Supérieure de Commerce, DECS, DESCF ou équivalent, vous justifiez d'une expérience similaire réussie.

Le poste est basé à proximité d'Angers.

Merci d'adresser, sous réf. RGF, votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV), en précisant votre niveau de rémunération actuelle, à :

**SM Conseil** DE LISBONNE PARIS



**major sa**  
Manufacture de Sièges pour Automobiles

MAJOR, filiale d'un groupe international, est spécialisée dans la fabrication en flux tendu de sièges complets d'automobiles et réalise aujourd'hui 1 milliard de chiffre d'affaires. Elle recherche son :

#### RESPONSABLE FINANCIER

Sur notre site de production de Rosny-Sur-Seine (78), vous serez responsable de la comptabilité générale, de la trésorerie, de la fiscalité et de l'établissement du bilan social.

Vous assurerez par ailleurs, le contrôle budgétaire et le reporting de nos deux unités de production auprès de la maison mère.

Vous êtes titulaire d'un DECS ou diplômé de Sup de Co option Finance et vous avez au moins 5 ans d'expérience en milieu industriel ou après un BTS/DUT, vous avez acquis une longue expérience de la fonction (10 ans). Agé de 35 à 40 ans environ, votre bonne pratique de l'anglais, votre autonomie, vous permettront de réussir dans un environnement très opérationnel. Poste à pourvoir très rapidement.

Merci d'adresser sans tarder votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous référence 042 à MAJOR SA, Service Recrutement, 8 rue Schertz, 67100 Strasbourg.

**CAJUP**  
PARIS

Banque de réseau,  
filiale d'un Groupe  
important recherche

### responsable du service engagements

FONDÉ DE POUVOIR

A 35/40 ans, vous êtes devenu un SPECIALISTE des CREDITS et vous justifiez d'une expérience réussie d'encadrement d'une équipe d'au moins 10 personnes.

Votre responsabilité :

• Animer et superviser une équipe d'environ 15 personnes ayant en charge la rédaction des actes de crédit et des garanties sous toutes leurs formes, en liaison étroite avec

les conseillers de clientèle. • Etudier et proposer les moyens les plus adaptés visant à optimiser l'organisation et l'efficacité du Service.

Remunération et environnement de travail attractifs.

Merci d'adresser lettre + CV + prétentions sous réf. 827 LM à MEDIA PA 50/54, rue de Sully 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra.



## Le Monde des Cadres

Groupe multinational, 2500 consultants pluridisciplinaires, nous sommes spécialisés dans le conseil en management, en juridique et fiscal auprès d'une clientèle de grands comptes dans des secteurs économiques très variés et recherchons un

### Chargé de recrutement

De formation supérieure (bac + 4, 5), vous avez acquis, pendant 8 à 10 ans, une véritable expérience professionnelle en entreprise. Votre technicité dans les domaines du recrutement et de la gestion du personnel est obligatoirement complétée par de hautes qualités personnelles. La pertinence de vos décisions, un tempérament autonome, une excellente présentation et la maîtrise de l'anglais complèteront parmi les

facteurs déterminants de sélection.

Ce poste est à pourvoir rapidement.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous réf. M951.17 à Carole Leprette, PRICE WATERHOUSE, 11 rue de Laborde, 75008 Paris.

Price Waterhouse

### CONSEIL GÉNÉRAL DU DOUBS



regroupent leurs moyens de communication au sein de l'HOTEL du DEPARTEMENT pour développer une politique valorisante et cohérente.

### MANAGEZ LA DIRECTION DE LA COMMUNICATION

Vous êtes diplômé - HEC, ESC, IEP, CELSA... - et vous avez au moins 10 ans d'expérience dans la communication, soit en agence, soit chez l'annonceur, et un réel vécu de manager ; la connaissance du fonctionnement des collectivités locales serait un plus, ainsi que le sens des relations publiques.

Sous l'autorité du Président du Conseil Général et directement rattaché à un comité de pilotage, vous élaborerez et développerez la stratégie de communication la mieux adaptée aux objectifs globaux de l'Institution Départementale. Vous dirigerez et animerez une petite équipe qui assurera à nos campagnes publicitaires, éditions, documents de promotion, manifestations...

Vous serez le garant de la cohérence de l'ensemble et saurez vous investir personnellement dans les relations avec la presse locale et nationale.

Serifo

Si vous pensez avoir le profil requis, merci d'envoyer votre dossier complet sous réf. 5560 LM à SERIFO Groupe Eurosearch 47 bis avenue Bosquet - 75007 PARIS.

Membre de Syntec

### ADMINISTRATEUR ADMINISTRATRICE

**Demandé(e)**  
pour une fondation culturelle  
basée dans l'AUDE

■ Cette fondation aspire à attirer, aux niveaux local et international, des artistes et des étudiants pour des cours, avec une attention en particulier aux femmes et aux minorités raciales et ethniques.

■ Votre rôle, travaillant dans une petite équipe très compétente, serait :

- Coordination journalière du bureau, personnel et étudiants.
- Coopération avec autorités et organisations locales, régionales et internationales.
- Organisation et application des structures budgétaires.

Envoyer : lettre manuscrite, CV et photo à :  
**M. DEREK, INSTITUT AZABEL**  
BP 204 - 11005 CARCASSONNE CEDEX



L'INSTITUT NATIONAL  
DES TELECOMMUNICATIONS  
(Groupe France Télécom)

recrute

### UNE(E) ADJOINT(E) AU DIRECTEUR SCIENTIFIQUE ET DES AFFAIRES INTERNATIONALES

Profil souhaité :

- Formation supérieure.
- Expérience concrète de la Recherche (au moins cinq années) et du Management de l'International.
- Pratique du milieu de l'Enseignement Supérieur et du monde de la Recherche (France et Etranger).

Missions :

- Assister le Directeur Scientifique dans les activités de gestion de la recherche, la préparation du Conseil de la Recherche, de gestion du programme doctoral et d'établissement de contrats et de conventions de recherche.

Adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV + prétentions + photo) à :  
INSTITUT NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS  
M. le Secrétaire Général - Réf. DS  
9, rue Charles Fourier - 91011 EVRY

L'ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION

recrute

### LE CHEF DE SON SERVICE INFORMATIQUE

Le service informatique de l'ENA  
remplit une triple mission :

Pédagogique, de gestion et de recherche

- Dans la perspective du transfert prochain de l'Ecole à Strasbourg, le (la) candidat(e) définira rapidement les besoins qui seront d'un établissement entièrement modernisé.

- Cette personne disposera d'une solide formation universitaire (3<sup>e</sup> cycle) et devra en outre se prévaloir d'une expérience réussie dans un poste similaire.

Le poste, à pourvoir en septembre 1992, sera à Paris jusqu'au 31 décembre 1993, puis à Strasbourg.

Adresser lettre de candidature manuscrite, curriculum vitae et prétentions à Monsieur le directeur de l'ENA,  
13, rue de l'Université,  
75343 PARIS CEDEX 07  
(avant le 10 septembre 1992).



■ ZIFF-DAVIS, premier éditeur américain de magazines informatiques, doit réussir à la qualité rédactionnelle de ses publications, destinées aux professionnels de la micro-informatique.

■ Pour renforcer son département Diffusion, recruteurs :

### Chef de Promotion

Bac + 3, École de Commerce/Gestion ou équivalent. Expérience de 2 ans en Marketing Direct agence ou Éditeur spécialisé. Expérience de Chef de Publicité serait un plus. Réelles aptitudes à la communication orale et écrite.



Envoyer lettre, CV, Photo et prétentions à :  
Ziff-Davis France - D. PETIT - Réf. DIFF  
10, rue Thierry-le-Luron - 92593 Levallois-Perret

Le Monde  
du

## Premier Emploi

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

recrute

### 40 EDUCATEURS EDUCATRICES

La Direction de l'Administration Pénitentiaire vous propose aujourd'hui un métier où votre sens relationnel et votre ouverture d'esprit sauront s'exprimer.

Une formation rémunérée de 11 ans vous garantit l'évolution.

De nationalité française, titulaire du Baccalauréat (ou équivalent), âgé de 20 à 45 ans, vous avez jusqu'au

14 août 1992

pour vous inscrire à ce concours prévu le 15 septembre.

LIGNE  
DIRECTE

(1) 49.09.80.90

Pour un service plus et recevoir votre dossier de candidature, appelez LIGNE DIRECTE du lundi au vendredi de 9h à 17h ou écrivez à : DAP - 247, rue St-Honoré - 75001 PARIS.

Le Monde  
des

## Collectivités territoriales

Le Comité départemental du tourisme de l'Oise recrute un

### Chef du service tourisme rural

Chargé, sous l'autorité du directeur, du développement du tourisme en milieu rural, du suivi des dossiers d'aménagement et d'équipements de loisirs, de la gestion du réseau des Gîtes de France de l'Oise.

Profil du poste : 25/35 ans, bac + 5, spécialiste de l'aménagement touristique, expérience du travail avec les collectivités locales, capacité à intégrer à une équipe.

Poste à pourvoir le 15 septembre 1992.

CV, lettre de motivation et 3 photos à retourner à :  
M. DUFFRESNE, CDTO, BP 822, 60008 BEAUVAIS Cedex.  
Tél. : 44-45-82-12.

### Notre mission : loger les hommes

CA 678 MF

- 100 pers. 1100 logements

Chaque année

100 constructions neuves

100 programmes de réhabilitations

particulièrement dynamiques.

Aujourd'hui nous créons des postes

### Juriste Direction Générale

Membre du directeur de l'office, vous aurez en charge l'animation du service Juridique (l'étude des projets législatifs et réglementaires, l'élaboration des rapports, une mission de Conseil auprès du Directeur Général et des Elus).

Vous serez également amené à mettre en place et à superviser le service des affaires publiques.

Agé d'environ 30/35 ans, doté d'une solide formation juridique (Maîtrise de droit public, cycle, T.R.A.), vous possédez une expérience au sein d'un organisme de logement social. Vos qualités de gestionnaire et de médiateur sont appréciées.

Votre autonomie, votre ouverture d'esprit, vos capacités d'écoute et d'adaptation, votre sensibilité au monde social vous permettront de réussir dans cette fonction.

réf 1782/M

### Juriste Affaires Juridiques et Foncières

En étroite collaboration avec le Directeur Général Adjoint, vous serez chargé, avec le juriste en poste, du contentieux local et de ceux liés aux activités de l'office.

■ Formation supérieure : maîtrise de droit privé (connaissances approfondies en Droit judiciaire privé, voies d'exécution contentieuses administratives de la construction, législation de l'urbanisme).

■ Expérience dans un organisme de logement social, une entreprise privée (de construction-immobilière), un Cabinet d'architectes. Des connaissances en micro-informatique et comptabilité publique seraient appréciées.

Vos capacités d'animation, votre aptitude à assumer des responsabilités et bien sûr votre fibre sociale vous permettront de réussir dans ce poste.

réf 1778

Postes basés à 50 Km de Paris.

Merçi d'adresser votre dossier de candidature sous la référence choisie à notre conseil LIGHT Ph. PREVOST 57 rue Jeanne Hachette - 92366 MEUDON LA FORET cedex.

LIGHT



1501

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde  
des

Le Monde • Jeudi 11 juillet 1992 19

## Secteurs de Pointe

Groupe dimension internationale, Lafarge Coppée, mondial matériaux construction, développe un CA 31 milliards de francs, 31 000 et 100 unités production réparties en France dans trentaine de pays.

Notre unité opérationnelle, PLATRES LAFARGE, dont le siège est situé dans la Vaucluse, réalise 3 milliards francs par la fabrication commercialisation d'une gamme produits dans un grand nombre pays européens. Nous souhaitons expansion 3 collaborateurs.

### INGÉNIEURS ENTRETIEN-TRAVAUX NEUFS

Mulhouse (68) - Le Pin (77)

Pour la maintenance, la pérennité, la fiabilité performance de outillage industriel, aux mécanique, automatisés recherches deux ingénieurs respectivement importantes usines, Mulhouse et Le Pin.

Rattache le Directeur d'usine en étroite liaison les production, étude et progrès... conduisez gèrerez

### RESPONSABLE DES OPERATIONS LOGISTIQUES

Carpentras (84)

sein notre spécialisée dans la fabrication et les plaques destinées principalement au Sud-Est de la France et à l'Italie, vous rattache le Directeur de l'Usine. Votre mission consistera :

• rationaliser l'organisation du planning, stock, expéditions, optimiser l'ordonnement de la production, les logistiques, améliorer la qualité du service à la clientèle.

Vos qualités d'animateur vous permettront d'encadrer une équipe de 35 personnes dont 3 agents de maîtrise responsables du chargement des expéditions, la réception des premières.

formation supérieure technique, êtes à l'expérience la logistique la gestion de production sur informatique ainsi que vos d'organisateur et de manager d'équipe.

Pour ces trois connaissance de l'anglais est afin de réussir la mission et d'évoluer au sein du groupe.

Merci d'adresser votre candidature, sous la référence choisie, à Plâtres Lafarge, DRH, 5 avenue l'Egalité, 84800 Isle-sur-la-Sorgue.

LAFARGE  
COPPEE

leader mondial des matériaux de construction

Leader sur le marché de la sécurité, notre société en forte expansion est animée d'un réel esprit d'équipe et est tournée vers le service. Nous recherchons pour notre siège situé en proche banlieue ouest :

### Responsable service après-vente

Rattaché au Directeur logistique, vous serez l'interlocuteur privilégié nos clients et garant de leur satisfaction.

Manager gestionnaire, entrepreneur, vous agissez en tant que patron d'un centre de profit. Vous prenez charge opérations commerciales, techniques du service : suivi commandes, planning réparations, gestion stocks, administrations, ventes, définition tarifs, relations échanges avec les fournisseurs...

Animateur, vous motiverez une petite équipe à garantir le meilleur service client, la qualité les délais.

A 30/40 ans, ingénieur en électronique, vous avez acquis depuis 4/5 ans l'expérience de métier du management, de préférence dans une culture import-export.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence 142M, à Hervé et Millet Conseil, 56 rue Passy, 75016 Paris.

Hervé  
& Millet  
Conseil  
Hommes Managers

36 15  
LM

Déposez votre CV sur 3615 LM pour découvrir des annonces qui correspondent à votre profil.

Nous sommes le deuxième constructeur mondial d'équipements de protection de contrôle de réseaux de transport de distribution d'énergie électrique.

L'importance de nos projets faisant appel à des technologies de pointe, telle, qu'elle nous conduit à renforcer nos laboratoires de développement. Nous recherchons :

### Des Chefs de Projets en Informatique Industrielle Temps Réel

A la tête d'une équipe d'ingénieurs de techniciens, vous piloterez des projets de plusieurs M.F. (de la spécification à l'intégration au système).

Ces postes exigent une expérience de 3 à 5 ans de conduite d'importants projets, une formation d'ingénieur renforcée par une solide maîtrise des techniques modernes de développement.

Réf. CPI 737 M

### Des Ingénieurs Développement Informatique Industrielle Temps Réel

Au sein d'une équipe, vous partirez d'un cahier des charges à analyser, spécifier et développer des modules logiciels qui s'intégreront à un ensemble plus vaste.

Nous adressons des ingénieurs débutants ou première expérience informatique industrielle, sachant développer C, assembleur, dans un environnement VAX/VMS HP/UNIX. Des connaissances hardware seraient un plus.

Réf. CID 1 M

Ces postes, situés Paris dans un premier temps puis dans le sud de la France, exigent la pratique de la langue anglaise.

Merci d'adresser votre candidature (en précisant la référence correspondante) SEFOR, notre Conseil, qui parlera de nos projets.

GEC ALSTHOM

T&D

SEFOR, 11 rue des Pyramides, 75001 PARIS.

Jeune ingénieur, valorisez vos compétences soyez une force de proposition

### INGENIEUR METHODES

Diplômé d'une grande école d'ingénieur, ayant si possible une première expérience, vous disposez de compétences en électronique électro-technique, informatique industrielle et en productique.

Vous saurez faire preuve de dynamisme, d'un sens rigoureux de l'organisation et d'un esprit d'initiative. Vous parlez l'allemand et ou l'anglais couramment.

En relation directe avec le responsable du Service Méthodes, vous prenez en charge les moyens de contrôle de nos produits et vous pilotez des projets d'automatisation de nos procédés de fabrication.

Votre réussite vous ouvrira de réelles perspectives d'évolution au sein de notre groupe.

Ce poste est basé sur le site industriel de Pont Saint-Maxence, 1001 proche de Senlis et Chantilly.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé avec photo et salaire actuel SAF-IRH, réf. 7014, 14 rue d'Elphèbe, 95510 SAINT-OIEN-LAUMONE

PONT SAINT-MAXENCE (60)



Nous progressons, ensemble.

La Soudure Autogène Française, leader français, implantée dans le monde entier (60% de son chiffre d'affaires à l'international), Filiale de l'AIR LIQUIDE, nous concevons, fabriquons et commercialisons des matériels et produits de soudage, coupage de haute technologie.

Notre Société  
11 100 personnes  
en France  
est la filiale  
d'un important  
groupe  
international  
spécialisé dans  
les équipements  
aéronautiques.  
Nous étudions,  
développons  
réalisons  
des commandes  
de vol pour  
avions missiles,  
des équipements  
moteurs  
des systèmes  
carburants  
et treuils  
de sauvetage.

### INGÉNIEUR D'ETUDES

De formation Ingénieur Mécanicien (ENSI, ESTACA, INSA...), vous possédez une expérience hydraulique, des compétences en dynamique des fluides, en calculs de résistance des matériaux et en fiabilité.

Au sein d'une équipe, vous serez chargé de conduire et gérer des projets techniques, de la conception au développement prototypes, et assurerez le contact avec le client.

En outre, vous maîtrisez l'anglais et possédez une expérience d'environ 5 ans dans un service d'études.

Des déplacements (France et Etranger) sont à prévoir.

Poste situé dans les Hauts de Seine. Adresser CV, photo et prétentions, sous ref. 830, à MEDIA PA - 50/54, rue de Silly - 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX qui transmettra.

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 3615 LM



# Le Monde des Carrières

## LE CONSEIL RÉGIONAL D'AQUITAINE

recrute

- UN CHARGÉ DE MISSION pour la coopération interregionale et les relations internationales
- UN CHARGÉ DE MISSION pour les affaires économiques et les relations avec les entreprises

Les candidats doivent posséder une formation supérieure de niveau (3<sup>e</sup> cycle, DES, IAE, diplômes d'ingénieurs ou doctorats) qu'une expérience professionnelle dans les secteurs concernés.

La maîtrise écrite en français et de l'anglais et de l'espagnol est demandée.

Les candidatures manuscrites, accompagnées d'un curriculum vitae, à adresser à M. Jacques VALADE - Président du Conseil régional d'Aquitaine - 14, rue François-de-Sourdis - 33077 Bordeaux Cedex, avant le 1<sup>er</sup> août 1992.

## Cabinet Brevets à Paris

haute réputation  
recherche

## INGENIEUR BREVETS

mécanique, électricité

Ecrire en précisant la référence 86178 à M. J. Publicité 17, rue du Docteur Loebe - 94307 Vincennes Cedex qui transmettra (Discrétion assurée).

## Le CAFOC de l'Académie d'Aix-Marseille recrute

## UN FORMATEUR DE FORMATEURS

libre début septembre  
Contrat temps plein (39 h/semaine) à durée déterminée

CV + lettre de motivation + 3 photos à :  
CAFOC RECTORAT 13621 Aix-en-Provence

**RESPONSABLE ÉDITION**

dans les domaines du recrutement et de la formation.

Expérience indispensable, capacité d'adaptation, organisation et sens de l'initiative.

Anglais souhaités.

Merci d'adresser CV, photo, et lettre de motivation à :  
V.B.4245 à l'Agence PLURIAL 43, rue Carnot  
93111 ANTONY Cedex

## Association d'ingénieurs GRANDE ECOLE recherche

## CHEF DE PUBLICITÉ

- Vous régirez publicitaire de nos publications ;
- Vous coordonnerez les relations extérieures : ingénieurs-élèves-entreprises.

Vos fortes capacités relationnelles, votre expérience commerciale, votre formation supérieure et/ou votre expérience dans un domaine proche seront valorisés dans ce poste.

Les candidatures avec C.V. et 3 photos à envoyer à :  
AJST - 46, rue Barraud, 75634 PARIS Cedex 13.

## ENTREPRISE MARSEILLAISE

## DE RAYONNEMENT D'IMPORTANCE INTERNATIONALE

### RECHERCHE

POUR UN POSTE D'EXPLOITATION SUR LAVERA-FOS

## JEUNE INGÉNIEUR ENSAM OU ÉQUIVALENT

Possédant une formation complémentaire à la gestion, une bonne maîtrise de l'anglais. Une courte expérience professionnelle est souhaitée. Adresser CV détaillé avec photo à :  
EROSUD, réf. 938, 2, rue de l'Industrie, 13231 MARSEILLE Cedex 1.

## GRUPE MONTEUR

Groupes de Presses et Éditions spécialisés dans le domaine de la Construction, l'Architecture, l'Équipement Local et Régional, nous publions 18 journaux et éditeurs 250 ouvrages avec un effectif de 450 pers.

recherche

Pour renseignements et candidatures :

responsables

INFORMATION TECHNIQUE

100 rue de la République, 93100 Bobigny

Le CNRC

recherche un

directeur

technique

pour son service

à Paris, dans le cadre

d'un contrat de

travail à durée

indéterminée.

Le candidat devra justifier

d'une expérience

professionnelle de

plus de 10 ans.

Adresser lettre manuscrite

+ CV avec photo et

préciser la référence

86178 à M. J. Publicité

17, rue du Docteur

Loebe - 94307

Vincennes Cedex

qui transmettra

(Discrétion assurée).

## DEMANDES D'EMPLOI

AGREGE D'ALLEMAND

habitant PARIS et enseignant

à l'Université cherche pour

sept. 92 à donner quelques

heures, classes préparatoires

généralistes ou spécialisées.

Num. Tél. : (01) 50-60-00-46

le soir ou après 18h.

8544, Le Monde publiciste,

18-17, rue du Col. P.-AVIA,

75002 PARIS Cedex 15.

Dr. de sci. Biol., 30 ans, em.

nat. Univ. Genève. Exp. resp.

pol. angl. et ch. empl. indus.

franç. ou biotech. Disp. imméd.

France et étr. ou contrat franc.

MBA ou autre.

RM. 18-81540, PUBLICITAS,

CH-1211 GENEVE 3

JOURNALISTE (H.), 30 ans,

exp. d'org. événementiel, ch.

serv. de TRADUCTION B.-Néol.

Tél. : (1) 46-61-11-65.

Philosophie

et formation générale

Professeur avec expérience

classes préparatoires

RECHERCHE COURS DANS

L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Téléphone au

46-26-58-07

François 46 a. Cadre EBC

+ DEC. exp. 21 ans

Afrique/Dom., Rése. de sécr.

DAF/direct. PME/PMI

Franco-Africain.

11, av. Villeneuve

06000 NICE. T. 93-62-03-38.

Formations

LA FÉDÉRATION NATIONALE

LEO-LAGRANGE

ET L'UNIVERSITÉ EVRY

VAL D'ESPIONNE

proposent une formation

diplômante de :

MANAGERS SOCIAUX

Option : Développement

social (DESS) ou

DESS en cours

PAYE DE L'ÉTAT

de 9 ans

d'octobre 1992 à juin 1994

(renouvellement

de 10 ans)

COÛT PÉDAGOGIQUE :

20 000 F

Pré-requis : Niveau Master

Renseignements et dossier

d'inscription auprès de la

Fédération Nationale

Leo-Lagrange

Service de personnel

21, rue de Provence

75008 PARIS

(Tél. : 42-46-82-82).

## Le Monde

## SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes

1<sup>er</sup> arrdt

AUX CŒURS DES HALLES

Imm. classée I.S.M.H.

Par. exempt. 85 m<sup>2</sup>, rue du JOUR

du charbon, clair, calme, soleil,

chambres, mezz. poitrées,

tomates, l'appt. vue imp.

1 800 000 F. - Tél. : 42-67-16-64.

2<sup>nd</sup> arrdt

10 SOLAIRE SOUS HAUTS-BOIS

plan d'été, vue sur

Seine pourvue CHARMÉ

1 800 000 F. - Tél. : 42-64-54-48

3<sup>rd</sup> arrdt

NEUF

STUDIOS ET 2 PIÈCES

MARAI (3<sup>ème</sup>) à part. de 879 000 F.

ALÉSIA (14<sup>ème</sup>) à part. de 679 000 F.

PARIS-EST 11610111

(1) 45.87.70.25

MARAI SÉLECTION

12 m<sup>2</sup>, 1

W.C., CLAIR, CALME

11, rue de la République

75002 PARIS Cedex 15

4<sup>th</sup> arrdt

LES ATELIERS

DU MARAI

HOTEL DE VILLE

LIVRAISON 4<sup>th</sup> TR 1992

De studio au 4 pièces

120 m<sup>2</sup>, 45-72-50-50

ELMER DWIGHT EDOUARD

5<sup>th</sup> arrdt

CLOSENE

DE L'OBSERVATOIRE

110 m<sup>2</sup>, 45-72-50-50

ELMER DWIGHT EDOUARD

APPTS 4 PIÈCES

110 m<sup>2</sup>, 45-72-50-50

ELMER DWIGHT EDOUARD

6<sup>th</sup> arrdt

ODEON, 44, rue de la République

110 m<sup>2</sup>, 45-72-50-50

ELMER DWIGHT EDOUARD

7<sup>th</sup> arrdt

EXCEPTIONNEL

NEUF VANAU

2 pièces tout confort

Centre, 1 020 000 F.

CASSEL - Tél. : 45-65-43-43

8<sup>th</sup> arrdt

ST-PLACIDE

4 pièces, immeuble pierre de

taille, 5<sup>e</sup> étage, balcons, très

clair. Prix : 2 780 000 F.

CASSEL - Tél. : 45-65-43-43

9<sup>th</sup> arrdt

7<sup>e</sup> EXCEPTIONNEL

NEUF VANAU

2 pièces tout confort

Centre, 1 020 000 F.

CASSEL - Tél. : 45-65-43-43

10<sup>th</sup> arrdt

J.-BONNETIER Pierre de

taille, 5<sup>e</sup> étage, balcons, très

clair. Prix : 2 780 000 F.

CASSEL - Tél. : 45-65-43-43

11<sup>th</sup> arrdt

1<sup>re</sup> CLICHY PAVILLON

110 m<sup>2</sup>, 45-72-50-50

ELMER DWIGHT EDOUARD

12<sup>th</sup> arrdt

1<sup>re</sup> CLICHY PAVILLON

110 m<sup>2</sup>, 45-72-50-50

ELMER DWIGHT EDOUARD

13<sup>th</sup> arrdt

1<sup>re</sup> CLICHY PAVILLON

110 m<sup>2</sup>, 45-72-50-50

ELMER DWIGHT EDOUARD

14<sup>th</sup> arrdt

1<sup>re</sup> CLICHY PAVILLON

110 m<sup>2</sup>, 45-72-50-50

ELMER DWIGHT EDOUARD

15<sup>th</sup> arrdt

1<sup>re</sup> CLICHY PAVILLON

110 m<sup>2</sup>, 45-72-50-50

ELMER DWIGHT EDOUARD

16<sup>th</sup> arrdt

1<sup>re</sup> CLICHY PAVILLON

110 m<sup>2</sup>, 45-72-50-50

ELMER DWIGHT EDOUARD

17<sup>th</sup> arrdt

1<sup>re</sup> CLICHY PAVILLON

110 m<sup>2</sup>, 45-72-50-50

ELMER DWIGHT EDOUARD

18<sup>th</sup> arrdt

1<sup>re</sup> CLICHY PAVILLON

110 m<sup>2</sup>, 45-72-50-50

ELMER DWIGHT EDOUARD

19<sup>th</sup> arrdt

1<sup>re</sup> CLICHY PAVILLON

110 m<sup>2</sup>, 45-72-50-50

ELMER DWIGHT EDOUARD

20<sup>th</sup> arrdt

1<sup>re</sup> CLICHY PAVILLON

110 m<sup>2</sup>, 45-72-50-50

ELMER DWIGHT EDOUARD

21<sup>th</sup> arrdt

1<sup>re</sup> CLICHY PAVILLON

110 m<sup>2</sup>, 45-72-50-50

ELMER DWIGHT EDOUARD

22<sup>th</sup> arrdt

1<sup>re</sup> CLICHY PAVILLON

110 m<sup>2</sup>, 45-72-50-50

ELMER DWIGHT EDOUARD

23<sup>th</sup> arrdt

1<sup>re</sup> CLICHY PAVILLON

110 m<sup>2</sup>, 45-72-50-50

ELMER DWIGHT EDOUARD

24<sup>th</sup> arrdt

1<sup>re</sup> CLICHY PAVILLON

110 m<sup>2</sup>, 45-72-50-50

ELMER DWIGHT EDOUARD

25<sup>th</sup> arrdt



150/150

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde ■ Jeudi 16 juillet 1992 21

## LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
<b>PARIS</b>			<b>14<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>BOULOGNE</b>		
<b>2<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			4 PIÈCES 89 m², 3 <sup>e</sup> étage Parking	7, rue de la Chapelle SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	8 540 + 1 127 8 148	4 PIÈCES 86 m², 3 <sup>e</sup> étage balcon 2 parkings	197, rue Galignani LOC INTER - 47-45-14-85 Frais de commission	7 698 + 650 8 314
2 PIÈCES 60 m², 1 <sup>er</sup> étage	5, rue Volney GCI - 40-16-28-88 Frais d'actes	8 500 + 1 052 325	<b>15<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			5 PIÈCES 101 m², 4 <sup>e</sup> étage balcon, 2 parkings	197, rue de la Chapelle LOC INTER - 47-45-14-85 Frais de commission	11 825 + 770 8 910
<b>8<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			3 PIÈCES IMM. NF 81 m², 3 <sup>e</sup> étage Parking	25 bis, rue de la Chapelle SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	13 650 + 1 706 9 828	4 PIÈCES 115 m², 3 <sup>e</sup> étage Parking	33-35, rue Anne-Jacquelin AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	13 510 + 2 820 8 614
2 PIÈCES 60 m², 3 <sup>e</sup> étage Parking	11, rue Tournefort GCI - 40-16-28-88 Frais de commission	8 250 + 678 418	3/4 PIÈCES 87 m², 2 <sup>e</sup> étage	21, rue de la Chapelle SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	8 000 + 922 5 780	4 PIÈCES 115 m², 3 <sup>e</sup> étage Parking	33-35, rue Anne-Jacquelin AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	13 510 + 2 820 8 614
<b>7<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			2 PIÈCES 71 m², 5 <sup>e</sup> étage Parking	7/11, rue de Presles AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	8 500 + 1 010 4 825	STUDIO 35 m², rez-de-ch. Terrasse Parking	70, rue du 1 <sup>er</sup> mai CIGIMO - 48-00-89-89 Frais de commission	3 500 + 250 2 780
3 PIÈCES 80 m², 5 <sup>e</sup> étage	11, rue Tournefort GCI - 40-16-28-88 Frais de commission	14 000 + 1 000 9 882	3 PIÈCES 76 m², 5 <sup>e</sup> étage Parking	5, rue de la Chapelle AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	8 200 + 1 500 5 835	3 PIÈCES 78 m², 1 <sup>er</sup> étage Balcon Parking	70, rue du 1 <sup>er</sup> mai CIGIMO - 48-00-89-89 Frais de commission	5 180 + 510 3 999
<b>6<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>16<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			4 PIÈCES 95 m², 2 <sup>e</sup> étage Balcon Parking	13, rue des Sulpiciens CIGIMO - 48-00-89-89 Frais de commission	6 800 + 880 5 022
3 PIÈCES 87 m², rez-de-ch.	45, rue de Courcelles AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	8 286 + 781 4 458	3/4 PIÈCES 88 m², 7 <sup>e</sup> étage Parking	120, rue de la Chapelle SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	14 287 + 1 220 10 294	3 PIÈCES 70 m², 2 <sup>e</sup> étage Parking	7, rue Claude-Monet AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	7 200 + 578 5 124
3/4 PIÈCES 88 m², 1 <sup>er</sup> étage	24, rue de Téhéran SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	8 500 + 783 5 120	<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			2 PIÈCES 59 m², 3 <sup>e</sup> étage Parking	185/187, rue de la Chapelle SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	7 200 + 1 174 5 184
<b>9<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			3 PIÈCES 88 m², 2 <sup>e</sup> étage	7, rue Paraday AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	9 000 + 1 230 5 404	6 PIÈCES 251 m², 2 <sup>e</sup> étage Box	74, rue de Chézy GCI - 40-16-28-88 Frais de commission	32 600 + 5 845 1 218
2 PIÈCES 60 m², 5 <sup>e</sup> étage Poss. parking	5, rue Drouot CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	8 500 + 875 4 025	<b>7<sup>e</sup> YVELINES</b>			3 PIÈCES 71 m², 2 <sup>e</sup> étage Parking	1, rue Voltaire AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	4 580 + 845 3 285
<b>10<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			3 PIÈCES 88 m², rez-de-ch. Parking	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 1 <sup>er</sup> rue de La Roche-Jacquelin AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	5 722 + 720 4 072	<b>VAL-DE-MARNE</b>		
4 PIÈCES DUPLEX 100 m², 6/7 <sup>e</sup> étage	21, rue de la Chapelle GCI - 40-16-28-88 HB	8 450 + 870	MAISON 3 PIÈCES 144 m²	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 1 <sup>er</sup> rue de La Roche-Jacquelin TANNERIES ROYALES SAGGEL - 47-45-15-85 Frais de commission	10 703 + 11 961 7 708	STUDIO 37 m², 2 <sup>e</sup> étage Parking	VINCENNES 8, allée F.-Nader AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	3 804 + 428 2 708
<b>12<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>92 HAUTS-DE-SEINE</b>			3 PIÈCES 68 m², rez-de-ch. Terrasse Parking	VINCENNES 1 <sup>er</sup> rue Voltaire LOC INTER - 47-45-15-84 Frais de commission	5 484 + 870 4 230
3 PIÈCES 85 m², 1 <sup>er</sup> étage	20 bis, bd de la Bastille AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	8 404 + 1 100 5 980	4 PIÈCES 101 m², 2 <sup>e</sup> étage Parking	46, rue de l'Alma SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	7 600 + 8 597 5 472	4 PIÈCES 83 m², 1 <sup>er</sup> étage Balcon 2 parkings	VINCENNES 1 <sup>er</sup> rue Voltaire LOC INTER - 47-45-15-84 Frais de commission	8 550 + 800 5 084

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE AVEC LA PARTICIPATION DE

**AGFRANCE**  
GROUPE  
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

**CIGIMO**  
GROUPE GTF

**GFC**  
GROUPE FINANCIER  
DE LA CONSTRUCTION

**GENERALI**

**LOC INTER**  
Transactions Tel. 01 45 19 07

**PHENIX  
GESTION**  
GROUPE D'ASSURANCE  
DE FRANCE

**SAGGEL  
VENDÔME**  
GROUPE UAP

**SOLVEG**  
LOCATION VENTE ET GESTION D'IMMOBILIER

**Le Monde**

Chaque mercredi (numéro daté jeudi)

Vos rendez-vous IMMOBILIER

La sélection immobilière - Les locations des institutionnels - L'immobilier d'entreprise

Professionnels : 46-62-73-43 - Particuliers : 46-62-72-02/46-62-73-90



# VIE DES ENTREPRISES

Naissance d'un groupe de taille mondiale

## Les papetiers japonais Jujo et Sanyo-Kokusaku annoncent leur fusion

En s'effondrant, le cours de la papeterie japonaise a entraîné les opérations de fusion. Les papetiers japonais Jujo et Sanyo-Kokusaku annoncent leur fusion. Le groupe japonais de pâte, filiale du groupe Mitsu, lors de son dernier exercice (clos le 31 mars), le bénéfice net imputé de Jujo a pratiquement chuté de moitié, tombant à 6,8 milliards de yens (323 millions de francs) pour un chiffre d'affaires de 112 milliards de yens (18,6 milliards de francs).

Filiale de la banque Fuji et jusqu'ici cinquième groupe papetier nippon, Sanyo-Kokusaku est dans une situation comparable. Pour son dernier exercice, le bénéfice net imputé a diminué des deux tiers à 2,6 milliards de yens (123,7 millions de francs) et son chiffre d'affaires s'est élevé à 55 milliards de yens (13,9 milliards de francs). Interrogé lors de l'annonce de la fusion, le président M. Choji Karamochi, a précisé que le groupe avait approché par Jujo en 1991. Il présidera les destinées de la nouvelle entité qui, dans un premier temps, gardera le nom de Jujo.

Les modalités de la fusion seront arrêtées en octobre, celle-ci interviendra en avril 1993. Par sa taille, le nouveau groupe sera le premier japonais à rivaliser avec les géants américains de la pâte à papier. Mais il paraît peu probable que dans ce secteur, le pays du Soleil-Levant puisse assumer la domination américaine. De 1980 à 1991, selon le magazine américain *Fortune International*, le poids du Japon dans les produits papetiers a décliné de 20,9 à 17,3 % de la production mondiale, quand celui des États-Unis montait de 15 à 49,3 %.

P.-A. G.

## CHIFFRES ET MOUVEMENTS

### COOPÉRATION

Accord Olivetti-Digital : la CIO va recevoir immédiatement 635 millions de francs. - Digital Equipment, le constructeur d'ordinateurs, a racheté immédiatement 250 000 actions Olivetti pour un montant total de 172,1 milliards de francs (744 millions de dollars) pour la première tranche de l'accord signé récemment entre les deux groupes. La CIR, le holding de M. De Benedetti qui contrôle le groupe italien Olivetti, devrait ainsi encaisser la somme de 152 milliards de francs (633,2 millions de dollars). Ces précisions inédites par l'accord ont été fournies, mardi 14 juillet, par M. Carlo De Benedetti à l'occasion de l'assemblée des actionnaires de la CIR à Turin. La transaction prévoit la cession du même nombre d'actions au même prix (montant global 172,1 milliards de francs) à la fin de 1994, mais il est encore prévu pour l'accord une deuxième tranche, a indiqué M. De Benedetti. Enfin Digital va acquérir, avant juin 1993, 9 300 000 autres actions Olivetti sur le marché.

### INVESTISSEMENT

Fruit of the Loom (textile) investit 38 millions de dollars en Irlande du Nord. - La société américaine de confection Fruit of the Loom investit 38 millions de dollars en Irlande du Nord. Elle investira 15 millions de dollars (368 millions de francs) et créera 450 emplois supplémentaires en cinq ans. Le groupe emploie déjà 100 personnes dans une usine à Lifford, dans le comté de Londonderry. En mars 1990, Fruit of the Loom avait investi 60 millions de dollars sur ce premier site, soutenu par un programme d'expansion lancé par le Comité de développement industriel (IDB).

### RÉSULTATS

SGN : forte hausse des résultats. - Filiale du groupe Cogema, la SGN (Société générale pour les techniques nucléaires), firme d'ingénierie spécialisée dans le nucléaire, a annoncé ses résultats pour le premier semestre 1992. Le chiffre d'affaires s'est élevé à 1,1 milliard de francs, contre 844 millions de francs l'an dernier. Le bénéfice net a progressé de 6,1 %, pour s'établir à 148,7 milliard de francs. Cette croissance provient plus particulièrement de la hausse de la production de la chaudière de ski et de l'activité de maintenance des centrales nucléaires.

Accord : Total obtient un permis d'exploration de pétrole au Vietnam. - Total a obtenu, jeudi 9 juillet, avec la société nationale du pétrole du Vietnam, PetroVietnam, un permis d'exploration-production. Du 1991, la production de pétrole a augmenté de 3 450 km³, soit 1,3 % de la production mondiale. Le permis est accordé à Total et à ses associés (PetroVietnam, le norvégien Norsk Hydro, le japonais Marubeni) fait partie de la douzième des compagnies étrangères pour l'exploration pétrolière au Vietnam.

NOMINATION

M. Jacques Payer devient PDG de Matra Communication. - M. Jacques Payer, jusqu'ici directeur général de Matra Communication, la filiale de Matra spécialisée dans les télécommunications, a été nommé PDG en remplacement de M. Jean-Luc Lagardère, président de Matra Communication depuis 1984, qui a été nommé président de M. Jean-Luc Lagardère, président de Matra.

RACHAT

Sasaco passe sous le contrôle de la Caisse des Dépôts. - SCIC-AMO, filiale de la Société centrale immobilière de la Caisse des Dépôts, spécialisée dans l'assistance à la maîtrise d'ouvrage (avec un chiffre d'affaires de 200 millions de francs, dont 45 millions dans le secteur hospitalier), va racheter la quasi-totalité du capital de Sasaco, première société française de conseil dans le domaine de la santé. Fondée et présidée par M. Jean de Kervadour, ancien directeur des hôpitaux, Sasaco a réalisé un chiffre d'affaires de 20 millions de francs en 1991; elle a notamment travaillé pour une centaine d'hôpitaux ou de groupes hospitaliers. Le capital sera partagé entre le président (qui gardera la fonction), les unions mutualistes, CDC Participations, l'Etat (du groupe CEA) et Sophia.

CAPITAL

VEV : augmentation de capital de 344 millions de francs. - Le groupe textile VEV va procéder à une augmentation de capital de 344 millions de francs afin de poursuivre le redressement de ses fonds propres. Cette opération, qui fait suite à une augmentation de capital de 1,2 milliard de francs décidée en novembre 1991, est conforme au plan de sauvetage du groupe, arrêté en juillet 1991 entre les pouvoirs publics, les banques créancières et le nouveau PDG, M. Pierre Barberis : les banques créancières, devenues actionnaires du groupe, s'engageaient à abandonner ou à convertir une partie de leurs créances pour que VEV dispose au moins de 500 millions de francs de capitaux propres. En dépit du soutien de ses banques créancières, de mesures de réduction des dépenses, le groupe textile a enregistré en 1991 une perte de 737 millions de francs et devrait faire fortement déficitaire cette année. Une nouvelle augmentation de capital devrait donc être décidée à la fin de l'année.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Codetour

L'Assemblée Générale des actionnaires de CODETOUR, SICOMI d'ISM SA spécialisée dans le financement des hôtels, a approuvé les comptes de l'exercice 1991 qui traduisent par un bénéfice net de 18,8 millions. Elle a décidé la distribution le 10 juillet prochain d'un dividende de F 27,50 par action, avoir fiscal de F 0,27 compris, soit une augmentation de 3,77 % par rapport à celui de l'exercice précédent.

Sur la base de ce dividende, l'action CODETOUR qui a coté aux environs de F 280 au cours des dernières semaines, a une rentabilité particulièrement attrayante pour l'investisseur.

Dans son allocution le Président Henri CUCHET a rappelé que grâce à son statut de société financière, CODETOUR peut transférer son patrimoine hôtelier à ses locataires par voie de crédit-bail et s'assurer ainsi des loyers importants sur une longue durée.

Ce patrimoine hôtelier constitué il y a près de vingt ans offre une rentabilité financière élevée compte tenu des amortissements pratiqués. Il constitue donc pour CODETOUR un actif significatif permettant de conforter une politique de distribution active.

Groupe ISM SA

# MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 15 juillet

Nouveau repit

Après quatre jours chahutés en raison de la fin de l'été, le marché a retrouvé son calme. Le CAC 40 a été ramené à son niveau d'avant l'été, à 1 875 points. Le volume des échanges, à l'image de ceux observés la semaine passée, restait très faible - environ 600 millions de francs - les vacances ayant clairement pesé sur l'activité boursière. Mais cette faible activité traduisait également l'extrême incertitude des investisseurs.

Les analystes craignent notamment une hausse des taux d'intérêt allemands, en particulier de celui de l'acompte en raison de la forte croissance de la zone monétaire allemande. La banque centrale allemande plaide pour une politique monétaire stricte dans son rapport mensuel de juillet. L'OCDE préconise également dans son rapport annuel sur l'Allemagne une politique de taux d'intérêt stricte pendant une période prolongée.

Mardi à la veille de la réunion de la Bundesbank, les taux ont été en hausse. Le taux à 3 mois est passé de 5,70 à 5,85 %, celui à 6 mois de 5,70 à 5,85 %, et celui à 12 mois de 5,70 à 5,85 %.

L'annonce d'une hausse de 0,1 % des prix en France en juin selon les premières estimations de l'INSEE ne parvient pas à rassurer les investisseurs, qui ne partagent plus l'optimisme des autorités.

Le CAC 40 a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le DAX a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Nikkei a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Franc suisse a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Franc allemand a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Franc japonais a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Franc italien a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Franc espagnol a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Franc portugais a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Franc grec a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Franc turc a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Franc indonésien a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Franc thaïlandais a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Franc philippin a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Franc vietnamien a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Franc cambodgien a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Franc laotien a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Franc birman a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Franc malaisien a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Franc indonésien a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Franc thaïlandais a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Franc philippin a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Franc vietnamien a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Franc cambodgien a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Franc laotien a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Franc birman a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Franc malaisien a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Franc indonésien a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Franc thaïlandais a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Franc philippin a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Franc vietnamien a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Franc cambodgien a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Franc laotien a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Franc birman a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Franc malaisien a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Franc indonésien a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Franc thaïlandais a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Franc philippin a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Franc vietnamien a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Franc cambodgien a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Franc laotien a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Franc birman a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Franc malaisien a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Franc indonésien a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Franc thaïlandais a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Franc philippin a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Franc vietnamien a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Franc cambodgien a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Franc laotien a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Franc birman a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Franc malaisien a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Franc indonésien a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Franc thaïlandais a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Franc philippin a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Franc vietnamien a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Franc cambodgien a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Franc laotien a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Franc birman a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Franc malaisien a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Franc indonésien a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Franc thaïlandais a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Franc philippin a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Franc vietnamien a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Franc cambodgien a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Franc laotien a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Franc birman a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Franc malaisien a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Franc indonésien a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

Le Franc thaïlandais a terminé à 1 875 points, en hausse de 10 points par rapport à la veille.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cables	4389	4370	Immob. Hôpitaux	1010	1010
Amatel Assoc.	231 50	231	Immob. Compagnie	148	
B.A.C.	23 70		I.P.B.M.	56	53 20
Banq. Paribas	720		Locam	117 10	115 20
Borcia (Ly.)	472	472	Mora Comm.	215 10	
Boussac (Ly.)	737	727	Motex	138 30	
C.A.I.-de-F. (C.C.I.)	204		Publi-Presse	455	459 50
Calbenton	350	349 50	Revue-Alp. Eco. (Ly.)	323	
Carif	730	738	Select Invest (Ly.)	88	
C.E.G.P.	159	159	Serbia	265	267
C.F.P.J.	289	288	Sopra	290	300
C.N.I.M.	1051	1070	TF1	489	488 60
Codetour	287 80	289	Thermator H. (Ly.)	353	360
Conforama	1159		Unilog	255	259
Crestas	151	152	Vel et Cie	95 50	92
Dagblat	303	303	Y. St-Laurent Groupe	800	788
Delfines	1100	1086			
Dominique Wierma Co.	400				
Doverly	1080	1119			
Devile	165	171			
Dolcos	113				
Edisons Bedford	148				
Europ. Population	180	188			
Financo	99	103 90			
G.F.P. Group (Lon J.)	85	85 50			
G.I.N.	385	385			
Group. G.P.	165	170			
Guilford	808				
I.C.C.	175	175 50			
Idanoo	84 80	86 30			

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15

TAPEZ  
LE MONDE



## BOURSE DU 15 JUILLET

**Cours relevés à 14 h 00**

**36-15**

**SICAV** (sélection

**10/7**

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demande - p : prix précédent - m : marché continue



مكتبة ابن أبي عمير











سدا بنو الرحمن

# ARTS • SPECTACLES

## EXPOSITIONS D'ÉTÉ

Quel lien y a-t-il entre une machine qui court sur un balcon, une tour géante de communication, un ventilateur meurtrier et une troupe de gueux en haillons ? Aucun, bien sûr, sinon que ce sont là des travaux d'hier et d'aujourd'hui exposés, ont été, aux quatre coins de la France. L'art en mouvement est à Saint-Paul-de-Vence. On peut découvrir les principales figures de l'architecture britannique à Bordeaux et aux Salines d'Arc-et-Senans. D'autres Anglais, plasticiens cette fois, essaient au Havre, à Rochecouart, à Tours, à Villeneuve-d'Ascq et à Kerguelennec. Les Lorrains, enfin, fêtent le quatrième centenaire de la naissance de Jacques Callot, à Nancy, sa ville natale, en organisant une rétrospective complète des œuvres du graveur. C'est aussi l'occasion de célébrer l'âge d'or de la peinture en Lorraine avec Georges de La Tour et un artiste méconnu, Jacques Bellange.



Giacomo Balla : « Dynamisme d'un chien en marche », 1912.

D.R.

L'ART EN MOUVEMENT  
à la Fondation Maeght

EDWARD MUYBRIDGE, photographe britannique au Far-West, répondant au pari lancé par Leland Stanford, ancien gouverneur de Californie, propriétaire de chevaux, réalisa, en 1872, les premiers chronophotographies de trotteurs, qui révélèrent la position exacte de leurs jambes pendant une course. Aventureur autant, sinon plus, que chercheur, le photographe alla suivre la guerre des Américains contre les Indiens, avant de reprendre ses travaux sur la décomposition du mouvement, à Philadelphie, en 1878, les onze volumes d'*Animal Locomotion*. Après avoir bricolé un système permettant le déplacement d'une image d'obturation au moment du passage du cheval sur la piste, il inventa le zoographe, un projecteur utilisant la persistance des images sur la rétine et permettant de reconstituer le mouvement à partir d'images fixes. Il ne s'agit pas de question de mouvement sans lumière.

Dans le même temps, mais à Paris, Etienne-Jules Marey, natif de Beaune, membre de l'Académie de médecine, de l'Académie des sciences, professeur au Collège de France, poursuivait ses recherches sur différentes phases du mouvement chez les animaux vivants, inventant le fusil photographique lui permettant d'enregistrer douze images successives du mouvement, puis le chronophotographe, qui permettait de réaliser les premières chronophotographies d'hommes courant ou marchant. A ses travaux graphiques et photographiques sur le mouvement, il ajoutait une étrange sculpture figurant le vol d'une mouette, le premier film d'animation du jour : une main qui s'ouvre et se ferme, et de nombreux clichés de figures géométriques engendrées par le déplacement d'un point.

Muybridge et Marey, qui devaient se rencontrer à Paris, allaient, en deux, être une mine pour les artistes. A commencer par Degas, qui, lorsqu'il entreprend de peindre en cire blanche et gens pour donner des peintures, « plus d'expression, plus d'ardeur, plus de vie », s'inspire des travaux de l'Anglo-Américain.

Une exposition sur le mouvement dans l'art du vingtième siècle se devait de nous rappeler cette agitation dans le monde de la représentation avant l'explosion des avant-gardes, solidaires, par définition, de tout ce qui bouge, va à l'avant. En accord avec

## LA MARCHÉ ALÉATOIRE DU SIÈCLE

Des entrechats énergiques de Degas aux machines indisciplinées de Tinguely, analysé, décrit, virtuel ou réel, le mouvement aura été une des fixations des artistes du vingtième siècle.

l'esprit du temps, celui de la grande révolution technique industrielle, qui met l'électricité à la portée des chaumières, le train en suspens au-dessus des voies. En réaction contre la raideur de l'art académique. Et optant pour la voiture de course jugée par Marinetti plus belle que la Victoire de Samothrace, son envol, lequel, justement, pourrait passer pour un exemple de l'expression du mouvement dans l'art de sculpter.

S'il est bien évident que l'art, depuis des siècles, traite du mouvement, en usant, par exemple, de spirales et d'obliques, la nouveauté du vingtième siècle, c'est que l'on sort du virtuel et des artifices de composition. Que le mouvement est décomposé, décrit, dans la réalité de chercheurs photographes du cinématographe. Sinon réel, il implique le début

l'onnement de la statuaire, la sortie hors cadre de la peinture, l'introduction de l'objet, des moteurs, des écrans, des plaques, des tiges de métal et des spots.

L'exposition de la Fondation Maeght rend compte de cette évolution qui voulait aller jusqu'à la fin, depuis le grand écart des danseuses de Degas à Rodin, le sculpteur de l'Homme qui marche, émergeant, vers son destin plutôt que vers le progrès. On y voit les futuristes voisins de la Composition, à combien dynamique ! Kandinsky, un Déroulement de Kupka ; Balla essayer, dans la lumière du divisionnisme, des théories de Chevreul sur la lumière, à faire courir une fillette sur un balcon, s'amuser à peindre un roquet, frétilant dans multiples bottines, sa maîtresse, ou démultiplier les mains d'un violoniste, avant de s'en prendre aux lettres décrites par la voie de quelque hirondelle, à faire passer par la voie des aires abstraites un Mercure devant le soleil. En fixant leur dévolu sur le mouvement, non plus l'instant de l'impression, mais le moment paroxystique de l'action, en cherchant à transcrire le dynamisme du monde moderne, en misant sur l'énergie partout (Boccioni, dans *Materia*), à symboliquement l'image de la mère, l'idée de lumière (la matière en mouvement), les artistes, vers 1912, élargissent singulièrement le champ de l'art, qui, du coup, est ouvert aux tourments de la relativité, pour le meilleur et pour le pire, à certainement pour le repos de l'esprit.

« Nous nous libérons de l'erreur millénaire héritée de l'art égyptien, qui voyait dans les rythmes statiques les seuls éléments de la création plastique. Nous proclamons que les rythmes cinétiques sont les formes essentielles de notre perception du temps réel », proclame le Manifeste réaliste de Gabo et Pevsner, en 1920. Non sans avoir rappelé que « l'espace et le temps sont nés pour nous aujourd'hui ». Et Gabo, homme d'action engagé dans l'avant-garde révolutionnaire en Russie, résume le propos en produisant la « construction cinétique » la plus minimale qui puisse être : une simple tige verticale qu'un petit moteur fait vibrer.

Delaunay avait balancé sa joie ses disques et rythmes simultanés dans les parages de la tour Eiffel et des hélices d'avion. Duchamp avait sa roue, puis les amis de Dada, de Zurich à New-York, passant par

Paris, pendant et après la première guerre mondiale, semaient le doute quant à l'usage de la machine et aux bienfaits de la société en progrès. Tinguely, plus tard, y reviendra, avec ses machines grinçantes, traitant du mouvement et de la vitesse sans la moindre illusion, pour l'usage du mouvement et de son usage : la mort, en « à fond la caisse », dans son *Tombeau de kamikaze* (1969). Il prenait là le contre-pied des constructivistes, de Tatline (dont une maquette du Monument à III<sup>e</sup> Internationale figure dans l'exposition), de Moholy-Nagy (avec notamment *Space Modulator*), de ses utopistes, chercheurs du groupe GRAV et des cinéastes cinétiques voulant à leur tour faire rimer art, science et société moderne : Vasarely, Agam, Le Parc, Soto, Cruz-Diez, et bien d'autres parfois injustement tombés en disgrâce un jour ou l'autre de l'art cinétique et ses jeux visuels, ses chromes, ses aimants, ses boules à ses signaux, ses dispositifs, ses gadgets voués aux vitrines des drugstores. Alors que les artistes leur réservaient une belle place dans la cité.

On a donné à certains le moyen de réaliser leurs ambitions. Par exemple à Caracas, Soto (1), l'homme des Pénétrables - pluie de lumière bruisant que les visiteurs d'aujourd'hui n'osent pas forcément toucher. Et à Paris ou ailleurs, Bury, dont les plus vieilles fontaines sont les meilleures. D'autres, par contre, comme Kowalski, un bon artiste pourtant, ont du mal à pousser leur projets au-delà de la maquette. A croire que la vogue un temps excessive de Vasarely a beaucoup nui au mouvement.

GENEVÈVE BREERETTE

★ « L'art en mouvement », Fondation Maeght, 06570 Saint-Paul-de-Vence ; tél. : 93-32-81-63. Jusqu'au 13 octobre.

(1) Une rétrospective de son œuvre est organisée au Centre d'art contemporain de Meymac (tél. : 55.95.23.30), jusqu'au 27 septembre.



## EXPOSITIONS D'ÉTÉ

CALLOT, BELLANGE, LA TOUR  
à NancyL'ÂGE D'OR  
DE LA PEINTURE  
EN LORRAINE

LES peintres mouraient jeunes en Lorraine dans les premières décennies du dix-septième siècle : Jacques Callot, quarante-trois ans, Jacques Bellange, même âge, Jean Le Clerc, quarante-six ans, Etienne Gellée à vingt-neuf. En quelques années, 1633, 1637, une génération s'efface, celle de Callot, de Constant, de Lallemand. Un seul survécut plus longtemps, le solitaire de Lunéville, Georges de La Tour, qui mourut en 1652, à inépuisable, lors d'une épidémie qui, également, épousa son valet.

Pourquoi ces détails chronologiques et funèbres ? Parce que l'histoire de la peinture lorraine, qu'elle soit exposée à Nancy, dure guère qu'un demi-siècle, commence dans le faste et finit dans la misère, l'instar du duché lui-même, qui disparaît à même temps que ces artistes, vite et violemment. Autant donc en prendre parti : un peu d'histoire diplomatique, militaire, nécessaire à l'intelligence de l'art lorrain, d'autant plus nécessaire que, divisée en deux, Callot, un musée, contemporains, autre, les manifestations nancéiennes, si réussies soient-elles, ne composent guère un tableau cohérent et simple. Le visiteur, il le risque de s'y égarer, trop attiré par les pour prêter attention aux dates et aux détails des circonstances.

Première scène : le duché vers 1590 à 1600. Le règne de Charles III. Alors que les guerres religieuses ravagent nombre de provinces françaises, la Lorraine catholique, forte de sa liberté, passe pour terre de prospérité et de paix. Voyageurs, chroniqueurs célèbrent, récoltes, mines, majesté de Nancy, la magnificence de la cour ducal et les eaux Plombières. « Bref il n'y manque rien, et n'y a pas de monde où l'on soit mieux traité », déclare l'un de ces mémorialistes éblouis. Que, dans une contrée si opulente, dans une ville « parfaitement belle », où les rues « larges et droites », celles des Pays-Bas, les arts soient à l'honneur, rien d'étrange. Mais, plus qu'aux Pays-Bas, c'est à l'Italie que les Lorrains demandent des leçons de style et de technique — l'Italie, donc, le maniérisme qui y exerce alors son influence. En 1608, le seigneur, ayant

Jacques Callot et ses contemporains lorrains du premier tiers du dix-septième siècle sont l'objet de deux expositions simultanées à Nancy. Le prétexte est de célébrer le quatrième centenaire de la naissance du graveur. Le résultat est une leçon d'histoire de premier ordre, accompagnée d'œuvres pour la plupart admirables.

apprirent tout ce qu'il pouvait lui enseigner l'orfèvre, c'est-à-dire Demange Crocq auquel le père l'avait confié l'année précédente, Jacques Callot profite sans doute d'une ambassade lorraine auprès du pape pour se rendre à Rome.

Il y revient par graver une suite dite « Tableaux de Rome » d'après ses œuvres très variées. Michel-Ange côtoie dans son anthologie Andrea del Sarto, Salimbeni, maniériste siennois. Ces humanités accomplies, il s'établit à Florence en 1612, il fait bientôt admettre aux Offices, qui abritent les ateliers d'art du grand-duché. Il y demeure jusqu'en 1621, exécute ses premières œuvres accomplies, savantes, grandes images des fêtes et des triomphes en l'honneur des Médicis, de leurs alliés, scènes de la commedia dell'arte, figures grotesques, bouffons, matamores, travestis, beaux masques et polichinelles. Son adresse à dessiner et à graver éclate dans ces planches pittoresques où la fantaisie confine à la monstruosité — mais une monstruosité fort peu tragique, théâtrale essentiellement décorative. Callot excelle à représenter les défilés de carnavals, les Florentines costumées en allégories, les bateleurs des foires. A l'apogée de profondeur, ces œuvres ont du rythme et de la variété. Elles jouent de la surprise et de la parfaite dextérité de main.

Au même moment, à Nancy, à la cour de Charles III, un nommé Jacques Bellange, peintre att-

ché au duc, employé à des ouvrages de décoration et à l'organisation des fêtes princières. En 1606, à l'occasion de l'entrée solennelle de Marguerite de Gonzague, il travaille aux décors de la procession. Or c'est ce que ce Bellange, tel qu'il apparaît dans ses œuvres qui, de lui, des dessins, des gravures ? Un halluciné, un extravagant, un maniériste entre tous, un second Pontormo plus fini que Pontormo lui-même — et un artiste de premier ordre dans le genre visionnaire.

Les cabinets qui lui sont consacrés au Musée des beaux-arts ne visitent pas stupéfaits ils révèlent le talent et d'audace. La suite d'œuvres des Apôtres montre une collection de postures anormales, des déformations, tantôt gonflés et vidés de chair. De saint Jean l'Évangéliste, Bellange fait un androgyne au regard trouble et à la coiffure de coquette. Il métamorphose le malheureux saint Simon en simplet de village à l'air prodigieusement naïf. Saint Thomas frôle l'hystérie et André cligne l'œil d'un air étrangement diabolique. Pourquoi ces bizarreries, ces turbans faussement turcs, des draperies qui virevoltent et des volutes des membres et des ventres des femmes au ployé, des hanches évasées, aux chevilles et des poignets démesurément allongés ? Pourquoi, dans une esquisse pour une Déploration au pied de la croix, avoir introduit des gestes outrés, des yeux exorbités, furibonds jusqu'à un ange à tête de vieillard ? Ce serait dire que Bellange délirait. On ne peut que dire que Bellange, de Pontormo, mais rien ne démontre que Bellange soit allé en Toscane. A Prague, à Fontainebleau, autres pôles du maniérisme ? On ne sait, les archives manquent.

Malgré ces constantes : Bellange à Nancy et Callot à Florence cultivent la séduction, l'effet, le plaisir à la prolifération des ornements, ils oscillent entre le pathétique et le burlesque, ils ont le dessin grandiloquent, sinon expressionniste, et les deux, directement ou indirectement, se réfèrent à des modèles et à une mode italiens. Callot est plus prolixe et précis. Bellange plus puissant et inventif, mais ils se ressemblent étrangement. La peinture lorraine, qu'ils la hissent à son plus haut degré de raffinement et d'audace, un maniérisme somptueux et factice. Leurs contemporains de moins d'ampleur et de talent, tels Lallemand, l'appliquent et Dervet le maladroit, cherchent autant qu'eux le lumineux et le brillant. Quand ils échouent, ne faut-il pas que le burlesque, le clinquant — mais c'est encore d'un art de leur qu'il s'agit.

En 1621, Callot revient à Nancy. Il exécute des suites mondaines, effigies d'élégances de la noblesse locale, cavaliers aux feutres coquets et des barbes enjolées, des galantes qui jouent de l'éventail et du loup. En 1627, il illustre les fêtes en l'honneur de la duchesse de Chevreuse, combats allégoriques, déguisements et bals. Le char de Messieurs de Couvongne et Chabre évoque les enfers, où ces gentilhommes apparaissent dans les rôles flatteurs de Minos et Rhodanthe. Pour l'entrée de Monsieur de Brionne, vingt pages marchaient devant une machine marine qui figurait le mythe de la Toison d'or. « Son

Altesse », le jeune duc Charles IV de Lorraine, apparaît Apollon, sur un char conduit par six nymphes... Dans ces planches compliquées à loisir, chefs-d'œuvre de virtuosité courtisane, Callot le Florentin fait merveille.

Dernières vocalises, feux d'artifice. Alors que la guerre de Trente Ans, Charles IV, la du Saint-Empire contre la France, les princes protestants. Imprudence impardonnable. La guerre ravage la belle province lorraine, riche et heureuse. Français et impériaux y lancent leurs bandes à partir de 1630, et, quatre ans plus tard, le duché n'existe littéralement plus, annexé par Louis XIII. Les troupes de recrues et de bandits le parcourent et le mettent au pillage, les Suédois y poussent une pointe, la peste s'y établit enfin, accompagnée semble-t-il du typhus. Le poète Jean Hérodel déplore la ruine de son pays natal, « de peste, de famine, de guerre ensemble » ravagé. En 1633, Jacques Callot grave la suite des *Grandes Misères de la guerre*. Plus de carnavales désormais, des embuscades, des meurtres, des exécutions compliquées de tortures, la faim, la mendicité, le viol, la mort partout — l'ordinaire des guerres — somme, révélateur d'un coup à un artiste qui n'avait aucune expérience du malheur.

Aucune expérience ? C'est trop dire. Si Callot apparaît désormais comme la figure majeure du temps, s'il éclipse l'extravagant Bellange, s'il supporte d'être comparé à Caravage parfois, parfois à Poussin, c'est que, dès les années 1620, il a été le

Catalogues  
de référence

Les catalogues de qualité accompagnant les expositions les complètent sur plusieurs points. Le premier, Jacques Callot, se présente comme une monographie de l'artiste. Rédigé par Pauline Chou, Daniel Ternois, le catalogue actualisé de Callot, il est le seul suivant l'ordre chronologique et le luxe de biographiques, historiques et sociologiques (560 pages, 350 F).

Le second, *L'Art en Lorraine au temps de Jacques Callot*, assurement ce qu'il est convenu de dire un ouvrage de référence. Il donne à lire et à apprendre ce qu'il a vu et compte plusieurs contributions de premier ordre, dont celle de Guy Cabourdin, qui traite l'histoire politique et économique du duché, et celle de Pierre Pinon, qui étudie le développement architectural de Nancy au temps des derniers ducs. Parmi les chapitres et notices consacrés aux artistes, se distinguent ceux de Pierre Rosenberg sur la Tour et de Jacques Thuillier sur Bellange. Jacques Thuillier est également le préfacier de ce monument d'édition savante (430 pages, 390 F).



Gillian Wearning :  
« le Ventilateur »,  
1992.

PROMENADE  
anglaiseIRRÉGULIERS  
INCLASSABLES  
EXTRAVAGANTS

Francis Bacon, né à Dublin ; David Hockney, né à Bradford ; Malcolm Morley, né à Londres ; Anthony Caro, né à Londres ; Barry Flanagan, né à Prestatyn, pays de Galles. Quelques-uns des peintres et sculpteurs majeurs de la seconde moitié du siècle sont britanniques. S'ils ont appartenu à un courant ou un à mouvement, le pop pour Hockney, le bad painting pour Morley, ils n'ont pas qu'y passer un instant et ont abandonné pour suivre leurs penchants singuliers. Les artistes britanniques sont de plus en plus présents et actifs dans les musées français. Juste évolution en faveur d'une école qui a longtemps passé pour négligeable — et qui est loin de l'être.

DES modes, européennes ou américaines, les artistes britanniques se soucient assez peu. Bacon proclamait dans les années 50 le peu de cas qu'il faisait de l'abstraction. Caro a été le premier à user de polychromie dans la sculpture géométrique, d'une polychromie enrichie de rose thyrien, de rouge groseille et de vert tendre. Quant à Flanagan, il a introduit dans la sculpture contemporaine des motifs qui en avaient été bannis depuis longtemps, l'éléphant au lit. L'art anglais, comme d'habitude, a l'époque d'Hogarth ou à celle de Whistler, n'obéit qu'à lui-même.

Cette indépendance passablement ironique s'est révélée efficace, à la longue. Depuis quelques années, les tendances « internationales » — par là la vulgate officielle des musées et du marché — perdent de leur crédit. Par voie de conséquence, irréguliers, inclassables et extravagants intéressent enfin — et, au premier rang, les Anglais, naturellement. Ils ont d'autant plus qu'ils ont des efforts du British Council à travers le monde. Cette institution, par l'AFAA (Association française d'art contemporain) bien inspirée à prendre pour modèle de cohérence et de perfectionnisme, défend les artistes britanniques all over the world, à Venise, à la Biennale d'Art pour l'Europe, Kapoor lors de la dernière Biennale, aux Triennales allemandes et nordiques.

Même politique en France. Cet été, il faut composer un itinéraire britannique, à travers le château, itinéraire d'autant plus long et compliqué que les expositions sont plus nombreuses. Première étape, Ville-neuve-d'Ascq, dans la banlieue lilloise. Il faut s'y rendre tarder, car ce n'est qu'à la fin juillet, la rétrospective du sculpteur Richard Deacon. Il y a quarante-trois ans à Bangor, pays de Galles, et se distingue par la sculpture dans laquelle il associe matériaux les plus hétéroclites, du genre marbre à l'incluant en acier, laiton et formica. Il est le seul

سكنى من الرجل



سكنى من المرحون

Catalogue  
de référence

regime de ses sujets. Le maître des Médicis, le reporter des mascarades princières lui dessinait les masques toscans dans les moments du travail du sommeil, leurs animaux de bât, leurs charrettes et les rudimentaires qu'ils dressent pour vendre leurs légumes. En 1620, il exécute une grande œuvre forte, résultat de plusieurs années d'esquisses, la Foire d'Impruneta, bourgade proche de Florence, qui se tient à Saint-Luc, une foire renommée. Dans le paysage, que ferment dans le fond l'église et une panoplie, il répartit les groupes d'une foule innombrable, toutes classes sociales, de tous les types et d'attitudes variées comme un Breughel.

A son retour à Nancy, il fait tirer, suite logique de la Foire, la suite des Gueux, mendiants, estropiés, aveugles d'un réalisme d'autant plus efficace que Callot les représente seuls, sur un fond blanc, éléments grossis d'une manière de la douleur. Mais que les têtes et les brocards, il dépeint des barbes, des loquaces, les vêtements mal réduits, les blessures jamais guéries. Les quatre pièces de Bohémien développent le même motif et préfigurent la misère de la guerre. Dans une autre histoire lorraine ne l'y contraindre, Callot aborde une de ses manières et exercices habituels.

Il refuse à l'illustration d'être l'homme d'un seul style et d'un seul monde. Il veut figurer la diversité du monde et, pour y parvenir, débarrasse sa technique de quelques affectations de composition. Il se livre plus simplement aux figures plus puissantes. Cet effort se lit dans ses lavis et croquis préparatoires autant que dans les gravures. Jusque dans le paysage, le mouvement se vérifie : le clair-obscur manège de détails s'accroît, les plans sont moins nombreux, les cadrages plus symétriques. Les meilleurs de ses dessins et la pierre noire et l'encre évoquent, par leur monumentalité, ceux de Poussin et Claude Lorrain — héritiers peut-être de Callot.

A l'évidence cependant son évolution s'amplifie à mesure que l'actualité s'assombrit. Les dernières années de l'exposition sont consacrées aux chefs-d'œuvre des dernières années, la Tentation de saint Antoine, de Gustave Flaubert — il en avait un tirage dans son cabinet d'écriture, — les Misères de la guerre et, moins connues mais non moins admirables, la Grande Passion, la Petite Passion, les Grands Apôtres et plusieurs martyrs. Sur ces eaux-fortes, trop d'historiens et d'auteurs ont écrit, quelquefois avec un lyrisme superflu, pour qu'il soit utile de les décrire et commentées à nouveau. On ne dira donc rien du tragique atterré de Misères et de la splendeur bouffonne et pathétique de la Tentation. Mais il faut répéter combien les gravures religieuses de Callot mériteraient plus de gloire et dire l'éloquence des lavis préparatoires pour la Grande Passion. On ne les voit guère exposés, ceux-ci, propriété du duc de Devonshire. Plus que jamais, Poussin paraît tout proche, le Poussin des Sept Misères. Même sobriété, même violence dans la main, même symétrie, même groupes et même architectures, même lavis qui pétrifient les formes. Quand il se hausse à ce degré admirable, Callot n'a plus de rival à Nancy, encore moins



Jacques Callot : « Les Gueux ».

d'égal. Bellange est mort. Les maniéristes de la cour s'enfoncent dans l'imagerie pomponnée et naïve. Le Calvaire de Deruet, mesuré à l'aune des eaux-fortes du maître, se révèle une parade grandiloquente et confuse, les tableaux de Le Clerc, d'honnêtes images pieuses agrandies.

Un seul résiste, un seul, si l'on peut dire, tient bon à la comparaison — et ce n'est pas le moindre mérite — deux expositions que l'on rétablit à la fois, qui sont deux artistes. Un seul est de la taille de Callot et c'est La Tour, qui vit retiré à Lunéville, assez riche semble-t-il et d'ailleurs des désastres du temps. Sans peine, dans la suite de ses tableaux a été rassemblée, plusieurs des Vieux, dont celui qui a été récemment découvert et acquis par le Musée de Prado, les deux versions du Tricheur, celui du Louvre

celle du Fort Worth, la Femme à la puce, la Rixe des musiciens jusqu'au Règlement des comptes, où La Tour paraît suivre l'enseignement de Caravage, sans que l'on sache s'il s'est rendu à Rome dans sa jeunesse.

La démonstration est convaincante sans peine : La Tour le ténérisme, La Tour le portraitiste des aveugles et des mendiants vient en partie de Callot. Ses vieux pourraient avoir figuré dans la série des Gueux, son tricheur un dévoyé de la cour ducale, ses marchands et ses changeurs pourraient avoir exercé leur adresse à la foire d'Impruneta. Elle est convaincante aussi : vers 1630 ou 1640, il n'est plus temps de peindre les divertissements de la noblesse locale. L'heure est à la misère et à la violence. Saint Thomas a un fer de

lance au poing et saint Jude Thaddée une hallebarde sur l'épaule. Tous deux ont des têtes, des épaules et des mains dans les lances. Ces saints sont des guerriers aux yeux soupçonneux. Sous couvert de religion. La Tour laisse le portrait de ses contemporains — sombre portrait.

PHILIPPE DAGEN

« L'art en Lorraine » temps de Jacques Callot. Musée des beaux-arts, 3, place Stanislas, 54000 Nancy. Tél. : 83-83-30-72. Tous les jours, de 10 h à 18 h, sauf mardi. Le vendredi jusqu'à 21 h. Jusqu'au 15 septembre.

« Jacques Callot, Musée historique lorrain, 64, Grande-Rue. Tél. : 83-32-18-74. Tous les jours, sauf mardi, de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 14 septembre.



Jacques Bellange : « Saint Jude Thaddée ».

caoutchouc aux beaux plus mous et la mousse de polyester, doucement granuleuse, qui contraste voluptueusement avec le lisse poli soigneusement riveté. Les formes ne sont pas moins étranges : courbes et arrondies qui évoquent les anatomies abondantes, tantôt des végétaux aquatiques. Il lui arrive cependant de suggérer des motifs plus triviaux : une clé à ouvrir les boîtes de sardine et son couvercle enroulé en spirale, par exemple. Quoiqu'il soit de règle de citer Brancusi parmi ses inspirateurs, Deacon est aussi peu penthiste et lyrique que Brancusi le fut. Sa sculpture se nourrit d'allusions industrielles — rivetages apparents, structures usinées — et refuse de se prendre trop au sérieux. Jeu de textures et de volumes, elle cultive l'imprévisible et l'incongru, mais sans jamais renoncer à cette exigence première : la qualité de l'exécution, l'élégance du dessin, le plaisir de la vue et du toucher en somme.

On pourrait en dire autant de Tony Cragg, quarante-trois ans lui aussi, qui fut le condisciple de Deacon au Royal College of Art. Il a été invité en deux endroits : la fois, au domaine de Kerguelennec d'une part, haut lieu de la sculpture contemporaine, et au château de Rochechouart d'autre part. Quand Deacon assemble, Cragg démonte et éparpille. Ses pièces des années 80 étaient constituées par des collections d'objets, de débris et fragments divers que rapprochait leur matériau — bois ou plastique — ou leur couleur. L'éparpillement a été la place à des volumes géométriques, proches de l'architecture, dans lesquels l'œil voyait l'équivalent plastique de la ville contemporaine. De ce thème, il a glissé ensuite à celui de la nature, betteraves en bronze ou coquille géante de dimensions démesurées.

C'est dire que Cragg ne craint pas la variété, qu'il aime à changer de style, de procédés et de motifs et refuse absolument de devenir l'artiste d'une seule formule ou d'une seule manière. Lui-même définit sa manière : « l'élaboration d'un langage total, avec toutes les parties composantes : un monde urbain, l'architecture et ainsi de suite, le monde organique, l'atmosphère et la struc-

ture géologique ». Sculpture complète, dit, qui rendrait compte de la totalité du monde et dont l'hétérogénéité serait à l'image du chaos.

De Rochechouart à Kerguelennec, l'itinéraire est assez long. Au prix d'un léger détour, on peut faire étape à Tours, le temps de rendre hommage à Peter Briggs, natif de Gillingham. Pour avoir été un temps l'assistant de Flanagan, Briggs est longtemps passé pour l'un de ses épigones. Interprétation rapide et simplificatrice. S'il est vrai que Briggs partage avec son ex-« patron » le goût des volumes et des similitudes, il en use à l'opposé. Il ne cultive ni la dévotion ni le pastiche bouffon. Son sujet : la nature, la croissance des branches et des ramures, les écorces, les nœuds du bois. A Tours, il expose des bronzes, entrelacs de tiges en boucles, et un portefeuille de dix stéréoscopes. Briggs a photographié des troncs et les lierres qui les enserrant, comme pour mieux justifier et expliquer ses

œuvres de modeler et fondeur. L'itinéraire anglais doit finir au Havre, face à l'embarcadere, au Musée des beaux-arts. Là, depuis plusieurs années, inspirée par la géographie et sa curiosité, Françoise Cohen a entrepris l'exploration systématique de l'art anglais d'aujourd'hui. Elle a montré Deacon, Cragg et Bill Woodrow. Elle a aujourd'hui artistes et vingt-cinq ou trente ans, tous issus du Goldsmith's College de Londres, l'une de ces institutions universitaires qui font la force de l'enseignement artistique anglais et suscitent des « générations » cohérentes.

La dernière a exposé d'abord à la galerie commerciale et usines que les promoteurs immobiliers ont pris l'habitude de leur confier à Paris, a permis des expositions très breuses, en particulier dans le quartier des docks, exposi-

tions titres étranges : « Modern Medicine », « East Country Yard Show » ou « Freeze I ». Parmi les participants, Françoise Cohen a choisi artistes, qui pratiquent l'assemblage, la photographie, le ou, plus rarement, la peinture. Un seul point tirent leurs sujets de la vie quotidienne, les objets ménagers, de l'actualité immédiate ou journaux. Ils traitent de l'IRA, le métro londonien, de la publicité pour produits pharmaceutiques, des révolutions récentes de la Russie. Ils en traitent sans ménagement, de façon généralement satirique, satire froide, expressive, obtenue par la juxtaposition d'images contradictoires, guère de commentaires.

Ces nihilistes sont également adroits et efficaces. Parmi les plus élégants et drôles, Weering, d'une variation inquiétante sur le thème du ventilateur meurtrier, Craig Wood, qui vaporeux avec la minutie d'un archéologue reconstituant la poterie néolithique, Caroline Russell, qui tire parti d'un objet jusqu'ici inconnu, les bâtonnets ouaté et Gary Hume, les polyptyques laqués composés de carrés et rectangles de couleur brillante. Il les intitule Symbolic Representation of the Journey from the Cradle to the Grave and Beyond — une vision symbolique d'un voyage du berceau à la tombe, au-delà — ou, moins métaphysique, More Fucking Values. On traduira celui-ci.

Ph. D.

★ Richard Deacon, Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59650 Villeneuve-d'Ascq : tél. : 20-05-42-46. Jusqu'au 11 juillet.

★ Tony Cragg, Centre d'art contemporain du domaine de Kerguelennec, 36500 Bignan : tél. : 97-60-57-78 ; jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre. Et château de Rochechouart, 87400 Rochechouart : tél. : 35-03-77-77 ; jusqu'au 27 septembre.

★ Peter Briggs, Centre de création contemporaine, Bazoche, 37000 Tours : tél. : 47-66-50-00 ; jusqu'au 4 octobre.

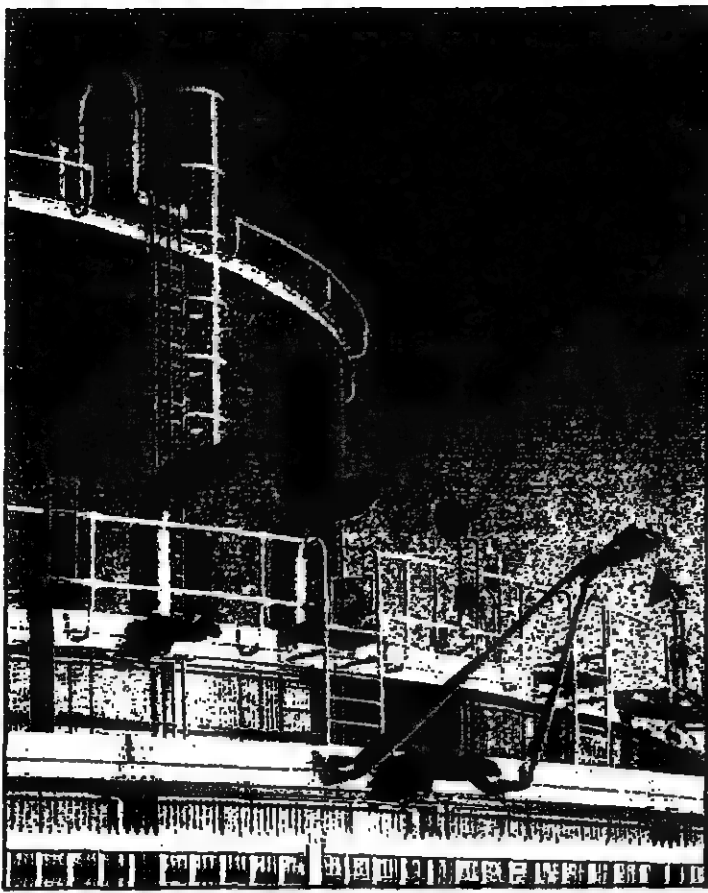
★ Des spécimens, Musée des beaux-arts André-Malraux, bd. J.-F. Kennedy, 76000 Le Havre : tél. : 35-42-33-97. Jusqu'au 23 août.



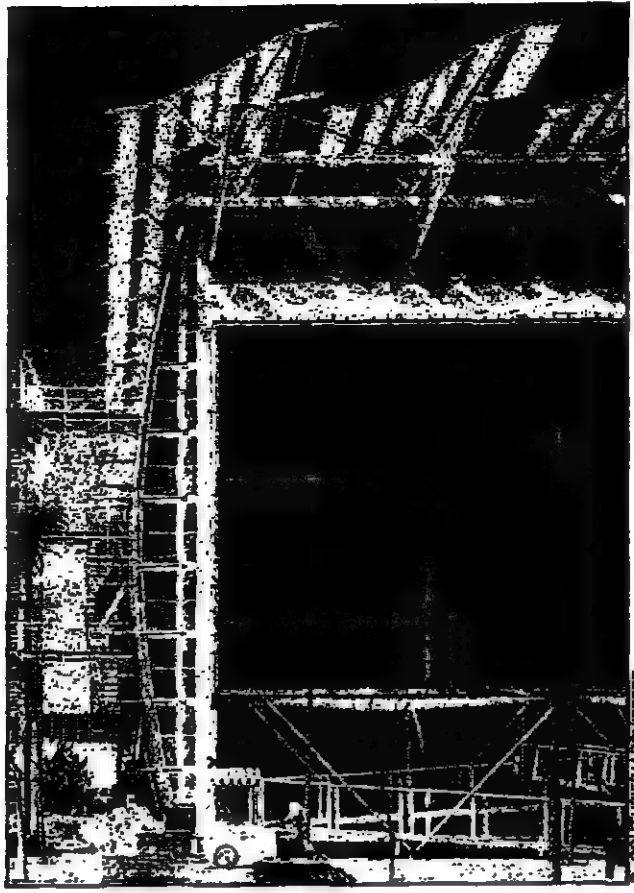
Richard Deacon : « Acier galvanisé et pierre », 1986.



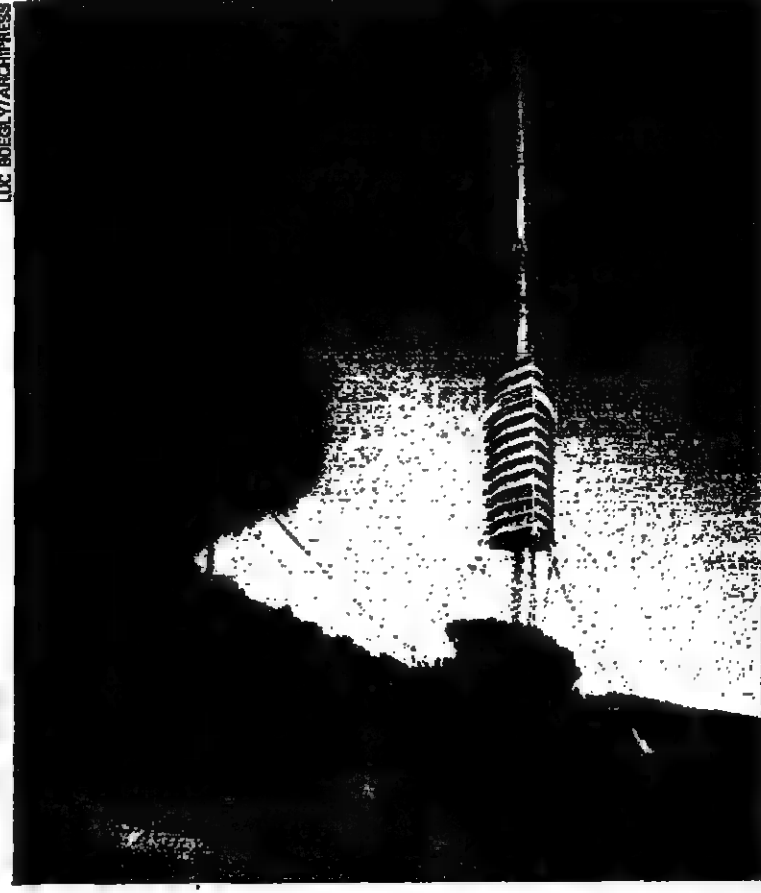
## EXPOSITIONS D'ÉTÉ

Architectes britanniques  
à Bordeaux et à Arc-et-Senans

Richard Rogers : usine de traitement des eaux, Londres, 1964.



Nicholas Grimshaw : pavillon anglais, Séville, 1992.



Norman Foster : tour de télécommunications, Barcelone, 1992.

LES SURPRISES  
DE L'ÉDUCATION  
ANGLAISE

LES arpenteurs de la France profonde pourront voir, en Bourgogne, les travaux de Norman Foster, ainsi que ceux de James Stirling, mort il y a quelques semaines (laissant son coéquipier, Michael Wilford), sans oublier ceux de Richard Rogers (l'ancien partenaire de Renzo Piano), les trois plus célèbres architectes britanniques de ce côté-ci de la Manche. Mais ils découvriront aussi une architecture moins connue, et plus ou moins issues de la même trame d'âge (ils ont tous nés entre 1926 et 1939) : Nicholas Grimshaw, Michael Hopkins et John Outram.

Car si nous nous émerveillons, plutôt à juste titre, du renouveau de l'architecture en France, il n'y a pas de doute que la construction est traditionnellement une terre d'influence et d'échange. L'an passé, au Centre Pompidou, on a pu voir l'italien Aldo Rossi, suivi par l'Américain Louis Kahn et, aujourd'hui, un ensemble-manifeste qui a une part honorable à l'architecture étrangère. Deux expositions le rappellent encore durant tout l'été. L'une, à Bordeaux, consacre la totalité de ses salles à Norman Foster. L'autre, aux Salines d'Arc-et-Senans, présente les travaux de six maîtres d'œuvre majeurs de l'architecture britannique.

L'Italie, durant une première décennie, aura exporté en masse ses modèles théoriques et une sorte de jubilation intellectuelle dont le sommet fut la Biennale de Venise de 1977 sur le thème explicite : « La présence du passé ». Des personnalités comme Mario Botta ou Gregotti engendrèrent en France des armées d'épaves diversement talentueuses, mais assurément convaincues. Les maîtres eux-mêmes furent longtemps restés, pourtant, un qu'on appelait des « architectes de papier », jusqu'à ce que Gregotti un jour qui reste un modèle du genre (simple et élégant), et que Vassivière, dans le Limousin, devienne à Rossi d'imaginer un musée d'art moderne tout aussi emblématique par son pittoresque (il fête ce mois-ci sa première année d'ouverture). Mais, pour tardif qu'il ait été, cet appel à la volubilité italienne aura été l'occasion d'inventer quelques maîtres inspirés, comme Fukas, qui a su en France pour réinventer la norme moyenne de spiritualité locale par Gae Aulenti (ah, le musée d'Orsay!).

Le fait de l'Angleterre aura été plus difficile à admettre, vraisemblable conséquence de la guerre de Cent Ans. Il comprend d'ailleurs mal si l'on ne garde pas à l'esprit, outre le rejet du style international et du modernisme américain, l'ambiance italianisante de la première décennie postpompidienne, à une théorie et à une pratique, pragmatique et, à tout le moins, avare de grand geste. Certes, il est devenu presque évident que le Centre Pompidou doit davantage à la Grande-Bretagne qu'à la Péninsule (ce qui ne veut pas dire plus il Rogers qu'à Piano). Et il est même vraisemblable que Beaubourg est le premier édifice majeur, voire l'élément déclenchant, de la plus sérieuse des tentatives britanniques. Pour autant, la reconnaissance de l'architecture anglaise en France aura dû attendre que soit digérée l'influence italienne et qu'une certaine école d'héroïsme, au sens propre, ait émergé de ces dernières années.

C'est ainsi que, à l'heure où James Stirling disparaît prématurément (le 27 juin 1992), Arc-et-Senans consacre la totalité de ses salles à Norman Foster, tandis que la Fondation Nicolas-Ledoux présente, dans ses six architectes, un suggestif panorama : « L'architecture britannique aujourd'hui ». Suggestif mais — on nous pardonnera de le noter — incomplet. L'architecture anglaise, dans sa meilleure expression, est en effet héroïque, tumultueuse, et souvent ironique. Elle a une élégance qui, Grande-Bretagne oblige, lui est propre. Le tout pourrait rappeler l'architecture indienne, restée l'un des plus heureux dosages du raffinement et de la sauvagerie.

En toile de fond de cette exposition, il faut en effet placer la silhouette largement défigurée de Londres et quelques jolies catastrophes du côté des Docklands. Il faut aussi placer l'ère largement justifiée du prince Charles, mais si son attitude de réchange, marquée par un néopalladianisme d'opérette, paraît dénuée d'intérêt. Certes, nous les architectes ne sommes pas responsables du massacre de Londres et de la médiocrité de leurs confrères, mais la forme même qu'ils ont pu imposer est directement liée à une forme de « littérature urbaine » qui ne rend pas que des avantages pour la ville et à de sérieux inconvénients pour la réputation, en Angleterre, de la profession d'architecte. Dégager ces six créateurs de leur contexte, au prétexte qu'ils ont une bonne dose de génie, peut apparaître comme imprudent que la tendance de l'architecture anglaise à l'effacement du contexte urbain.

Rien n'est plus mal que de s'extasier sur la Hong Kong Bank de Foster, inventeur de l'un des sommets de la création du vingtième siècle, ou sur le nouvel et splendide aéroport de Stansted, près de Londres, voire sur la nouvelle tour de télévision qui domine Barcelone. Mais il faut aussi comprendre qu'il y a, dans l'expression même de Foster, celui des six hommes dont la pureté expressive est la plus évidente, une singularité, un art du coup de poing qui inquiètent nécessairement un premier chef la population des villes. Un art, ou plutôt un sport typiquement britannique.

Rappelons-nous le « scandale » provoqué par Beaubourg, et l'inimitié qui continue, vingt ans plus tard, de nous séparer d'une frange du monde. Souvenons-nous des tempêtes suscitées par le siège de la Lloyd's, à Londres, l'un des bâtiments les plus expressifs de Rogers. Et, plus récemment, des polémiques soulevées par l'arrivée d'un Foster à la Maison Carrée de Nîmes. Au point que certains habitants, craignant que la modernité anglaise ne s'empare de l'autre monument majeur de la ville, en ont même eu à s'exclamer : « L'Angleterre ! »

Tout cela, c'est la réalité du contexte britannique. Autant il est essentiel, passionnant, de regarder de près le travail des six héros d'Arc-et-Senans et d'Arc-en-rêve, autant cette partie de plaisir peut se révéler périlleuse sans appel à la vigilance critique. Que ce soit pour faire travailler sur tel ou tel chantier prestigieux, ou que ce soit pour adopter des doctrines qu'à l'inverse les Italiens ils sont d'ailleurs peu enclins à formuler, l'acceptation sans condition de la démarche britannique implique aussi l'acceptation du libéralisme qui a fait la silhouette de Londres. Beaucoup d'architectes français sont parvenus à une certaine liberté formelle. Beaucoup de maîtres d'ouvrage adoptent des modèles similaires sans s'interroger sur la toile de fond politique que ces modèles impliquent. Les uns et les autres oublient que le prix de l'architecture est le plus tard, pour le meilleur comme pour le pire. Telle est la leçon que nous donne l'Angleterre.

FRÉDÉRIC EDELMANN

Norman Foster, Arc-en-rêve, centre d'architecture, 7, rue Ferrère, 33000 Bordeaux ; tél. : 56-52-78-36. Jusqu'au 15 septembre.

Architecture Today, Fondation Nicolas-Ledoux, rue royale, 91111 Arc-et-Senans ; tél. : 81-54-45-00. Jusqu'au 11 septembre.

**VOTRE TABLE CE SOIR**

• Ambiance musicale en Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J.-H. : ouvert jusqu'à 11 heures.

**DINERS**

**RIVE DROITE**

LA VILLA CRÉOLE « OPÉRA » 19, rue d'Antin, 2° 47-42-64-41 MARQUETTE D'OR de la cuisine créole. Recommandée par BOTTIN. PIANO le soir. Menu 110 F, le soir 139 F. F. sans midi et dim. cuisine raffinée.

RELAIS BELLMAN 37, rue François-Ier, 1° 47-23-54-42 22 h 30. Centre entièrement rénové. Salle climatisée. Cuisine française traditionnelle. Les RAVOLES DU ROYAN. Soles aux coquilles. FILET L'ESTRAGON. Gâteau de jour.

TY COZ 35, rue Saint-Georges, 1° 47-42-64-41 F. dim. Lundi soir. MER MAISON L'AVANTAGE DE LA CUISINE. CRUSTACÉS. PLATEAU DE FRUITS DE MER. CARTE 300 F. Menu de la mer, le soir, 159 F TC.

**RIVE GAUCHE**

NES ANCIENNES LES GAILOIS 46-33-66-07 à 66-12 30, rue Saint-Louis-en-l'Île, 4° Unique au monde. Cadre fin 17°. Ambiance exceptionnelle. Menu à plat : 175 F tout compris. Vin à discrétion. Tous les soirs. Dimanche midi et soir.

LE BISTROT 11, rue de la Harpe, 1° 47-42-64-41 12 h à 23 h 30. Vins, sans alcool. J. H. CADRE LUXUEUX. Env. 160 F. CLIMATISÉ.

SRI 11, rue Jules-Chaplain, 1° 43-25-12-84 J. 23 h 30. TANDOORI, CURRY, BIRIANI. Menu midi 110 F. Soir 139 F. Samedi soir : ambiance et musique indienne. Mé. Vavin, N. D. des Champs. Carte 120 F env.

RESTAURANT THOUMIEUX 79, rue Saint-Dominique, 7° Spécialité de caviar et de caviar et de caviar et de caviar. Service jusqu'à 23 h 30. TOUS LES JOURS. Dim. sur réservation de 11 h à 23 h 30. SALONS CLIMATISÉS.

**SOUPERS APRÈS MINUIT**

**LES GRANDES MARCHES**  
AU PIED DE L'OPÉRA-BASTILLE  
La cuisine de quartier.  
L'AMBIANCE L'ANNÉE.  
Pâtisseries du marché.  
Plats traditionnels. Vins à découvrir.  
DÉCOR à l'ancienne de long.  
TERRASSE ENSOLEILLÉE.  
T.J., de 11 h 30 à 11 heures du matin.  
6, place de la Bastille. 43-42-90-32.

150



# LA SÉLECTION DE LA SEMAINE

## CINEMA

### Tous les films nouveaux

#### Batman, le défi

de Tim Burton, avec Michael Keaton, Danny de Vito, Michelle Pfeiffer, Christopher Walken, Michael Gough, Pat Hingle. Américain (2 h 06). Deux nouveaux adversaires face à l'homme chauve-souris, l'immonde et primacat Pingouin et la dangereuse et lascive Cat Woman : entre bande dessinée et effets spéciaux, un festival de recettes pour distraire pendant l'été.

VO : Forum Horizon, handicapée, THX, Dolby, 1- (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, Dolby, 2- (47-52-30-33) ; 14 Juillet Odéon, Dolby, 3- (43-25-59-83) ; Brégennes, Dolby, 4- (38-85-70-37) ; Gaumont Ambassade, Dolby, 5- (43-59-19-08) ; U. G. C. Normandie, Dolby, 6- (45-55-16-16) ; 14 Juillet Beaulieu, Dolby, 11- (43-57-90-81) ; Gaumont Grand Ecran, handicapée, Dolby, 13- (45-80-77-00) ; 14 Juillet Beaugrenelle, Dolby, 15- (45-75-75-78) ; U. G. C. Mallet, 17- (40-58-00-18).

VF : Rex (le Grand Rex), handicapée, Dolby, 2- (42-36-33-83) ; U. G. C. Mallet, 3- (45-74-34-34) ; George V, THX, Dolby, 4- (46-62-41-48) ; Paramount Opéra, Dolby, 5- (47-42-58-31) ; Les Nations, Dolby, 12- (43-43-01-58) ; Gaumont Aléa, Dolby, 14- (38-85-70-37) ; Gaumont Parnasse, Dolby, 14- (43-38-40-40) ; U. G. C. Convention, Dolby, 15- (45-74-34-34) ; Pathé Wapler, Dolby, 19- (45-22-47-34) ; La Gambetta, THX, Dolby, 20- (48-36-10-56).

### PARIS QUARTIER D'ÉTÉ

**PARC DE LA VILLETTE**  
CIRQUE ROCK GOSH  
du 17 juillet au 2 août 20h30  
places 80 F  
location 40 03 39 03

**CINEMA EN PLEIN AIR**  
**LES PEULUMS**  
du 16 juillet au 9 août 22h00  
location d'un transit 30 F

**THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT**  
**LES ARTS ÉTONNANTS**  
du 16 juillet au 9 août  
de 16h00 à 22h00  
entrées 50 F

**CIRQUE D'HIVER BOUGLIONE**  
**LES CONCERTS POPULAIRES**  
**ORCHESTRE DE PARIS**  
direction  
SEMYON BYCHKOV  
SAINT SAËNS - BERLIOZ  
vendredi 17 juillet 20h30  
promoteur 50 F fauteuil 90 F  
location  
43 38 22 84 - 40 28 40 33

**ODEON THEATRE DE L'EUROPE**  
**KATHAKALI**  
**LE MAHABHARATA**  
du 21 au 25 juillet 20h30  
places de 50 à 100 F  
location 43 25 70 32

**INFORMATIONS**  
40 28 40 33

#### Cadence

de Martin Sheen, avec Charlie Sheen, Martin Sheen, Larry Fishburne, Stu Mankuma, Michael Beach, Harry Stewart. Américain (1 h 37).

Réalisée par le père Sheen, interprétée par le père et le fils Sheen, l'histoire de l'affrontement entre un jeune soldat envoyé en bataillon disciplinaire et son sergent aigri et mal dans sa peau, sur fond de conflits indiens.

VO : Ciné Beaubourg, handicapée, 3- (42-71-82-38) ; U. G. C. Odéon, 6- (42-25-10-30) ; George V, 8- (45-62-41-48) ; V. Paramount Opéra, 9- (47-42-58-31) ; U. G. C. Lyon Beaulieu, 12- (43-43-01-58) ; U. G. C. Gobelin, 13- (45-61-84-98) ; Pathé Clichy, 18- (45-22-47-34).

#### Virginia

de Brian Kavanagh, avec Michael Keaton, Ina Gogolova, Marta Keler, Igor Bjelan, Slobodan Franco-yougoslave (1 h 30).

L'étrange histoire d'une petite fille à laquelle sa famille, déçue de ne pas avoir d'héritier mâle, impose depuis sa naissance de jouer le rôle d'un garçon.

VO : Ciné Beaubourg, handicapée, 3- (42-71-82-38).

### Sélection

#### I was on Mars

de David Levy, avec Maria Schrader, Dani Levy, Mario Giammusso, Antonia Roy, Penny Arcade, Luis Caballero. Américain (1 h 28).

Sur le caniveau convenu de la découverte de New-York par une candide étrangère, le réalisateur et sa scénariste-interprète principale inventent de réjouissantes variations, qui recouvrent le regard sur la ville.

VO : 14 Juillet Parnasse, 6- (43-26-80-00).

#### Opening Night

de John Cassavetes, avec Gene Hackman, John Cassavetes, Ben Gazzara, Joan Blondell, Paul Stewart, Zohra Lampert. Américain (2 h 24).

A la fois un sommet et une exception dans l'œuvre de Cassavetes, cette plongée dans le trouble d'une grande actrice (Gene Rowlands, indélébile) qui se sent vieillir flirte avec le fantastique sans rien perdre de ce réalisme à fleur de nerfs du plus grand cinéaste américain de sa génération.

VO : Gaumont Les Halles, 1- (40-26-12-12) ; Les Trois Louanges, 6- (48-36-10-56) ; Les Trois Louanges, 6- (48-36-10-56) ; Escuriel, 13- (47-57-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14- (43-35-30-40).

#### Retour à Howards End

de James Ivory, avec Anthony Hopkins, Vanessa Redgrave, Helena Bonham Carter, Emma Thompson, Jeremy Wilby. Britannique (2 h 22).

Avec la précision d'orfèvre qu'on lui connaît, Ivory dessine ce portrait cruel des hypocrisies de la société victorienne, servi par l'interprétation exceptionnelle d'Emma Thompson.

VO : Gaumont Les Halles, 1- (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, Dolby, 2- (47-42-58-31) ; 14 Juillet Odéon, Dolby, 3- (43-25-59-83) ; La Pagode, Dolby, 7- (47-05-12-16) ; Publiec Champs-Élysées, Dolby, 10- (40-26-12-12) ; La Bouteille, Dolby, 11- (43-07-46-00) ; Gaumont Grand Ecran, Dolby, 13- (45-80-77-00) ; Gaumont Parnasse, 14- (43-35-30-40) ; Gaumont Aléa, handicapée, Dolby, 14- (38-85-70-37) ; 14 Juillet Beaugrenelle, Dolby, 15- (45-75-75-78).

#### La Sentinelle

d'Arnold Desplechin, avec Emmanuel Salinger, Thibault de Montebello, Jean-Louis Richard, Valérie Drévieux, Marianne Denicourt, Jean-Luc Bourdieu. Français (2 h 24).

Si Arnould Desplechin semble avoir vu tous les films, c'est pour mieux inventer sa manière personnelle, dérangeante et dynamique, de raconter cette histoire à multiples fonds d'un jeune homme sage qui se retrouve chargé des horreurs de l'histoire.

Gaumont Opéra, 2- (47-42-58-31) ; Pathé Hautepierre, 6- (46-33-79-38) ; Gaumont Gobelin (ex Fauriel), 12- (47-05-12-16) ; Sept Persepolis, 14- (43-20-32-20).

#### The Player

de Robert Altman, avec Tim Robbins, Greta Scacchi, Fred Ward, Peter Gallagher, Whoopi Goldberg, Brian James. Américain (1 h 58).

Altman connaît très bien le milieu dont il dresse le portrait, puisqu'il s'agit du monde du cinéma hollywoodien. Et il en a assez souffert pour n'épargner personne dans cette satire virulente et tonique, où il renoue avec son style « choral ».

VO : Forum Horizon, handicapée, Dolby, 1- (45-08-57-57) ; U. G. C. Rotterdam, Dolby, 6- (45-74-34-34) ; U. G. C. Odéon, Dolby, 6- (42-25-10-30) ; U. G. C. Champs-Élysées, handicapée, Dolby, 8- (45-62-40-40) ; 14 Juillet Beaulieu, handicapée, Dolby, 11- (43-57-90-81) ; U. G. C. Gobelin, Dolby, 13- (45-61-84-98) ; 14 Juillet Beaugrenelle, handicapée, 15- (45-75-75-78). VF : U. G. C. Opéra, Dolby, 9- (45-74-34-34) ; Les Montparnasse, 14- (43-27-52-37).



Woody Allen dans « Annie Hall ».

#### Le Vent sombre

d'Errol Morris, avec Lou Diamond Phillips, Gary Farmer, Fred Ward, Guy Boyd, Jane Lorange, John Karlen. Américain (1 h 58).

Situer un polar dans une réserve d'Indiens Navajos n'aurait rien de particulièrement intéressant si Errol Morris ne trouvait un ton et un rythme synchrones de son décor et de ses habitants, en quoi il est parfaitement fidèle au texte de Tony Hillman qu'il adapte.

VO : U. G. C. Damon, 6- (43-25-10-30).

### Festivals

#### Péplum en plein air

Hollywood, la cité des mythes, s'installe à la Cité des sciences. Pour la troisième année consécutive, dans le cadre de l'opération « Paris quartier d'été », le parc de La Villette ouvre la porte du Péplum au cinéma. Le spectacle des grands péplums y circulera quinze jours durant : les Dix Commandements, Ben Hur, Samson et Dalila, Spartacus (version intégrale), le Choc des titans et une dizaine d'autres époques hollywoodiennes seront projetés sur écran géant. A défaut de fauteuils, les spectateurs pourront contempler depuis leurs transats (inclus dans le prix des places) les grandes manœuvres de la légion romaine, les malheurs des Héllènes et les tribulations du peuple d'Égypte.

La Grande Halle de la Villette. Tél. : 40-03-39-03. Du 16 juillet au 1<sup>er</sup> août (sauf lundi).

#### Malle à Prades

Programmation phérogique pour le plus ancien festival de ciné-club de France. Prades propose cette année l'intégrale de Louis Malle (en présence du cinéaste), assortie d'une exposition, une compétition de longs-métrages inédits ou à distribution restreinte et une compétition de courts-métrages (vingt-cinq à trente-cinq minutes) de la production française récente. A prévoir également : un stage ouvert à des jeunes de seize à vingt-cinq ans, et une journée rencontres Prades-GREC (Groupe de recherches et d'essais cinématographiques).

Prades (Pyrénées Orientales). Tél. : 68-05-20-47. Du 16 au 25 juillet.

#### Alekian à Digne

Les Rencontres cinématographiques de Digne-les-Bains et des Alpes-de-Haute-Provence rendent hommage au grand directeur de la photographie, Henri Alekian. Une dizaine de films éclairés par lui, dont Vacances romaines, de William Wyler, la Belle et la Bête, de Jean Cocteau, les Ailes du désir, de Wim Wenders, Austérité, d'Abel Gance. Une si jolie petite plage, d'Yves Allégret, seront présentés, ainsi que le court-métrage L'Enfer de Rodin, réalisé par Henri Alekian en 1958. Le samedi 18 juillet, à 14 heures, celui-ci sera projeté à Digne pour une rencontre « autour de son travail ». Henri Alekian a choisi deux films dont il admire le travail sur l'image : Tous les matins du monde, d'Alain Corneau (directeur de la photographie), Yves Allégret, qui sera projeté le 18 juillet à 22 heures) et les Amants du Pont-Neuf, de Louis Carax (directeur de la photographie), Jean-Yves Escoffier, qui sera projeté le 20 juillet à 22 heures.

Du 16 au 20 juillet au Centre culturel Pierre-Gascard et square Abel-Bayatti. Tél. : (04) 92-32-29-33.

#### L'Atelier de Marseille

Le spectateur entre dans le spectacle. L'Atelier-cinéma de Marseille propose neuf ateliers, ouverts à de petits groupes d'élèves. Au menu de ces ateliers de vacances cinématographiques : ateliers acteurs (débutants ou confirmés), scénarios, scénario, montage, technologie et pratique de la Bécam... Le tout couronné par une Fête du cinéma phocéenne, le

25 juillet, dans les jardins du Centre d'animation de quartier à la Bastide Saint-Joseph. Projection gratuite de Danse avec les loups sur un écran géant de 200 mètres carrés, et deux courts-métrages en première partie, la Boule, d'Alain Ughetto, et Dead Line, de Philippe Carras.

Stages : Ecole du petit Fontaineau, 42, chemin du Fontaineau, 13014 Marseille. Tél. : 91-92-30-39. Du 16 au 31 juillet.

#### Intégrale Ingmar Bergman

Installé au Saint-André-des-Arts depuis le printemps, Ingmar Bergman sera là en juillet et en août avec sept films par semaine. Au programme cette fois-ci : la Prison et la Fontaine d'Arheluse (également connue sous le titre La Soif) ouvriront la voie au magnifique Monika, vendredi. Le meilleur est pour le week-end avec ces deux chefs-d'œuvre, L'Heure du loup, samedi, et Persona, dimanche. La quinzaine (1<sup>er</sup> semaine de cette intégrale s'achève sur l'Œuf du serpent et Au seuil de la vie).

Le Saint-André-des-Arts. Tél. : 43-26-48-18.

#### XVI<sup>e</sup> Festival de Cambridge

Le Festival de Cambridge a été créé en 1976. Cette vénérable institution, justement reconnue et appréciée outre-Manche, offre aux films étrangers une porte d'entrée discrète, mais efficace, au très hermétique marché britannique. Le Festival de Cambridge accueille cette année Bruce Beresford, Agnieszka Holland (deux fois gratifiés d'une rétrospective), Pierre Schoendoerffer, Arnaud Desplechin et Jeremy Irons. Outre les courts-métrages anglais et français et la rétrospective de quarante ans de production du British Institute, le public pourra apprécier la Passion de Jeanne d'Arc, de Carl Theodor Dreyer, avec accompagnement d'orchestre et projeté en plein air le long de la galerie néogothique du St John's College. Le Festival de Cambridge offre également une sélection de films présentés à Cannes et à Berlin.

Cambridge Arts Cinema, 8 Market Passage, Cambridge CB2 3PF. Tél. : (19) 0223-462666. Jusqu'au 26 juillet.

### Reprises

#### Annie Hall

de Woody Allen, avec Woody Allen, Diane Keaton, Tony Roberts, Carol Kane. Américain, 1977, copie neuve (1 h 33). Premier « grand » film de Woody Allen (ce n'est pas péjoratif pour les précédents), Annie Hall annonce le glissement du comique par vers un cinéma complet, où l'humour et l'introspection, réflexion, gags, inquiétude devant la vie et sens moral trouvaient leur juste dosage, dans ce face-à-face entre l'écrivain compliqué Alvy Singer-Allyn et le rôle-lire interprété de façon étourdissante par Diane Keaton.

VO : Les Trois Louanges, 6- (45-61-10-80) ; Escuriel, 13- (47-07-28-04).

#### Les Armes de l'esprit

de Pierre Sauvage. Français, 1987 (1 h 25). L'histoire, reconstituée à l'aide de témoignages et de documents, du village de Chambon-sur-Lignon qui, à la barbe des Allemands, se transformait en sanctuaire pour les juifs et les autres victimes du nazisme. Un passionnant et bouleversant témoignage.

Utopia, 5- (43-26-84-65).

#### Carloia

de Thornton Freeland, avec Fred Astaire, Dolores del Río, Gene Raymond, Ginger Rogers. Américain, 1934, noir et blanc (1 h 29). Astaire et Rogers n'étaient pas encore les premiers rôles, tenus par Dolores del Río (ah! merveille) et Gene Raymond, mais

c'est leur duo dansé qui reste le meilleur du film, avec le célèbre ballet de girls sur les ailes d'un avion.

VO : Moe-Mahon, 17- (43-29-79-89).

#### Jugement à Nuremberg

de Stanley Kramer, avec Spencer Tracy, Burt Lancaster, Richard Widmark, Montgomery Clift, Montgomery Clift, Marlene Dietrich. Américain, 1961, noir et blanc (3 h).

De part et d'autre de la barre, une pléiade de stars pour cette méditation sur la culpabilité individuelle illustrée par le travail d'un modeste juge américain amené à trancher le cas d'importants magistrats nazis.

VO : 14 Juillet Odéon, 6- (43-25-59-83).

#### La Nuit des morts-vivants

de George Romero, avec Judith O'Dea, Duane Jones, Russel Streiner, Karl Hardman. Américain, 1968, noir et blanc (1 h 30).

Le siège de la maison cernée par les morts-vivants, la débâcle de chair en putréfaction, l'habileté de Romero, l'humour noir et les sous-entendus moraux qu'il distille entre deux massacres, ont fait de La Nuit des morts-vivants un film-culte du genre.

VO : Sept Persepolis, 14- (43-20-32-20). VF : Pathé Clichy, 18- (45-22-47-34).

La sélection « Cinéma » a été établie par Jean-Michel Frodon.

## THEATRE

### Paris

#### Le Bal masqué

de Mikhaïl Lermontov, mise en scène d'Anatoli Vassiliev, avec Jean-Luc Bourdieu, Catherine Solvay, Christian Blane, Nathalie Nerval, Valérie Drévieux, Eric Frey, Jean Dautremey, Céline Samie, Didier Bessières, Sophie Carlier et Caroline Appéré.

Fidèle à elle-même, la Comédie-Française demeure ouverte pendant tout le mois de juillet. En alternance avec Le Bal masqué de Lermontov, elle présente Le Malade imaginaire de Molière dans la mise en scène de Gilles Bourdès, le double spectacle de Jacques Lassalle composé de La Comtesse d'Escombagnas et de George Dandin, et la Boîte à joujoux ou le mariage de Figaro, de Beaumarchais, dans la mise en scène d'Antoine Vitez.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1<sup>er</sup>. Les mercredi et dimanche à 20 h 30. Tél. : 40-18-00-15. De 45 F à 200 F.

#### L'Eloge de la folie

d'après Erasmus, mise en scène de Laurence Favier, avec Laurence Favier. Laurence Favier aime les parisiens risqués, comme par exemple de commencer un période de vacances l'adaptation d'un texte philosophique, percutant mais mal connu. En général, elle gage.

Artiste-Athlètes, 45 bis, rue Richard-Lenoir, 11<sup>e</sup>. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 21 heures, le jeudi à 18 heures, le samedi à 18 heures. Tél. : 48-06-36-02. De 55 F à 110 F.

#### La Fille sur la banquette arrière

de Bernard Slade, mise en scène de Jacques Sereys, avec Louis Velle et Julie Arnold, Thierry Murzeau, Françoise Vintz, Véronique Bodin et Marie-Christine Darnaud. C'est l'été, traditionnellement le temps des spectacles drôles, tout au moins légers, pour des soirées simplement divertissantes. C'est le cas avec cette pièce qui n'est pas neuve, mais pas mauvaise.

Antoine-Simone-Berriau, 14, bd de Strasbourg, 10<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 42-08-76-58. De 80 F à 250 F.

#### Madame de La Carlière

de Denis Diderot, mise en scène de Pierre Tabard, avec Catherine Salles et Pierre Tabard. Il faut croire que les affaires de l'amour constituent un thème réellement indémodable.

Poche-Montparnasse, 75, bd du Montparnasse, 6<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 45-48-92-97. De 100 F à 160 F.

#### La mort viendra et elle aura tes yeux

d'après Virginia Woolf et Cesar Pavese, mise en scène de Foma Panna.

Utopia, 5- (43-26-84-65).

avec Claudine Bourbriat, Dominique Chevalier, Françoise Darnaud, Isabelle Debande, Marie-Joséphine Gallo, Bénédicte Lafont, Viviane Malgras, Myrta, Gérard Durand, Jean-Louis Fréchet, Gilles Pannu, Nicolas Provost, Stéphane Savaris et Fabrice Tesson.

Avec des textes de Virginia Woolf, et Pavese, on est sûr au moins que ce spectacle brise les habitudes du « divertissement léger de l'été ».

Rosseau-Théâtre, 12, rue du Renard, 4<sup>e</sup>. Du mardi au dimanche à 21 heures. Tél. : 42-71-30-20. De 80 F à 120 F.

#### Les Palmes de M. Schutz

de Jean-Noël Fatwick, mise en scène de Gérard Collaud, avec Gérard Collaud, Sonia Valleraux, Stéphane Hillier, Christiane Muller, Patrick Zard et Claude d'Yd.

La vie privée de Pierre et Marie Curie, les coulisses de la science, sur un ton de comédie. Un succès qui se prolonge.

Mathurins, 36, rue des Mathurins, 8<sup>e</sup>. Du mardi au mercredi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-68-90-01. De 50 F à 230 F.

### Festivals

#### XV<sup>e</sup> Festival du Jeune Théâtre à Alès

Drôle d'oiseau, par le Cirque Perilles de Barcelone, le 15 à 21 h 30, place Henri Barbusse. Sainte Jeanne des Abattoirs, de Brecht, par Denis Lanoy, les 16, 17, 18 aux Entreprises Thalassa à 18 h 30. Le Fou et la Nonne, de Wilkiewicz, par Abbès Zammani, le 16 à 21 h 30, au Cratère. La Folie, l'amour, l'expérience, de Horvath, par Sylvain Maurice, le 17, cour Vauban à 22 h. La Pièce perdue par 4 litres 12, le 18 à 21 h 30, au Cratère. L'illusion comique, de Corneille, par Christophe Thiry, le 19 à 22 h, à l'Auberge de Cordus. Une envie de tuer sur le bout de la langue, de et par Xavier Durrieu, le 20 à 22 h, cour Vauban. Les Carabiniers, d'après Jean-Luc Godard, le 21 à 21 h 30, au Cratère.

Tél. : 66-52-26-58.

#### Antibea 1992

Antigone, de Jean Anouilh, par Dominique Czapski, le 15, à Lucrèce Borgia, de Victor Hugo, par Jean Martinez, le 16, au Chantier naval, Opéra d'Antibes à 21 h 30.

Tél. : 93-74-74-86.

#### Chalon dans la rue

Jusqu'au 19 juillet à toutes heures de l'après-midi et du soir, dans toute la ville de Chalon-sur-Saône.

Tél. : 86-48-05-22.

#### Paysages à Martigues

Le Chien d'Ulysse, textes de Durif, Jouanneau, Namiand, Reynaud, par Jean-Paul Wenzel, du 15 au 18 à 20 h 30, à la Prud'homme des Pêcheurs, Roméo et Juliette, par le Footbarn, les 17 et 18 à 21 h 30, place Minabeau. Le « festival des enfants » a lieu tous les jours à 18 h, cour du Conservatoire. Entrée libre.

Tél. : 42-48-40-41.

#### Théâtre Forum méditerranéen à Narbonne

Cour de la Madeleine à 22 h : El Foc del mar, par le Xarxa Teatre le 18. Oreste, d'Alfieri, par Jean Gilibert, avec Maria Casares, le 19. Sud, sur des textes d'Enzo Cormican, par Jean-Marc Padovani, le 20. Sol al sol, par la Compagnie Métros de Barcelone.

Tél. : 66-41-40-00.

#### L'été de Nîmes

Farces, par Jean-Louis Hourdin, jusqu'au 18 à 22 h au cloître des Jésuites.

Tél. : 66-67-29-02. 66-38-02-04. Minutai : Nîmes, l'été de Nîmes.

#### La Seyne-sur-Mer

Le Festival commence le 16 juillet à 21 h 30 par un spectacle de rue itinérant, une parade sur échasses. Le même soir, à 22 h, au Fort Napoléon - où se tient une exposition Gilles Allier - la Pièce perdue par la Compagnie à l'ère 12. Tous les jours au Fort Napoléon à 22 h, le 19, Farces, par Jean-Louis Hourdin, le 24, Madame Antoine, de Patricia Niewiacki, et le 26, le Cirque des Nouveaux Nez. Au musée Balaguer à 22 h : le 18, Nuit d'été, par l'Eubage de France. Le 21, Interrogations, par Yoshi Oida.

Tél. : 94-94-88-87. 94-87-83-43. Minutai 3615 ARTS et 3615 FESTIVARTS.

#### Festival Jean Marais à Vallauris - Golfe-Juan

Amy Robart, de Victor Hugo, par Anne-André Reille, les 16, 17, 19, 21, 22 à 21 h à l'Espace Grandjean-Vallauris. La Jane des mémoires, par Roger L



## MUSIQUE

## Classique

## Paris

## Festival estival

Le 21 juillet, *Motets* de Bach, par l'Orchestre baroque de Stuttgart (église Notre-Dame du travail).  
Le 23, George Benjamin, Michael Nyman, Purcell, Byrd et Gibbons, par l'Ensemble Fretwork.  
Coup d'envoi du Festival estival, avec les *Motets* de Bach et un concert consacré à la musique anglaise d'hier et d'aujourd'hui.

Bureau de location, tél. : 48-04-99-01.

## Saint-Maur

## Rencontres européennes de la flûte

De 16 au 19 juillet, trois concerts quotidiens consacrés aux flûtes, avec la participation des stars de l'instrument et de jeunes : Rampal, Marion, Fromanger, Bernold, etc.

Bureau de location, tél. : 47-80-24-80. Conservatoire national de région.

## Sceaux

## Festival de l'Orangerie

Le 18, récital de piano Philippe Bianconi.  
Le 19, concert du Quatuor Hagen.  
Il est si facile de se rendre à l'Orangerie de Sceaux, par le RER, que le mélomane parisien n'aura aucune excuse s'il ne va pas écouter ces artistes, jeunes et talentueux.

Bureau de location, tél. : 48-60-07-79.

## Aix-en-Provence

## Festival d'art lyrique

Les 17, 21, 24, 26, 29 et 31 juillet, *Don Giovanni*, de Mozart, avec Andreas Schmidt, l'English Chamber Orchestra, Armin Jordan (direction).  
Les 18, 22, 27, *Le Songe d'une nuit d'été*, de Britten, avec James Bowman, l'English Chamber Orchestra, Stuart Bedford (direction).

Les 16, 20, 25, 28 et 30, *The Rake's Progress*, de Stravinsky, avec Samuel Ramey, l'Orchestre de l'Opéra de Lyon, Kent Nagano (direction).  
Tarifs de luxe : de 270 F à 920 F pour Mozart et Stravinsky, de 200 à 680 F pour Britten.

Bureau de location, tél. : 42-17-34-34 (répondeur, 24 heures sur 24, tél. : 42-21-14-00). Théâtre de l'Archevêché.

## La Châtre

## Chopin chez George Sand

Le 16 juillet, récital Dominique Merlet.  
Le 17, récital Dang Thai Song.  
Le 18, Hommage à Chopin, par quarante artistes étrangers.

Le 19, récital Ian Hobson.  
Le 21, récital Philippe Giusano.

Fin connaisseur de la musique de Chopin, Dominique Merlet (mais que ne connaît-il pas sur le bout des doigts ?) lui consacre un récital sur les lieux-mêmes où Chopin passait ses étés. Jouera-t-il les deux dernières notes par Chopin lors de ses escapades berriçonnaises ? Le 17, le pianiste vietnamien Dang Thai Song nous rappelle qu'il fut sacré vainqueur du Concours Chopin, en 1980, l'année où Ivo Pogorelich fut éliminé par des juges qui eurent sans doute le tort, ainsi que devait l'affirmer Nikita Magaloff, de ne pas lui donner un quatrième prix. Découverte d'un sacré pianiste britannique le 19 et d'un jeune Français à l'avenir prometteur le 21.

Bureau de location, Office du tourisme, 38400, La Châtre, tél. : 54-48-22-84. Salle de conseil et bergerie du château de Nohent.

## Montpellier

## Festival international de Radio-France et de Montpellier

Le 15 juillet, récital du pianiste Frank Briley.

Le 17, *Edipe à Colonne*, de Sacchini (création française), par l'Ensemble Orchestral de Paris, Jonathan Lathina Koenig (direction).  
Le 18, Wagner, Mendelssohn, Beethoven, par Stephen Hough, l'Ensemble Orchestral de Paris, James Loughran (direction).

Du rare, de l'indéfini, le festival de Montpellier se singularise toujours et donne l'occasion aux jeunes interprètes de se faire entendre du plus grand nombre, grâce aux diffusions de France Musique.

Bureau de location, tél. : 67-02-02-01.

## Tours

## Semaines musicales

Le 15 juillet, récital Alan Gampel (Beethoven, Balakirev, Serrette, Chopin).  
Le 16, concert donné par Yuri Bashmet, Viktor Tretiakov et leurs enfants.  
Les gènes en herbe sont une spécialité de ces semaines musicales.

Bureau de location, Conservatoire de musique, tél. : 47-20-99-99. Château d'Arigny, salle Jeanne d'Arc et château de Celles, 21 heures.

## Vichy

## Saison musicale d'été

Le 22 juillet, récital de lieder de Brahms, par Brigitte Fassbender, Gérard Causse et Cyprien Katsaris.  
Le 29, *Faust* de Gounod, par l'Orchestre régional des jeunes du Centre et le chœur lyrique régional, Jean-Marc Cocherneau (direction).

Aucune crainte à avoir pour le concert du 22 juillet.

Bureau de location, Opéra de Vichy, tél. : 70-59-90-56. Opéra, 20 heures et 17 heures.

## Jazz

## Paris

## André Condoquant

## Alain Jean-Marie

## Aldo Romano

## Ray Bryant

## Barney Wilen

## et Laurent de Wilde

Qu'est-ce qu'un club ? C'est une cave au Châtelet. On n'y danse pas. On n'y jasse pas. On s'y tient la main. On s'écoute. De temps en temps, on s'y jette un regard parce que la musique vient de venir. Ou pas. Le mercredi 15 juillet (à 23 heures), c'est André Condoquant, le guitariste gauchiste qu'on entend trop peu, avec Alain Jean-Marie, natif de la même île. C'est l'exemple type de la musique qu'on entend pas en festival (mais pour combler ce manque, on entend samedi 18 (à 23 heures) Aldo Romano, le stylistique, l'aventurier sentimental. L'exemple type de la musique qu'on entend pas beaucoup en festival (mais pourquoi ?). Le dimanche 19 (à 22 heures), Ray Bryant, pianiste, on salue, l'exemple type de pianiste absent des festivals (on commence à comprendre). Le lundi 20, relâche. Le mardi 21 (à 23 heures), Barney Wilen et Laurent de Wilde (no comment) ont à tout compris. C'est une semaine au Petit-Opportun. C'est petit et très opportun. Ça permet très opportunément de comprendre un peu de la logique des festivals de jazz. A contrario.

Au Petit-Opportun, 120 F. Tél. : 42-36-01-36.

## Festivals

## Nice-Cimiez

## La Grande Parade du jazz

Les jardins de Cimiez, l'après-midi, la marquette, le thé à 5 heures, les poussettes, les vieilles, le rose soufre, le pain bagnat, la chaleur qui tombe, la promenade, les familles, la tradition, Laurent de Wilde en quartet avec Eddie Henderson ou aussi bien, Manuel Rochemann en trio. Résumons-nous : les jeunes pianistes sont là, l'école française est abondante (on peut noter aussi Stéphane Kochoyan, Martial Solal, Lalo Schifrin : l'âge n'a ni artères ni nation, ôlé).

Du 11 au 21 juillet, dans les jardins de Cimiez (sur les collines de Nice). Tous les jours de 18 heures à 24 heures. 150 F. Tél. : 93-71-55-50.

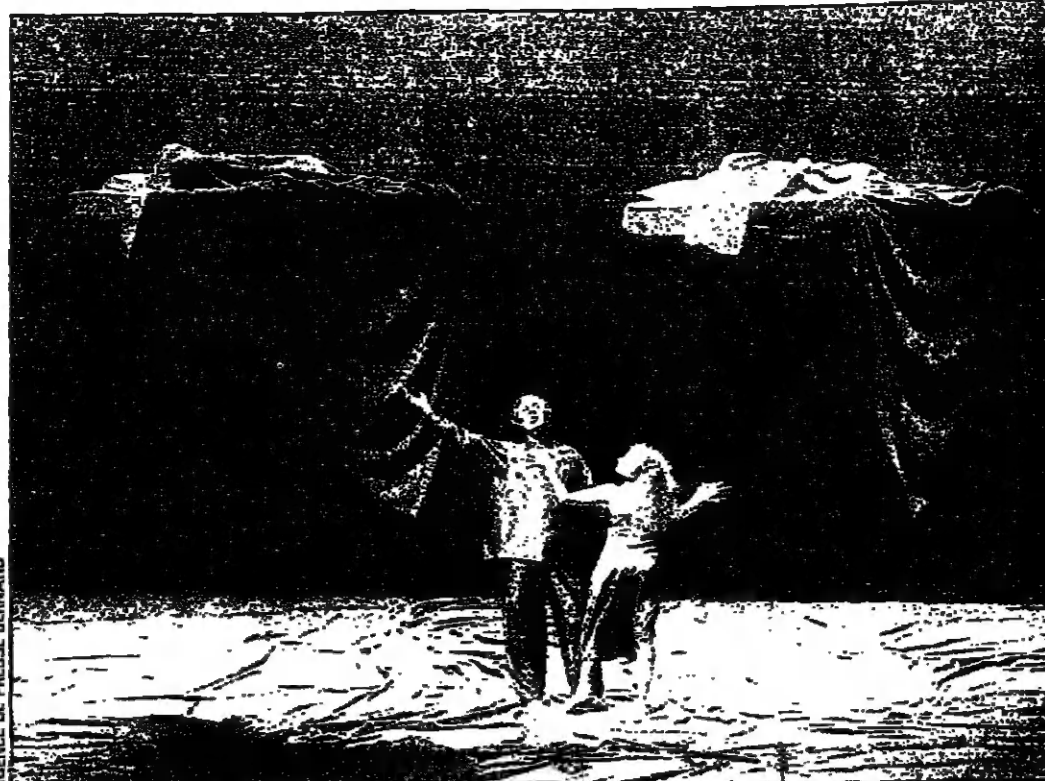
## Bayonne

3<sup>e</sup> Jazz aux RempartsXVI<sup>e</sup> Festival de Vitoria-Gasteiz

L'achapiteiller aimait à demander à Vitoria, pour le quinquantenaire : « Quelle est la différence entre une autruche ? » Réponse : « Il n'y en a pas, elles ont les deux pattes pareilles (surtout l'autre) ». La différence entre le Festival des Remparts de Vitoria et celui de Bayonne (l'après-midi : Pays basque du Nord) et celui de Vitoria-Gasteiz, qui se tient au même moment au Sud, est du même ordre. Ici, Claude Bolling (Bayonne : le seul festival à faire croire que Bolling est un musicien de jazz). Ici, Fats Domino, la B. B. King, ici, Scott Hamilton, là, les sœurs Labèque (match nul). Ici, Jacky Terrasson (jordan, trois soirs pour ceux qui l'auraient manqué), là, Chick Corea (un des esprits les plus religieux de cette époque, mais quel pianiste, Seigneur !). Ici, Wynton Marsalis, là, Wynton Marsalis. Deux politiques de l'autruche pas intéressantes.

3<sup>e</sup> Jazz aux Remparts, du 15 au 19 juillet, sur les remparts de Mouscronelles. Tous les soirs à partir de 19 h 30. De 140 F à 200 F. Renseignements, tél. : 59-59-67-27.

XVI<sup>e</sup> Festival de Vitoria-Gasteiz, Du 14 au 18 juillet. Tél. : (19) 34-45-14-19-19.



« Le Songe d'une nuit d'été » au Festival d'Aix-en-Provence.

## Rock

## Tournées

## Calvin Russell

L'Amérique vu du bord de la route, par un type qui a du mal à se faire prendre en stop. Une chevauchée pas facile, une version bolchevique de *Born To Run*.

Les 18 et 19 juillet, *Onand*, Palais des congrès Bordeaux, 21 h 30, 140 F. Le 22, Saint-Martin-de-Crau, *Atang des Aulnes*, 19 heures, 30 F. Location FNAC et Virgin d'Arles. Les 23 et 24, Nyon (Suisse), 21 heures, gratuit. Le 22, *Redifon* (type de terrain de l'Assa. Renseignements, tél. : 19/41/22/361-01-01).

## Fly and The Fox

Depuis Nougay on sait que blues rime avec Toulouse. Fly and The Fox enrichissent la rime, pour la rendre presque parfaite à force de fidélité et de sobriété. Les 15-juillet, Volcan (libre), en plein air, place de l'Europe, 40 F. Le 18, Aurillac (Lot-et-Garonne), place du Château, 21 heures, gratuit. Le 22, *Redifon* (type de terrain de l'Assa. Renseignements, tél. : 19/41/22/361-01-01).

## Carmaux

Rocktime 6<sup>e</sup> Festival

Des alternatifs (Happy Drivers, Ludwig Von 88), un anglophile (Dominic Sonic, plutôt en forme ces temps-ci) et une bande de yéyés neo-décadents (Jad Wio), quelques représentations possibles du rock français sur les terres de Jaurès.

Le 18 juillet, à 20 heures, sur l'aire de loisirs (plein air) de Landreville à Baye-les-Mines (Frem). Prix d'entrée : 100 F. Location au Centre culturel d'Albi : 63-54-11-11, et à la FNAC de Toulouse : 61-21-36-21.

## Mortals

## Tamaris Rock Festival

On pourrait penser aux buffets à volonté ou aux concours de mangeurs de tartes tant il faudra d'appétit pour assimiler ce programme très calcaire : Cramps (psychobilly d'origine), Fishbone (fusion rap funk authentique), l'admirable PJ Harvey, MC Solar, Linton Kwesi Johnson, poésie jamaïcain et bien d'autres encore.

Le 18 juillet, de 13 heures à 4 heures, à l'Orade du bois à Mortals. 160 F en location, 190 F sur place. Renseignements, tél. : 88-88-76-26.

## Belgique

## Peer Festivalkrant

Festival de blues plutôt alléchant avec, entre autres, Raps Staples et les Staples Singers ainsi que Mick Taylor (soutenez-les, les Rolling Stones avant Ron Wood, c'était quand même mieux) le samedi. Et le dimanche Omar and the Howlers (blues texan sauvage) et Cab Calloway.

Les 18 et 19 juillet, à Peer. 250 F pour le week-end, 150 F la journée. Renseignements, tél. : 19/32/1/63-19-30.

## Suisse

## Paléo Festival Nyon

Plus Laysin se fait rock, plus le Paléo Festival de Nyon se fait divers. Ainsi va la vie des festivals belvètes. Reste donc un peu de rock (New Model Army, le 20, Calvin Russell les 23 et 24), mais on entend aussi de la chanson (Lavaliers, Enzo Enzo, le 25) de la musique africaine (Yousouf N'Dour, le 25) ou breilienne (Jorge Ben Jor, le 26). Quelques dizaines de spectacles et le bon air des champs, si le ciel le permet.

Du 21 au 26 juillet, Forum du terrain de l'Assa (traié à la gare de Nyon par une navette de train gratuite). De 120 à 180 F la journée. Abonnement du 23 au 26 juillet, de 250 F à 470 F. Renseignements, tél. : (19) 41-22-361-01-01.

## Chanson

## Tournée

## Claude Nougaro

Maurice et Claude, Claude et Maurice. Un piano, une voix, une maîtrise remarquable de la scène. Avec eux, la France paraît immense, ils la creusent à coups de chants, de long en large, avec un talent sans égal.

Le 17 juillet, Vienne (libre), Théâtre antique, 21 h 30, 180 F. Le 18, Apt (Vaucluse), dans les jardins du Parc naturel régional du Lubéron, 21 heures, 110 F. Le 19, Andernos-les-Bains (Gironde), stade Jean-Marcel Despagnie, 20 heures, gratuit. Le 20, Manosque (Alpes-de-Haute-Provence), Théâtre Jean-Le-Bleu, 21 h 30, 150 F. Le 21, Martignes (Bouches-du-Rhône), en plein air, place Mirabeau, 21 h 30, 120 F.

## Musiques du monde

## Festivals

## Festival All Stars au New-Morning

La salle parisienne, qui suit de près l'actualité et les nouveautés du jazz et des musiques des cinq continents, ne veut pas laisser les Parisiens dans le besoin pour un mois de juillet où les rues ne sont pas encore dépeuplées. Tania Maria a bien du talent. Pianiste de jazz, chanteuse de samba, interprète habitant l'Amérique, musicienne poète, mais du Sud tropical, elle ne fait rien de nouveau depuis qu'elle a su se créer un style, mais elle le fait toujours aussi bien.

Les 20 et 21 juillet, au New-Morning, à 21 h 30. Tél. : 45-23-36-39.

## Paris Quartier d'été

C'est un plaisir de faire l'école buissonnière avec ce festival à facettes multiples. Les joyeux et très swingants compères accordéonistes de Paris-Musette ont ouvert le bal au kiosque du Luxembourg pour le 14 juillet. Ils sont au Passage du Nord-Ouest, rue du Faubourg-Montmartre, jusqu'au 21 juillet, à 22 heures, et au Parc de la Villette le 19, pour un bal d'après-midi. Le personnel change tous les jours. Ils sont tous excellents. Notons cependant qu'au Passage du Nord-Ouest, la soirée du 15 juillet sera présidée par le guitariste Didier Roussin, celle du 20 par Marc Perrone, celle du 21 par Richard Galliano. Au kiosque du jardin du Luxembourg, les polyphonistes corses du groupe Cinq Soixants 17, 18, 19 juillet à 18 heures) précéderont le New Brass Band de Bangalore, une fanfare venue d'Inde, forme musicale que l'on connaît peu (les 21, 22 et 23 juillet à 18 heures).

Passage du Nord-Ouest, tél. : 47-70-81-47. Parc Quartier d'été : tél. : 40-29-40-35.

## Festival de Sète

Festival tranquille entre port et canaux. Les Percussions de Guinée le 18 juillet, Julia Migenes le 19 : l'ouverture est placée sous le signe de l'énergie. Continuation méditerranéenne et recueillie avec la Grecque Angélique Ionatos, qui présente une de ses créations, *Ithaque*.

Du 18 juillet au 2 août, au Théâtre de la Mer, tous les soirs à 22 heures. Réservations au bureau de location du Théâtre de Sète : 67-74-88-97, et à la FNAC de Montpellier : 67-64-14-00. De 70 F à 180 F.

## Montluçon

## Festival de musiques croisées et métissées

Tavagna, le groupe corse qui monte. Une Anche passe (hautbois, tubas et saxophone), les jazzmen bretons de 1<sup>er</sup> Jazz, La Squadra di Canto Popolare Valpolic-

## DANSE

## Ballet de l'Opéra de Paris

## Le Lac des cygnes

Sur le plateau de Bouffé hélas rétrogradé par de pesants décors, le corps de ballet de l'Opéra en état de grâce : trente-neuf cygnes admirables de poésie, de concentration et d'homogénéité, qui redonnent à ce classique des classiques vérité et fraîcheur. Le quarantième, c'est leur reine Odette, victime elle aussi des maléfices de Rothbart... On y croit, vous dis-je ! Après Sylvie Guillem, simplement géniale mais déjà repartie, on pourra voir en alternance dans ce rôle Isabelle Guérin, Marie-Claude Pietragalla, Monique Louitères et Elisabeth Platet.

Opéra de Paris-Bastille, jusqu'au 25 juillet 18 h 30, le 18 à 16 h 30 et 20 heures. Tél. : 44-73-13-00. De 40 F à 290 F.

## Festivals

## Aix-en-Provence

Cette semaine, on peut voir en répétition publique puis en création *Le Couteur de Galilé*, par la Compagnie le Galé, Grégoire Philippe Trébet, *Lune de Fond*, la nouvelle pièce de Claude Brumachon, Ramon Oller et sa Compagnie Métros, Christian Bourgaud et la Compagnie de l'Alambic, *Mana Danse de Nada*, de Patrick Bossatti et Bertrand Lombard, The Parsons Dance Company, un nouveau « projet de rue » de la Compagnie Castafiore... ou, dans un tout autre genre, le Grand Ballet classique de Moscou, qui présente son *Don Quichotte*.

Divers lieux d'Aix et divers horaires, jusqu'au 23 juillet. Tél. : 42-27-11-02.

## Avignon

Cette semaine, pleins feux sur Joseph Nadj, qui présente avec son Théâtre Jol et sept musiciens en scène les *Chants de W ilhelm*, une nouvelle évocation de ses souvenirs d'enfance (1). Michèle Anne de Mey reprend ses *Châteaux en Espagne*, qui ne sont pas sa meilleure pièce mais qu'elle a peut-être resserrés, depuis la création (2) et présente de nouvelles *Sonatas* sur des pièces de Scarlatti (3). Joëlle Bouvier et Régis Obadia reprennent une pièce récente et magnifique, *Une femme chaque nuit voyage en grand secret* (4).

(1) Théâtre municipal, les 15, 16 et 17 juillet, 21 h 30, 180 F. (2) Théâtre municipal, les 15, 16 et 17 juillet, 21 h 30, 180 F. (3) Théâtre municipal, les 20, 21 et 22 à 21 h 30. Tél. : 90-66-24-43.

## Châteauneuf

Le festival se termine avec *Corax*, où Maguy Marin se moque très drôlement de nos perceptions et de nos automatismes, *Tourville* de Catherine Dreyfus, une création de Santiago Semper, *Don Quixote*, *Duets* et *amours*, une autre de Jose de Udaeta, *La Castanuela viva*, un solo de la Hongroise Yvette Boszik, fondatrice avec György Arvai de The Collective of Natural Disasters, la compagnie italienne Corte Sconta et enfin Sani Georges, une pièce étrange et attachante de Régine Chopinot.

Amphithéâtre et Théâtre couvert, jusqu'au 21 juillet, 19 heures et 22 heures. Tél. : 94-24-1-78.

## Promenade de voiles

une installation éphémère de Pia Myrvold et Randy Naylor sur les berges du canal de l'Ourcq

avec des événements :

- bals/concerts à 17 h : Paris musette (19 juillet), Mambomania (26 juillet), Les Coquines (9 août)
- parades à 14 h 30 : New Bharat Brass Band de Bangalore (25 juillet), Il gruppo Operalo e Zezi de Naples (1<sup>er</sup> août) • spectacles : Cirque Rock Gosh (du 17 juillet au 2 août), Negrabox (25 juillet), la baraque foraine de Georges Aperghis (1<sup>er</sup>, 2, 7, 8 et 9 août) • contes à 17 h : Maxime Dumont et Manfel Obin (15 et 17 juillet), Bernadette Bidaude et Tokoto Ashanty (22 et 24 juillet) Sergio Bini et Ralf Nataf (29 juillet), Maxime Dumont et Ralf Nataf (31 juillet), Les Fabuleux Troubadours (12 et 14 août).

Jusqu'au 16 août au parc de la Villette

Renseignements : Folle information Villette : 42.40.76.10



1500







## LA SÉLECTION DE LA SEMAINE

## DISQUES

## Classique

## Chopin

Quarante-neuf mazurkas

Jean-Marc Luisada (piano)

Quarante-neuf, pas cinquante et une ni cinquante-six comme dans d'autres enregistrements : Jean-Marc Luisada a éliminé les mazurkas publiés sans numéro d'opus. Son double album s'achève donc sur l'opus 68. Pour ce second volet de sa collaboration avec Deutsche Grammophon, le jeune pianiste français s'est, en outre, montré prudent. Afin d'éviter que quelques fausses notes, ou ne le lance pour avoir utilisé « on ne sait quels vieux grimoires retrouvés dans un grenier polonois », il indique ses sources (tout aussi valides que celles qu'il utilise pour son enregistrement des valse) : l'édition Oxford établie par Edouard Ganche (le Mercure de France serait bien inspiré de rééditer les trois livres que Lyonais a consacrés à Chopin, il n'en est guère de plus autorisés), l'édition nationale polonoise, l'édition Henle et d'autres variantes de la main même du compositeur.

Voici donc en quelque sorte, la première version musicologique des mazurkas de Chopin. Travail captivant que l'on aimerait voir prolongé par une série d'émissions sur France-Musique : joignant les mots aux notes, Luisada et un producteur maison pourraient faire entendre l'extrême « variabilité » des textes chopiniens, les changements parfois importants d'un manuscrit à l'autre.

Jean-Marc Luisada serait un copiste idéal pour une telle expérience. Plein de fantaisie, toujours inspiré, son jeu témoigne d'une volonté rare de tutoyer la musique, de convaincre ses auditeurs. Certes, il lui arrive parfois de paraître un peu maniéré, voire un tantinet sentimental, ou d'abuser du rubato. Mais les mazurkas plus qu'aucune autre œuvre de Chopin, se prêtent à ces abandons, à cette individualité créatrice. Il ne faudrait jamais oublier cette prise de bec terrible entre Meyerbeer et Chopin. Le compositeur de l'Africaine soutenait à Chopin qu'il jouait ces mazurkas à deux et non à trois temps.

2 CD Deutsche Grammophon 435 780-2. Le second CD est bien mieux enregistré que le premier.

## Tchaïkovski

Quatrième symphonie

Orchestre symphonique américain, Leopold Stokowski (direction)

Leopold Stokowski est l'un des héros de la vie musicale américaine. Un héros positif. Comme George Szell, Arturo Toscanini et Fritz Reiner, il fut un bâtisseur d'orchestre dont le travail sérieux,

l'acharnement à ne diriger que des concerts à la tête d'orchestres très bien préparés ont élevé le niveau de la vie musicale américaine de façon durable et portée au premier plan l'Orchestre de Philadelphie dont il fut le patron. L'ombre portée de ces chefs d'orchestre plane, en effet, encore sur les jeunes musiciens américains pour lesquels la musique ne pourrait naître dans l'improvisation, l'approximation. Il est « amusant » de noter que le brouillon Charles Munch n'a pas laissé un souvenir aussi impérissable que cela à Boston, un orchestre qu'il n'a pas laissé au meilleur de sa forme quand il est tenu en France pour un demi-dieu. On a les héros que l'on peut, et, depuis Munch, la France musicale préfère les chefs qui « donnent dans le génie » aux artisans scrupuleux. Comme si la perfection enfantait toujours la froideur.

Longtemps méprisé en Europe pour sa participation à *Fantasia* et ses transcriptions pour orchestre d'œuvres pour orgue de Bach, Stokowski revient peu à peu au-devant de la scène grâce aux rééditions de ses nombreux enregistrements. Ce disque enregistré en 1971 (il avait quatre-vingt-neuf ans !) est une nouvelle preuve à porter au dossier de la défense. Rarement la *Quatrième* de Tchaïkovski aura sonné avec une telle opulence, une telle détermination, rarement un tel vent de folie l'aura poussé vers des rivages aussi peu fréquentés.

1 CD Vanguard 1520 89. Distribué par Wotye Music.

A. Lo.

## Jazz

Jimmy Giuffrè/Paul Bley/Steve Swallow

Jimmy Giuffrè 3, 1981

Trois catégories d'auditeurs pour ces instants magiques de 1961 (*Fusion*, du 4 mars ; *Thesis* des 7 et 8 août) : ceux qui les savent de cœur, définitivement liés au trio (clarinette, piano, basse) le plus attachant, le plus libre de l'histoire moderne. Ceux qui vont les décou-



k. d. lang.

vrir demain, dans la stupeur de l'instant décisif, ils ne savent même pas que l'on peut jouer « du jazz » de cette façon, que l'on peut vivre de cette idée-là du jazz. Ceux enfin qui se sont fait, une fois pour toutes, une idée de la musique, de la basse, du trio, du lien entre les hommes et de l'éternité. Et pour finir, les autres, tous les autres.

2 CD ECM Polygram 1438/29 848.

## Ornette Coleman

Naked Lunch

Intéressant. Quand plus personne ne sait parler d'un disque, tout en laissant parler l'amour du musicien, les choses commencent. L'un dit qu'il ne faut pas s'attendre à Ornette Coleman (ce qui est le bouquet). L'autre, que Cronenberg n'aurait pu « réaliser » le bouquin de Burroughs, à moins de le faire entrer dans le réseau pornographi-

que (allons, bon !). Ornette est dirigé et mis en scène par Howard Shore. Avec des révérences jusqu'à terre, en balayant Versailles de leurs chapeaux à plume, les courants se donnent un mal de chien pour expliquer que c'est Ornette, sans être Ornette, tout en étant Ornette, mais pas tout à fait Ornette. C'est ce qui s'écoute de mieux, ces temps-ci.

1 CD Milan, distribué par BMG, 262 732.

F. M.

## Rock

## Elton John

The One

Trente-quatrième album d'Elton John. *The One* se distingue tout d'abord par une pochette très hideuse, signée Gianni Versace.

Certes, le stylistique italien n'est pas responsable de la frange toute neuve qui barre naïvement le front d'Elton John, autrefois dégarni. Mais lui seul connaît la raison d'être de ce graphisme surchargé (volutes dorées autour de la photo, genre première communion début de siècle), de ces grosses lunettes à fine monture. Il se pourrait bien qu'Elton John ait eu pour ambition d'être pris au sérieux. C'est à peu près tout ce qui lui manque, dans sa carrière de rock star.

Heureusement, comme d'habitude, c'est raté. Les chansons d'Elton John et de Bernie Taupin, son parolier (depuis plus de vingt ans par une relation qu'un journaliste anglais définissait drôlement par « Tu laves, j'essuie »), sont ambitieuses parfois (*Sweet It Out* ne prétend pas moins qu'à la qualité de mode d'emploi du monde moderne), toujours impeccables (avec, cette fois, un recours systématique aux rythmes de synthèse) mais – sans exception – dépourvues de poids, de substance. D'autant que l'homme aux douze milliards de paires de lunettes en est arrivé au stade douloureux où il lui faut réécouter d'anciennes chansons (*The One*, remake de *Don't Let The Sun Go Down On Me*, tâche ingrate dont il s'acquitte avec panache. Artisan de luxe, c'est la vraie nature d'Elton, un homme pour qui il aurait fallu inventer le mot pop, s'il n'avait pas déjà existé.

Phonogram 512 360-2.

## k. d. lang

Ingénue

Cette extra-terrestre de la musique country reste à peu près inconnue chez nous. k. d. lang écrit son nom en caractères minuscules (comme le poète e. e. cummings). Elle a commencé sa carrière, il y a une demi-douzaine d'années, dans l'uniforme de sa profession : chemise à boutons de nacre et Stetson, voix puissante douée d'un vibrato un peu mélodramatique. Puis, peu à peu, la musique et l'image de k. d. lang ont changé. Cheveux courts, jean et t-shirt. Et surtout des chansons de plus en

plus introspectives, éloignées du canon de la country. Pour en arriver à *Ingénue*, un disque étrange, qui évoque plus le cabaret européen (accordéons et clarinettes, mais aussi la mélancolie fiévreuse, presque cynique, qui parcourt les textes) que les collines du Kentucky.

Le jazz rôde aussi dans ce disque. Le vibraphoniste Gary Burton est présent sur plusieurs titres, mais ce qui compte encore plus c'est l'abandon de la littéralité de la musique country pour les approches obliques, les méandres mélodiques, qui aiguisent un peu plus la force des textes. Un disque étrange, unique et irrésistible.

Sire/WEA 7599-26840-2.

T. S.

## Chanson

## Accordéon

Musette/Swing/Paris 1913-1941

Une bonne nouvelle : l'accordéon a le vent en poupe. Après les rééditions d'Emile Vacher, père fondateur du musette (chez Silés), le grand coup de poing de Paris-Musette (tout ce que la France compte d'accordéonistes swing et valseurs, au label La Lichère), voici la Discothèque des Halles de Paris qui sort ses trésors. De Gus Viseur (un peu surréprésenté), flanqué des frères guitaristes Ferret, à Tony Murena, et jusqu'à Charles Peguri, précurseur des précurseurs, dans un enregistrement de 1913, en passant par Vacher, les grands qui égayaient la France d'une guerre à l'autre se retrouvent sur les deux compacts produits par la Mairie de Paris.

Outre sa valeur documentaire, cette compilation rare a le mérite d'inclure des chansons : Jean Gabin, accompagné par Adolphe Deprince (*Quand on s'promène*, 1936), une version de *l'Accordéoniste* de 1940, par Piaf et Gus Viseur, *Après la rafle*, par Fréhel et Charles Peguri en 1926, et Damia avec Adolphe Deprince, en 1935, pour une superbe *La guinguette a fermé ses volets*, émouvante et prémonitrice.

Un coffret de deux CD DH002 distribué par Harmonia.

V. Mo.

## Musiques du monde

## Richard Galliano

Ballet Tango

Le maître, Astor Piazzolla, est mort. A son disciple français, l'accordéoniste Richard Galliano, il disait : « Richard, vous devez faire le tango. » *Ballet Tango* est une composition de Piazzolla, dédiée en 1989 à Galliano, et c'est bien normal, tant ce dernier sait, en virtuose, moderniser, reformuler, en jazz, en classique, en tout, l'accordéon à la française. Sur cet album, où l'émotion transpire, Richard Galliano excelle à lui tout seul les quatre accordéons prévus par le régulateur de la tradition argentine. Avec quelques touches de bandonion et ce style un peu rude, taillé dans un bois âpre, où la douceur afflue à l'occasion d'un pli, d'une veine, d'une senteur. Outre ce *Ballet*, intime et particulier, Richard Galliano reprend quelques pièces plus connues de Piazzolla, telles *Adios Ninos* ou *Pedro y Pedro* pour accordéon solo.

1 CD Milan Sur 873032.

V. Mo.

## Une anthologie de la musique arabo-andalouse algérienne

## L'Algérie multiple

« **E**COUTEZ un musicien arabe, la première impression sera toujours défavorable », avertissait en 1863 le musicien et musicologue français Francisco Salvador Daniel, installé en Algérie par amour d'une musique alors méconnue. « Cependant – poursuit-il dans le même ouvrage, destiné à « éduquer l'oreille » européenne (1) – on chercha tel chanteur comme ayant plus de mérite que tel autre ; les Arabes accoururent en foule pour entendre un habile musicien, alors même qu'il est israélite ; vous irez, sur le bruit de sa renommée, dans l'espoir d'entendre une musique agréable, et votre goût européen ne fera aucune différence entre le chant de l'artiste indigène et celui d'un mozabite du bain maure. » Pour remettre les valeurs à leur juste rang, il faudra apprendre à reconnaître les mérites du chanteur (et les variantes improvisées dont il orne la mélodie) et « l'harmonie rythmique, dans laquelle les combinaisons étranges, les divisions discordantes, semblent mener à dessin en opposition avec la mélodie ». Autrement dit, l'art savant de la nuba n'est pas donné à qui veut.

Durant la deuxième moitié du dix-neuvième siècle, le répertoire arabo-andalou, noyau dur de la musique citadine au Maghreb, vit une époque florissante. A Constantine, on perpétue de près la tradition sévillane, où s'enracinent les Nubas depuis le neuvième siècle espagnol, mêlant traditions persanes, arabes, juives et ibériques. Au milieu, le répertoire arabo-andalou, sa greffe la poésie populaire venue des campagnes. On le

nomme *cana'a* à Alger, siège d'une autre grande école arabo-andalouse qui profite du mélange des deux gardiens de la tradition, Constantine et Tlemcen.

A Alger, l'histoire du *cana'a* est liée à celle de la Casbah. Dans les cafés maures, dans les échoppes de barbiers transformées en salle de concert pour initiés triés sur le volet, les musiciens se livrent à des joutes musicales prolongées tard dans la nuit. Bon nombre des grands maîtres « indigènes » du dix-neuvième siècle sont juifs. En 1909, Edmond Yaffi fait entrer la musique arabo-andalouse dans les salles de concerts, en fondant la première école de musique arabe, la Société musicale El Moutribia, recueillant l'ensemble des textes poétiques du répertoire (*mdwwashah*) et occupe la chaire de musique arabo-andalouse au Conservatoire d'Alger. D'El Moutribia naîtront de nombreuses associations sur lesquelles s'appuieront les revendications nationalistes à partir des années 30.

A Constantine, point d'écoles, ni de conservatoires officiels. La tradition va donc se transmettre au sein des *fradels*, lieux de rencontre de la Médina, où le vin et les femmes de petite vertu avaient droit de cité, et dans les *zawiya*, les confréries religieuses, qui vont ainsi protéger des pans entiers du répertoire profane. La congrégation Hansala devient ainsi le passage obligé de tout musicien professionnel. La disparition des *fradels*, la perte des habitudes de transmission orale menace aujourd'hui le répertoire arabo-andalou.

Les deux CD proposés par Ocra, enregistrés à Paris à la fin de l'hiver dernier, constituent donc des pièces essentielles pour la survie d'une des formes originales de la musique algérienne. Pour le premier – la *Nuba Maya* de Constantine, une pièce enlevée, forment rythmée, consacrée aux fins de nuit, à l'amour et à la nostalgie – le label de Radio-France a invité Hedi Mohamed Tabar Fergani, violoniste et chanteur, disciple du maître Sidi Ahmed Bustandji. Pour le second, la *Nuba Ghrib* d'Alger, plus cérémonieuse, peut-être plus finement exécutée, c'est Mohamed Khaznadij, incomparable chanteur, entre ombre et lumière, chef d'orchestre de renom, qui a fait le voyage jusqu'aux studios parisiens. Ces deux pièces valent aussi par la richesse de leur palette instrumentale : la *kwitra*, ou guitare de Tunis, la mandoline, le violon, le *katmanché*, le kanun, le *târ*, le *derbuka*, le *ney*, le *buzuki*, l'oud... Tous joués à des niveaux virtuoses.

## VÉRONIQUE MORTAIGNE

(1) « Pourquoi les Européens n'apprécient pas les beautés de la musique arabe », in *Musique et instruments de musique du Maghreb*, recueil d'articles parus dans la *Revue africaine* entre 1856 et 1867, où l'auteur tentait entre autres de prouver les liens entre la musique arabe et celle de la Grèce antique. Ed. La Boite à Documents, Paris, 1986, 175 pages, 84 F.

\* 2 CD OCORA vendus séparément, C560002, C560003, distribués par Harmonia Mundi.



## PAT METHENY "SECRET STORY"

Odyssée instrumentale dont l'histoire deviendra le secret de chacun

nouvel album avec la participation de

GIL GOLDSTEIN, CHARLIE HADEN, WILL LEE, LYLE MAYS, TOOTS THIELEMANS, NANA VASCONCELOS...



EQU FRANCE

en écoute au



RECORDS

150 000 000